Montréal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
445, St-Gabriel.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 12 OCTOBRE, 1935.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes : 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cts par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 12TH OCTOBER, 1935.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents par line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du Gouvernement. 4911—36-8-o

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 4912—36-8-o

Lettres patentes

"Association of Textile Shrinkers and Refinishers of Montreal".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de septembre, 1935, constituant en corporation sans capital-actions: S. Leon Mendelsohn, Harold S. Freeman et Lionel Rubin, avocats, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Unir dans une organisation intime ceux qui épongent, finissent et examinent toutes sortes de tissus, comprenant les lainages, le coton et la soie utilisés dans la fabrication des vêtements d'hommes et de femmes et industries semblables, et ceux engagés dans des industries affiliées ou semblables à icelles; Protéger les industries qui consistent à éponger, finir et examiner les tissus en général et corriger les abus existants; établir des principes et règlements commerciaux uniformes et éliminer les torts et les abus des métiers; concilier les controverses et régler les différends parmi les membres de la corporation et entre les membres et les autres, et établir et promulguer généralement les règles et règlements progres à les régler; promouvoir des relations plus étendues et plus amicales entre les membres; maintenir des relations amicales entre les membres et leurs employés; prévenir des discriminations injustes et excessives envers toute personne ou personnes par aucune coalition, personne ou complot en aucune chose qui a rapport avec l'industrie des membres de la corporation; et généralement promouvoir le bien-être du métier, stabiliser les conditions de l'industrie; et promouvoir le bien-être des personnes et corporations dans ladite industrie, le tout sans gain pécuniaire;

(*b*) S'informer et faire rapport aux créanciers de la condition financière des personnes, marchands, firmes et corporations, et échanger parmi les souscripteurs des renseignements quant à la condition et au crédit des marchands et autres;

(*c*) Utiliser et employer les fonds de la corporation pour l'amélioration des conditions actuelles du crédit;

Letters patent

"Association of Textile Shrinkers and Refinishers of Montreal".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of September 1935, to incorporate as a corporation without share capital: S. Leon Mendelsohn, Harold S. Freeman and Lionel Rubin, advocates, all of the City of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To unite into cohesive organization, spongers, finishers and examiners of all kinds of textiles, including woollens, cotton goods and silk used in the manufacture of men's and women's clothing and allied industries, and those engaged in business affiliated therewith or allied thereto; to foster the business of spongers, finishers and examiners of textiles generally and to reform abuses therein; to establish uniform trade practices and regulations and to eliminate trade evils and abuses; to adjust disputes and to settle differences among the members of the corporation and between members and others, and to establish and promulgate generally proper rules and regulations for arbitrating the same; to promote a more enlarged and friendly intercourse between members; to maintain amicable relations between the members and their employees; to prevent unjust and unreasonable discrimination against any person or persons by any combination, person or conspiracy in any matter relating to the business of the members of the corporation; and generally to promote the welfare of the trade, stabilize conditions in the industry and promote the welfare of persons and corporations in the said industry, the whole without pecuniary gain;

(*b*) To inquire and report to creditors upon the financial standing of persons, merchants, firms and corporations, and to exchange among subscribers information as to the credit and standing of merchants and others;

(*c*) To use and apply the funds of the corporation for the improvement of existing credit conditions;

(*d*) S'associer et coopérer avec tous autres bureaux, corporations ou organisations ayant des objets ou fins semblables en tout ou en partie à ceux de cette corporation;

(*e*) Promouvoir, entreprendre et faire entreprendre et exécuter tous travaux charitables, de bienfaisance, philanthropiques et sociologiques et établir, aider, maintenir ou être associé à toute autre corporation, institution à cet effet, et contribuer et garantir l'argent à cette fin, sous le nom de "Association of Textile Shrinkers and Refinishers of Montreal".

Le montant auquel est limitée la valeur de (ou le revenu annuel des) biens immobiliers que la compagnie peut posséder, es de vingt mille dollars ($20,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de septembre, 1935.

ALEX. DESMEULES,
5477 Sous-secrétaire de la Province.

(*d*) To associate itself and co-operate with other bureaus, corporations or organizations having objects or purposes similar in whole or in part to those of this corporation;

(*e*) To promote, engage in and cause to be undertaken and fulfilled any charitable, benevolent, philanthropic and sociological work and establish, assist, maintain or be associated with other corporation, institution in that behalf, and to contribute and guarantee money for that purpose, under the name of "Association of Textile Shrinkers and Refinishers of Montreal".

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immovable property which the company may possess, is to be limited, is twenty thousand dollars ($20,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the Office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,
5478–o Assistant Provincial Secretary.

"Bourassa Lumber Co., Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de septembre 1935, constituant en corporation: Rodolphe-E. Joron, ingénieur-civil et arpenteur-géomètre, Edouard Lavoie, ingénieur civil, tous deux de la cité de Chicoutimi, et Antonio Bouchard, comptable, du village de la Rivière du Moulin, dans les buts suivants:

Faire le commerce de bois de chauffage et celui du charbon en général;

Acquérir par achat, bail ou autrement des meubles et immeubles de toute sorte et description, y compris des limites à bois, des droits de coupe de bois, licences pour bois, et construire ou autrement acquérir, posséder, tenir, employer et mettre en opération des moulins à scie, moulins à écorcer et autres moulins de toute description, bâtisses, maisons, appareils et machines, privilèges d'eau, franchises, digues, droits, contrats, baux, patentes, droits de patente, marques de commerce et biens en général; avoir pouvoir de les hypothéquer, vendre ou en disposer autrement, ou aucun d'eux de temps en temps et pour telles considérations que la compagnie peut déterminer;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de bois de construction, bois, bardeaux, articles en bois de toute nature et description, bois de pulpe et produits de pulpe et de papier;

Manufacturer, acheter, vendre ou autrement faire le commerce de traverses de chemin de fer, billots et produits de la forêt, soit manufacturés ou non manufacturés, de toute description;

Faire, importer, exporter, acheter, vendre, échanger toutes sortes d'effets, articles et marchandises utiles à la construction en général;

Développer, et acquérir de la force motrice, en faire la distribution, construire et installer tout ce qui se rapporte à la force motrice, dans le comté de Chicoutimi, subordonnément aux dispositions des Statuts de la Province de Québec;

Bâtir, posséder, louer, entretenir et exploiter toutes sortes d'édifices et de constructions pouvant servir pour aucune fin quelconque, avec toutes les sortes de commodités usuelles ou nécessaires ou qui peuvent être avantageusement fournies ou données en rapport avec tels édifices et constructions;

Prendre et détenir des hypothèques, privilèges et charges pour assurer le paiement du prix d'a-

"Bourassa Lumber Co., Ltd.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of September, 1935, incorporating: Rodolphe E. Joron, civil engineer and land surveyor, Edouard Lavoie, civil engineer, both of the city of Chicoutimi, and Antonio Bouchard, accountant of the village of Rivière du Moulin, for the following purposes:

To deal in fire wood and coal in general;

To acquire by purchase, lease or otherwise movables and immovables of all kinds and descriptions, including timber limits, rights to cut timber, timber licenses, and to construct or otherwise acquire, own, hold, use and operate sawmills, rossing mills and other mills of every description, buildings, houses, apparatus and machines, water privileges, franchises, dams, rights, contracts, leases, patents, patent rights, trademarks and properties in general; to have the power of hypothecating, selling or otherwise disposing of the same, or any one thereof from time to time and for such consideration that the company may determine;

To manufacture, buy, sell and deal in lumber, wood, shingles, wooden objects of all kinds and description, pulp wood and pulp and paper products;

To manufacture, buy, sell or otherwise deal in railway ties, logs and products of the forest, whether manufactured or unmanufactured, of every description;

To make, import, export, buy, sell, exchange all kinds of goods, wares and merchandise useful to the building industry in general;

To develop, and acquire motive power, to distribute the same, construct and install anything connected with motive power, in the county of Chicoutimi, subject to the provisions of the Statutes of the Province of Quebec;

To build, own, lease, maintain and operate all kinds of buildings and structures to be used for any purpose, together with all forms of conveniences usual or necessary, or which can be advantageously furnished or supplied in connection therewith;

To take and hold hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of

chat de toute propriété vendue par la compagnie, ou de tout argent dû à la compagnie par les acheteurs, ou des avances faites par la compagnie aux acheteurs ou autres, pour fins de constructions ou autres améliorations ou pour les deniers dus à la compagnie pour toute raison quelconque;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie, par l'émission d'obligations, débentures ou autrement;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et d'engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération ou risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter ou tout commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Faire des prêts ou avances de deniers ou garantir les contrats ou indemniser ou se porter caution ou autrement et aider toute compagnie, firme ou individu, et placer aucun des deniers de cette compagnie dans et sur tous biens mobiliers et immobiliers et dans toute autre entreprise ou garantie que cette compagnie pourra de temps à autre trouver convenable;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie;

Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer

any property sold by the company or money due to the company from purchasers, or advances by the company to purchasers or others for building purposes or other improvements, or moneys owing to the company for any reason;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

To borrow money upon credit of the company by the issue of bonds, debentures or otherwise;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of any such person or company, or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lesae or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular any machinery, plant or stock-in-trade;

To lend or advance moneys to, or guarantee the contracts of or indemnify or become security for, or otherwise assist any company, firm or individual, and to invest any of the moneys of this company on or upon any property movable or immovable, and such other undertakings or securities as this company may from time to time deem expedient;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects similar to those of the company;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise

de la totalité d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Hypothéquer, gager et affecter autrement les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie pour garantir le paiement d'emprunts ou le paiement de toute autre dette, contrat ou obligation envers la compagnie;

Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires, sous le nom de "Bourassa Lumber Co., Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions ordinaires de cinquante dollars ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,
5479-o Sous-secrétaire de la Province.

"Canadian Industrial Plating Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de septembre 1935, constituant en corporation: Maurice Goudreault, et Antonio Garneau, de la cité de Montréal, Marcel Pigeon, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, et tous avocats, dans les buts suivants:

a) Faire le commerce du placage, du polissage et du finissage des métaux en général et faire toutes autres espèces de travaux se rapportant à ce commerce;

b) Fabriquer et vendre des objets, articles, marchandises en métal plaqué et généralement faire le commerce de matériaux, machineries, appareils ou produits susceptibles d'être employés dans la fabrication, préparation et production d'aucun de ces articles, marchandises ou objets ci-dessus mentionnés, ainsi que de tous sous-produits de la fabrication, production ou préparation des dits articles;

c) Faire le commerce en gros ou en détail de toutes marchandises, ingrédients ou métaux se rapportant à l'industrie du placage, du polissage et du finissage des métaux, sous le nom de "Canadian Industrial Plating Company, Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de cinq dollars ($5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de septembre 1935.

ALEX DESMEULES,
5481-o Sous-secrétaire de la Province.

"David Lister, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de septembre 1935, constituant en corporation: Louis-Marven Dorsey, George Harris, Lawrence Marks, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

deal with all or any part of the property and rights of the company;

To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract, or obligations of the company;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in or about the formation or promotion of this company or the conduct of its business, under the name of "Bourassa Lumber Co., Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four hundred (400) common shares of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, in the district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,
5480 Assistant Provincial Secretary.

"Canadian Industrial Plating Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of September 1935, incorporating: Maurice Goudrault, and Antonio Garneau, of the city of Montreal, Marcel Pigeon, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, Province of Quebec, and all advocates, for the following purposes:

a) To carry on the business of plating, polishing and finishing of metals in general and to do all other kinds of work incidental to the said business;

b) To manufacture and sell plated metal objects, articles and wares and generally to deal in materials, machinery, apparatus or products capable of being used in the manufacture, preparation and production of any of the said articles, wares or objects hereinabove mentioned, as well as any by-products of the manufacture, production or preparation of the said articles;

c) To deal both wholesale and retail in all merchandise, ingredients or metal incidental to the business of plating, polishing and finishing metals, under the name of "Canadian Industrial Plating Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10.000.00), divided into two thousand (2000) shares of five dollars ($5.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,
5482 Assistant Provincial Secretary.

"David Lister, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of September, 1935, incorporating: Louis Marven Dorsey, George Harris, Lawrence Marks, Advocates, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. Exercer le commerce de manufacturiers, détaillants, importateurs, exportateurs et marchands généralement de vêtements pour hommes, femmes et enfants, mercerie, marchandises sèches, bottines et chaussures et marchandises en général, et posséder et opérer dans toute la province de Québec, des magasins et fabriques de vêtements pour hommes, femmes et enfants;

2. Généralement acheter, prendre à bail, échanger, louer ou autrement acquérir et détenir, posséder, vendre, aliéner et faire le commerce de propriétés réelles ou personnelles, ou tous droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables en rapport avec aucun de ces objets et susceptibles d'être avantageusement exploités en rapport avec aucun des biens ou droits de la compagnie dans le temps;

3. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec l'industrie de la compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur de, ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

4. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

5. Acheter, ou autrement acquérir, détenir, vendre ou autrement disposer d'actions du capital, bons, débentures ou autres valeurs de toute autre corporation ou compagnie;

6. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou utiles à la réalisation des objets susdits ou aucun d'eux;

7. Fxire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents à commission ou autrement, entrepreneurs et par l'entremise d'agents ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

8. Se fusionner, faire le partage des profits ou s'uuir avec toute personne ou compagnie exerçant toute industrie semblable ou similaire à celle que cette compagnie est autorisée à exercer, aux termes que cette compagnie le décidera;

9. Si autorisés par règlement, sanctionné par un vote de pas moins des deux-tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie représentés à une assemblée générale convoquée pour considérer le Règlement, les Directeurs pourront de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débentures ou autres valeurs de la compagnie et les gager ou les vendre pour telles sommes et aux prix qui seront jugés à propos;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code Civil, hypothéquer, nantir, ou gager les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, de la compagnie, en garantie de toutes telles débentures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de telle garantie pour telles fins, et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionné dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des Pouvoirs Spéciaux de Certaines Corporations, ou de toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir les propriétés immobilières de la compagnie ou donner en garantie ou autrement affecter les propriétés mobilières, ou donner toute telle garantie pour garantir le paiement de prêts faits autrement que par l'émission de débentures, aussi bien que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

10. Les limitations et restrictions contenues en cet article ne s'appliqueront pas à l'emprunt d'ar-

1. To carry on the business of manufacturers, retailers, importers, exporters and dealers generally in men's, women's and children's clothing, haberdashery, dry goods, boots and shoes and general merchandise, and to own and operate men's, women's and children's wear stores and factories throughout the Province of Quebec;

2. Generally to purchase, take on lease, exchange, hire or otherwise acquire and to hold, own, sell, convey and deal in any real or personal property, or any rights or privileges which the company may think necessary or convenient with reference to any of these objects and capable of being profitably dealt with in connection with any of the company's property or rights for the time being;

3. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

4. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

5. To purchase or otherwise acquire, hold, sell, or otherwise dispose of shares of stock, bonds, debentures or other securities of any other corporation or company;

6. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

7. To do all or any of the above things as principals, agents on commission or otherwise, contractors and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

8. To amalgamate, share profits or unite with any person or company carrrying on any business the same as or similar to that which this company is authorized to carry on, on such terms as this company may decide;

9. If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company represented at a general meeting called for considering the By-law, the Directors may from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, to hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage, or pledge mentioned in this sub-paragraph by trust deed, in accordance with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act, or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immoveable property of the company or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantee to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

10. The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing

gent par la compagnie sur lettres de change, sur billets promissoires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de la compagnie;

11. Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt, à l'exclusion des employés actuels et anciens employés qui peuvent être actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi;

12. Nul appel ne sera fait au public pour la souscription des actions, sous le nom de "David Lister, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en huit cents (800) actions ordinaires de vingt-cinq dollars ($25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de septembre, 1935.

ALEX. DESMEULES,
5483 Sous-secrétaire de la Province.

"France-Couture (Canada), Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de septembre, 1935, constituant en corporation: Fabien-Marc Dan, Clément-René Bélair, marchands, Angèle De Broux, fille majeure et usant de ses droits, teneur de livres, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, et agir comme commissionnaires, mandants, agents, négociants, commerçants et distributeurs de tous les produits qui peuvent être mis sur le marché et vendus, les commodités, articles fabriqués, matériels bruts des tissus, soies, lainages fabriqués ou confectionnés; et comprenant spécialement toutes sortes et espèces de tissus, soies, lainages et spécialités semblables;

2. Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables, comprenant spécialement tout ce qui précède;

3. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

6. Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la consession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur

of money by the company on bills of exchange, on promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

11. The number of shareholders shall be limited to twenty, exclusive of the present and past employees who may be shareholders of the company and who have continued so to be after leaving its employ;

12. No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "David Lister, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into eight hundred (800) common shares of twenty five dollars ($25.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,
5484-o Assistant Provincial Secretary.

"France-Couture (Canada), Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of September, 1935, incorporating: Fabien Marc Dan, Clement René Bélair, merchants, Angele De Broux, spinster, of the full age of majority and in the full exercise of her rights, Bookkeeper, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of importers, exporters and to act as factors, principals, agents, dealers, jobbers and distributors in all marketable and saleable products, commodities, manufactured goods, raw materials of textile, silk, woollen of fabric nature or make-up; and including especially all kinds and sorts of textiles, fabrics, silks, woollens and similar lines;

2. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company of being conveniently carried on and in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights, including especially all of the above;

3. To buy or otherwise acquire and sell, or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immovable property;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

5. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to the invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. To enter into partnership or into arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry

le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, et ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

10. Acheter, prendre, ou louer, prndre en échange, prendre à bail ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

11. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

12. Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, connaissements, lettres de change, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

13. Vendre, ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

16. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

17. Faire toutes ou aucune des choses précitées

on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

11. To lend money to customers and otherwise have dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of lading, bills of exchange, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority, or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To do all or any of the above things as

comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seul ou conjointement avec d'autres;

18. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

20. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

21. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

22. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées, sous le nom de "France-Couture (Canada) Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour de septembre, 1935.

ALEX. DESMEULES,
5485 Sous-secrétaire de la Province.

18. To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract, or obligations of the company;

19. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

20. To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

21. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company do see fit;

22. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined, under the name of "France-Couture (Canada), Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,
5486-o Assistant Provincial Secretary.

"Gilletz Construction, Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de septembre 1935, constituant en corporation: Michael Garber, avocat, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, Montreal, Irène Rubin, sténographe, fille majeure, d'Outremont, Qué., dans les buts suivants:

(*a*) Acquérir par achat, location ou autrement, détenir, utiliser, améliorer, développer, administrer, hypothéquer, louer, transporter, vendre, et disposer et en faire le commerce et échanger des héritages et immeubles de toute description, franchises, permis, commerce et tout intérêt en iceux et ériger, modifier, réparer et entretenir des édifices sur les terrains dans lesquels la compagnie pourrait avoir un intérêt quelconque;

(*b*) Faire en général des travaux d'améliorations immobilières et de construction, et manufacturer et faire le commerce de matériaux de construction et autres, et agir comme organisateurs, promoteurs, agents ou courtiers d'assurance, de finance, à commission et pour des opérations de prêts et placements, pour l'achat, la location, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de toute propriété, commerce ou entreprise, faire des opérations de prêts et placements de toutes sortes, excepté les affaires de banques, et à ces fins, recevoir de l'argent d'autres personnes, pour le prêter ou placer et

"Gilletz Construction, Ltd.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of September, 1935, incorporating: Michael Garber, advocate, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, of Montreal, Irene Rubin, stenographer, spinster, of Outremont, Que., for the following purposes:

(*a*) To acquire by purchase, lease, or otherwise, hold, use, improve, develop, manage, mortgage, lease, transfer, sell, exchange, dispose of and deal in real estate and in immovables of every description, franchises, permits, business or any interest therein, and to erect, alter, repair and maintain buildings upon land in which the company may have any interest;

(*b*) To carry on a general real estate improvement and constructing business, manufacture, and deal in builders' and other supplies, and to act as organizers, promoters, insurance, financial, commission, loan and investment agents or brokers, for the purchase, lease, sale, improvement, development and management of any property, business and undertaking, to carry on a loan and investment business of every kind, excepting banking business, and for that purpose to receive money from others for loan or investment and to guarantee the payment of such loans and investments, to hold mortgages, hypothecs,

garantir le remboursement de tels prêts et placements, détenir des mortgages, hypothèques, privilèges, charges et autres garanties de toute nature pour assurer le paiement des dettes dues ou des avances faites par la compagnie, pour elle-même ou pour d'autres, recevoir et administret tout fonds d'amortissement, aux termes qui pourront être convenus, et recevoir de l'argent en dépôt, et payer intérêt sur tel dépôt, prêter de l'argent sur la garantie des biens réels ou personnels, mobiliers ou immobiliers;

(*c*) Acquérir et exploiter ou administrer la totalité ou toute partie du commerce, de l'actif ou du passif de toute personne, succession, firme, association ou corporation, que la compagnie croira pouvoir exploiter ou gérer ou susceptible de faire valoir les propriétés, les intérêts ou droits de la compagnie;

(*d*) Vendre, hypothéquer, gager, louer les propriétés, les droits, les franchises et les entreprises de la compagnie, ou tout ou en partie, ou en disposer autrement, pour la considération que la compagnie croira acceptable, et particulièrement pour toutes actions ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

(*e*) Se joindre avec toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

(*f*) Acheter ou acquérir autrement des parts, actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, et, tant que la compagnie les détiendra, elle exercera tous les droits de propriété;

(*g*) Emettre des actions, obligations, débentures ou autres valeurs, créditées comme entièrement ou partiellement acquittées, en paiement intégral ou partiel de toute propriété, ouvrage ou services rendus ou convenus d'être rendus, droits, bail, commerce, franchises, entreprises, privilèges, permis ou concessions, et pour des actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant un commerce totalement ou partiellement semblable ou connexe à celui de cette compagnie;

(*h*) Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange ou autre titre légal, et détenir, soit absolument comme propriétaire ou comme agent ou comme garantie collatérale ou autrement, et vendre, en garantir la vente, et céder, transporter ou autrement disposer et faire le commerce, en toute capacité, d'obligations, débentures, hypothèques et autres titres de créances, titres, actions et autres valeurs de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire, ou de toute banque, compagnie de service public, commerciale, industrielle ou autre, corporation, individu ou association;

(*i*) Promouvoir, organiser, administrer ou développer toute corporation ou compagnie;

(*j*) Conclure toute convention pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exploitant ou exerçant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter tout commerce ou négoce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou susceptibles d'augmenter la valeur des biens ou valeurs de la compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune de ces compagnies et les vendre, réémettre avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

(*k*) Prélever et aider à prélever des deniers pour et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute corporaliens, charges, and other securities of every description, to secure any debts due or advance made by the company for itself or for others, to receive and manage any sinking fund on such terms as may be agreed upon and to receive money in deposit and pay interest on same, to lend money upon the guarantee of property, real or personal, movable or immovable;

(*c*) To acquire and carry on or manage all or any part of the business, assets or liabilities of any person, estate, firm, association, or corporation, which may seem to the company capable of being carried on or managed by it, or calculated to render profitable or enhance the value of the company's property, interest or rights;

(*d*) To sell, mortgage, pledge, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertakings of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit, and in particular for any shares or securities of any other company having objects wholly or partly similar to those of this company;

(*e*) To amalgamate with any other company having objects wholly or partly similar to those of this company;

(*f*) To purchase or otherwise acquire shares, stocks, bonds or other securities of any other company, and while holding same, to exercise all the rights of ownership;

(*g*) To issue shares, bonds, debentures, or other securities credited as fully or partly paid up for payment in whole or in part of any property, work or services rendered or agreed to be rendered, rights, lease, business, franchises, undertaking, privilege, license, or concession, or for shares, debentures, bonds or other securities of any other company doing a business wholly or partly similar or incidental to that of this company;

(*h*) To subscribe for, underwrite, and acquire by purchase, exchange or other legal title and to hold, either absolutely as owner or agents or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of, and to assign, transfer or otherwise dispose of, or deal in any capacity in bonds, debentures, mortgages and other evidences of indebtedness, stocks, shares and other securities of any government, or municipal or school corporation, or any banking, public utility, commercial, industrial or other company, corporation, individual or association;

(*i*) To promote, organise, manage or develop any corporation or company;

(*j*) To enter into any agreement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to engage in or calculated to enhance the value of the company's properties or securities and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, re-issue, without or with guarantee, or otherwise deal in the same;

(*k*) To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsements, guarantee of bonds, debentures, or other securities, or otherwise, any corporation, com-

tion, compagnie, individu ou association avec lesquels cette compagnie pourrait avoir des relations commerciales et garantir l'exécution des contrats par aucune de ces compagnies, corporations, individus ou associations, ou par toutes autres personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations commerciales;

(*l*) Employer les deniers ou le crédit de la compagnie, et agir comme agents ou procureurs pour et au nom d'autres, pour la totalité ou aucun des objets ou fins énumérés;

(*m*) Faire tout ce qui est convenable et approprié pour les fins et objets énumérés, ou la protection ou le bénéfice de la compagnie, comme principaux ou agents, sous le nom de "Gilletz Construction, Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,

5487 Sous-secrétaire de la Province.

pany, individual or association with which this company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association, or by any other persons with whom the company may have business relations;

(*l*) To employ the money or credit of the company and to act as agents or attorneys for and on behalf of others, for all or any purposes or objects enumerated;

(*m*) To do everything convenient or proper for the purposes and objects enumerated, or the protection or benefit of the company, as principals or agents, under the name of "Gilletz Construction, Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5488–o Assistant Provincial Secretary.

"Laurentian Mountains Cave, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de septembre, 1935, constituant en corporation: Joseph Ste-Marie, avocat, Jean-Paul Massé, sténographe, Thérèse Blanchard, fille majeure, tous de Hull, P. Q., dans les buts suivants:

1. Faire les opérations d'une compagnie foncière, et en rapport avec tels objets acquérir par achat, bail, échange, octroi, concession ou autrement, et posséder, subdiviser, préparer en lots à bâtir, rues, terrains, carrés (squares) et autrement aménager, développer, arrenter, vendre, transporter, échanger, louer et autrement aliéner et généralement négocier des terrains, et immeubles de toute et de chaque sorte et description, soit vacants, bâtis ou autres, ainsi que tous droits, titres ou intérêts en iceux, aussi bien que tous biens de toute autre nature et description, comprenant des propriétés personnelles et mobilières, et tous droits et privilèges que la compagnie peut considérer nécessaires aux fins de son commerce et faire, ériger, construire, bâtir, opérer et maintenir sur la totalité ou sur une partie quelconque des dits terrains et immeubles des chemins, rues, ruelles, ponts et autres moyens de communication, habitations, étables, usines, moulins, entrepôts, manufactures et tous autres édifices et travaux et aménagements qui peuvent être considérés en rapport avec les objets de la compagnie, comprenant la construction sur la totalité ou sur une partie quelconque des dits terrains, des trottoirs, drains, conduites d'eau, égouts, usines d'éclairage et accessoires, et chacun et tous autres aménagements qui peuvent accroître la valeur de la totalité ou une partie quelconque des biens de la compagnie; Exercer le commerce d'agents d'immeubles, experts, évaluateurs, courtiers en immeubles, entrepreneurs et constructeurs, et faire les opérations d'une agence d'immeuble, comprenant l'exécution d'enquêtes, évaluations, ventes, échanges et choses de même nature, et les baux négociables et toutes autres formes de contrats en rapport avec l'immeuble;

2. Faire les opérations d'un hôtel, restaurant, café, taverne, cabaret, salle de rafraîchissement, et maison de pension, épiciers licenciés et sujet

"Laurentian Mountains Cave, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of September, 1935, incorporating: Joseph Ste-Marie, Barrister, Jean Paul Massé, Stenographer, Thérèse Blanchard, spinster, all of Hull, P.Q., for the following purposes:

1. To carry on the business of a land company, and in connection therewith to acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold, subdivide, lay out in building lots, streets, lands, squares and otherwise to improve, develop, rent, sell, convey, exchange, lease and otherwise dispose of and generally deal in lands and real estate of all and every kind and description, whether vacant, improved or otherwise, as also any right, title or interest therein, as also property of any other kind or description, including personal and moveable property, and any rights and privileges that the company may consider necessary for the purposes of its business, and in and upon such lands and real estate, or any part thereof to make, erect, construct, build, operate and maintain roads, streets, lanes, bridges and other means of communication, houses, dwellings, stables, factories, mills, plants, manufactories and all other buildings and works and improvements that may be considered advisable in connection with the purposes of the company, including the construction in and on such lands, or any part thereof, of sidwalks, drains, watermains, sewers, lighting plants and accessories, and all and any other improvements of a nature to enhance the value of the Company's property, or any part thereof; and to carry on business as real estate agents, experts, valuators, realty brokers, contractors and builders, and do a general real estate agency business, including the undertaking of investigations, valuations sales, exchanges and the like, and negotiable leases and all other forms of contract in respect of real estate;

2. To carry on the business of hotel, restaurant, cafe, tavern, beer-house, refreshment room, and lodging house keepers, licensed victuallers and

aux lois et règlements provinciaux à cet effet, marchands de vins, bières et spiritueux, pourvoyeurs et victuailleurs pour des lieux d'amusements publics en général;

3. Exercer les opérations de victuailleurs pour des lieux d'amusements et être propriétaire de caves et en particulier développer "Laflèche Cave" de telle manière que cela puisse attirer des visiteurs et leur fournir des aliments et des amusements;

4. Faire les opérations de propriétaires de garages et de terrains de stationnement, fournisseurs d'huile, gazoline, comprenant les réparations générales des véhicules automobiles et vendeurs des dits produits;

5. Pourvoir une salle de danse en rapport avec le restaurant;

6. Faire des avances de deniers au moyen de prêts pour les fins de construction ou autres aménagements aux acheteurs ou locataires d'une partie quelconque des biens de la compagnie, et aider au moyen d'avances de deniers ou autrement à la construction et au maintien de chemins, rues, ponts, trottoirs, aqueducs, systèmes d'égouts, usines électriques et autres aménagements nécessaires dans le but de rendre les biens de la compagnie plus accessibles ou accroître leur valeur;

7. Prendre et détenir des gages, hypothèques, nantissements et charges pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune partie des biens de la compagnie vendus par la compagnie ou aucun argent dû à la compagnie par les acheteurs, ou toutes avances de deniers faites par la compagnie aux acheteurs pour fins de construction ou autres aménagements;

8. Eriger, installer, maintenir et opérer un ou plusieurs aqueducs pour l'approvisionnement d'eau aux propriétaires et acheteurs des biens de la compagnie et aux autres, et en rapport avec iceux des aqueducs, usines de filtration, stations pour pomper l'eau, les conduits principaux, tuyaux de communications et autres accessoires et aménagements nécessaires à ces systèmes d'eau; vendre et disposer de la dite eau et à cette fin passer les contrats qui seront jugés nécessaires par la compagnie;

9. Eriger et approvisionner des magasins pour la vente de toutes les commodités nécessaires aux gens qui peuvent acheter des lots de la propriété, tels que épiceries et tous autres produits alimentaires, ainsi que des magasins pour la vente de curiosités, articles de fabrication indienne, cartes postales, livres, verrerie, poterie;

10. Pour les fins du commerce susdit, exercer les opérations de propriétaire de carrosses, cabriolets et voitures, louageurs, garagistes, propriétaires et / ou exploitants d'automobiles, camions, taxis, fermiers, laitiers, marchands de glace, importateurs et courtiers en provisions, le bétail vivant ou abattu, et les produits domestiques et étrangers de toute description, coiffeurs, marchands de parfums, chimistes, propriétaires de clubs, bains, cabinets de toilette, bibliothèques, terrains et lieux d'amusements, récréation, divertissements sportifs et d'enseignements de toutes sortes, marchands de tabac et cigares, agents pour les compagnies de chemin de fer et de transport et voituriers, propriétaires de théâtres et salles de l'opéra, entrepreneurs et agents généraux, et tout autre commerce qui peut être exercé en même temps que ceux-ci;

11. Solliciter, acheter, enregistrer, ou acquérir de toute autre manière et détenir, posséder, utiliser, opérer et introduire, et vendre, louer, céder, nantir ou de toute manière aliéner, et négocier de toute manière des droits brevetés, droits d'au-

subject to provincial laws and regulations in that behalf, wine, beer and spirit merchants, purveyors caterers for public amusements generally;

3. To carry on the business of amusement caterers and Cave proprietors, particularly to develop the Lafleche Cave in such a way as to attract visitors and to cater for their interest and amusement;

4. To carry on the business of garage proprietors and car park owners, purveyors of oil, gasoline, to include general repairs of motor cars and salesmen of the same;

5. To provide dancing in conjunction with the restaurants;

6. To make advances by way of loans for building purposes or other improvements to purchasers or lessees of any part of the company's property, and aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads streets, bridges, sidewalks, waterworks, sewers, lighting plant or plants and other improvements calculated to render the company's property more accessible or enhance its value;

7. To take and hold mortgages, hypothecs, liens, and charges to secure payment of the purchase price of any part of the company's property sold by the company or any money due to the Company from purchasers, or advances made by the Company to purchasers for building purposes or other improvements;

8. To build, install, maintain and operate one or more systems of water works for the proper supply of water to the holders and purchasers of the property of the Company and others, and in connection therewith aqueducts, filtration plants, pumping stations, mains, connections and other accessories and adjuncts to such waterworks; to sell and dispose of said water and for such purposes to enter into any contracts that may be considered advisable by the Company;

9. To erect and stock shops for the sale of all commodities necessary to the community which may purchase lots on he estate, such as groceries and all other food stuffs, also shops for the sale of curiosities, Indian craft work, postcards, book glass, pottery;

10. For the purposes of the business aforesaid to carry on the business of coach, cab and carriage proprietors, livery stable keepers, garage keepers, owners and / or operators of motors, trucks, taxicabs, farmers, dairymen, ice merchants, importers and brokers of food, live and dead stock, and domestic and foreign produce of all descriptions, hairdressers, perfumers, chemists, properietors of clubs, baths, dressing rooms, libraries, grounds and places of amusement, recreation sport, entertainment and instruction of all kinds, tobacco and cigars merchants, agents for railway and shipping companies and carriers, theatrical and opera box office proprietors, *entrepreneurs* and general agents, and any other business which can be conveniently carried on in connection therewith;

11. To apply for, purchase, register, or in any manner to acquire and to hold, own, use, operate and introduce, and to sell, lease, assign, pledge or in any manner dispose of, and in any manner deal with patent rights, copyrights, trade-marks, trade

teur, marques de commerce, noms de commerce, et acquérir, posséder, utiliser ou aliéner de toute manière aucune et toutes inventions, améliorations et procédés, étiquettes, dessins, marques ou autres droits, et les travailler, opérer ou développer autrement, et exercer toute industrie, manufacturière ou autre, qui peut effectuer directement ou indirectement ces objets ou aucun d'eux;

12. Acquérir la clientèle, les droits et biens de toute personne, firme ou corporation ou association ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et les payer en argent ou avec des actions de cette compagnie, des obligations ou autrement, et détenir ou aliéner de toute manière la totalité ou une partie quelconque des biens ainsi acquis; et conduire de toute manière légale la totalité ou une partie quelconque du commerce ainsi acquis, et exercer tous les pouvoirs nécessaires, incidents à ou au sujet de la conduite et l'administration du dit commerce;

13. Acheter, acquérir, détenir et aliéner toutes les actions, obligations ou autres titres de créance de toute corporation, domestique ou étrangère, et émettre en échange d'iceux ses propres actions, bons ou autres obligations, posséder et exercer en rapport avec iceux tous les droits, pouvoirs et privilèges des propriétaires ou porteurs individuels d'iceux, et exercer aucun et tous les pouvoirs de vote sur iceux;

14. Payer à même le capital de la compagnie toutes les dépenses incidentes ou connexes à la formation, la constitution et l'organisation de la compagnie et les dépenses dans le but de l'annoncer;

15. Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

16. Se fusionner avec toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

17. Lors de l'émission d'actions, débentures ou autres valeurs de la compagnie, employer des courtiers, des agents à commission et des syndicats de souscripteurs et rémunérer ces personnes ou corporations, pour leurs services, en deniers ou par l'émission d'actions, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou en accordant des options pour les prendre, ou de toute autre manière, sous le nom de "Laurentian Mountains Cave, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars ($49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera au canton Wakefield East (St-Pierre de Wakefield P. Q.) district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de septembre, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5489 Sous-secrétaire de la Province.

"Les Éditions du Richelieu, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de septembre 1935, constituant en corporation: Leslie-J. Déland, notaire, ville de Saint-Jean, Alfred Doucet, comptable, Longueuil, et Dominique Beaudin, journaliste, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, dans les buts suivants:

1. Acquérir, éditer, imprimer, publier, vendre, conduire, distribuer et faire circuler ou autrement disposer de tout journal ou journaux, livres,

names, and to acquire, own, use or in any manner dispose of any and all inventions, improvements and processes, labels, designs, brands or other rights, and to work, operate or develop the same otherwise, and to carry on any business, manufacturing or otherwise, which may directly or indirectly effectuate these objects or any of them;

12. To acquire the good will, rights and property of any person, firm or corporation or association having objects similar in whole or in part to those of this Company, and to pay for the same in cash, or with the stock of this company, bonds, or otherwise, and to hold or in any manner dispose of the whole or any part of the property so purchased; and to conduct in any lawful manner the whole or any part of any business so acquired, and to exercise all the powers necessary, incident to and about the conduct and management of said business;

13. To purchase, acquire, hold and dispose of all the stock, the bonds or other evidence of indebtedness of any corporation, domestic or foreign, and to issue in exchange therefor its stock, bonds or other obligations to possess and to exercise in respect thereto all the rights, powers and privileges of individual owners or holders thereof, and to exercise any and all voting powers thereon;

14. To pay out of the capital of the company all expenses in connection with or incidental to the promotion, incorporation and organization and advertising of the company ;

15. To invest and deal with the money of the company not immeditately required, in such manner as may from time to time be determined;

16. To amalgamate with any company having objects altogether or in part similar to those of the company;

17. Upon any issue of shares, debentures or other securities of the company, to employ brokers, commission agents and underwriters and to provide for the remuneration of such persons or corporations, for their services, in cash or by the issue of shares, debentures or other securities of the company or the granting of options to take the same, or in any other manner, under the name of "Laurentian Mountains Cave, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars ($49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the township of Wakefield East (Saint Pierre de Wakefield, P.Q.,) in the district of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,

5490-o Assistant Provincial Secretary.

"Les Éditions du Richelieu, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1935, incorporating: Leslie J. Déland, notary, town of Saint John's, Alfred Doucet, accountant, Longueuil, and Dominique Beaudin, journalist, of the town of Saint John's, district of Iberville, for the following purposes:

1. To acquire, edit, print, publish, sell, conduct, distribute and circulate or otherwise dispose of any journal or journals, books, pamphlets,

brochures, revues, ou autres publications et généralement faire les opérations de propriétaires de papiers-nouvelles et d'éditeur en général; et publier des journaux et des livres, et pratiquer toutes opérations utiles à ces fins;

2. Construire, bâtir, acheter, louer ou autrement acquérir et établir tous édifices, bureaux, ateliers, outillage, machinerie ou autres choses nécessaires ou utiles pour mener à bonne fin les objets de la compagnie;

3. Vendre, aliéner, échanger, louer ou autrement disposer des biens, meubles ou immeubles, ou entreprises de la compagnie en tout ou en partie pour telle considération que la compagnie jugera à propos;

4. Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débentures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

5. Emettre et répartir comme actions acquittées des parts du capital-actions de la compagnie, en compensation ou en paiement ou partie de paiement d'effets, droits, créances, biens meubles et immeubles ou propriété quelconque achetés ou acquis par la compagnie, du travail fait pour elle, de services à elle rendus, et recevoir en paiement ou en partie de paiement des versements sur actions souscrites, pareils effets, droits, créances, biens meubles ou immeubles ou propriété quelconque, travail ou service;

6. Exercer l'industrie et le commerce de la librairie et de l'imprimerie, de la reliure, de la gravure, de la stéréotypie, de la lithographie et de la photogravure;

7. Organiser et faire fonctionner des agences de nouvelles;

8. Faire les opérations générales d'une agence d'affaires et d'annonces dans toutes ses spécialités;

9. Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, sous le nom de "Les Editions du Richelieu, Limitée", avec un capital total de quinze mille dollars ($15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Jean, district d'Iberville.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,
5491-o Sous-secrétaire de la Province.

reviews, or other publications and generally to carry on the operations of proprietors and editors of news-papers in general; and to publish journals and books, and to carry on all operations useful to the said purposes;

2. To construct, build, purchase, lease or otherwise acquire and establish any buildings, offices, workshops, equipment, machinery or other things necessary or useful for the proper carrying out of the purposes of the company;

3. To sell, alienate, exchange, lease or otherwise dispose of properties, movable or immovable, or undertakings of the company in whole or in part for such consideration as the company may deem fit;

4. To hypothecate, mortgage or pledge any movable or immovable property, present or future, belonging to the company as security for any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the present company is lawfully authorized to issue or any sums of money borrowed for the purposes of the company;

5. To issue and allot as paid up, the shares of the capital stock of the company, in consideration or in payment or part payment of any goods, rights, credits, movable or immovable assets or property whatsoever purchased or acquired by the company, for work done for it, or for services rendered to it, and to receive in payment or part payment instalments on subscribed shares, similar effects, rights, credits, movable or immovable assets or property whatsoever, work done or services rendered;

6. To carry on the trade and business of stationer and printer, binder, engraver, stereotyper, lithographer and photoengraver;

7. To organize and operate news agencies;

8. To carry on the general operations of a business and advertising agency in all its specialties;

9. To unite or amalgamate with any other company having objects altogether or partly similar to those of the company, under the name of "Les Editions du Richelieu, Limitée", with a total capital stock of fifteen thousand dollars ($15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Saint John's, district of Iberville.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,
5492 Assistant Provincial Secretary.

"Mauricy General Lumber Mills Co., Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de septembre, 1935, constituant en corporation: Magloire Robitaille, Philippe Laliberté, entrepreneurs; Madame Bibiane Robitaille, épousé séparée de biens par contrat de mariage dudit Philippe Laliberté et de son dit époux, dûment autorisée aux fins des présentes, tous domiciliés en la paroisse des Grandes Piles, comté de Laviolette, et Anita Ouellette, fille majeure, domiciliée à Beauceville, dans les buts suivants:

1. Faire le commerce, en gros et en détail, de bois de tous genres et toutes qualités; en faire la coupe, le sciage, (le débitage) de toute manière, ainsi qu'en faire les préparations nécessaires aux fins de faire et parfaire des produits en bois de

"Mauricy General Lumber Mills Co., Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of September, 1935, incorporating: Magloire Robitaille, Philippe Laliberté, contractors, Mrs. Bibiane Robitaille, wife separate as to property by marriage contract of the said Philippe Laliberté, and by her said husband, duly authorized for the purposes of these presents, all residing in the parish of Grandes Piles, county of Laviolette, and Anita Ouellette, spinster of the full age of majority, residing in Beauceville, for the following purposes:

1. To deal, both wholesale and retail, in wood of all kinds and qualities; to carry on the cutting sawing, hewing, of wood in any manner, as well as the preparation thereof necessary for the purposes of making and manufacturing of wood products

toute forme, à cette fin, exploiter toute scierie, manufacture propre au travail nécessaire à l'exécution des buts ci-dessus;

2. Aux fins susdites, acquérir et acheter aux prix et conditions les plus avantageuses pour vos requérants, et à des conditions jugées convenables aux cessionnaires ou vendeurs, tous les articles nécessaires audit commerce, et plus spécialement le bois et coupe de bois pouvant leur procurer l'article principal pour atteindre le but pour lequel ladite compagnie demande son incorporation, ainsi que tous autres objets et accessoires qui conviennent et conviendront au but-ci-dessus mentionné;

3. Aux fins ci-dessus mentionnées, acheter et vendre tout ce qui fera l'objet de la présente incorporation, soit directement par ladite compagnie, soit par l'intermédiaire d'agents à commission;

4. Acquérir et posséder les voitures et autres accessoires nécessaires pour obtenir les buts ci-dessus relatés;

5. Acquérir et exploiter en tout ou en partie tout genre de commerce ou entreprise semblables à celui pour lequel la présente incorporation est demandée;

6. Etablir, acquérir, posséder, louer et exploiter des locaux nécessaires et utiles aux fins ci-dessus proposées, ainsi qu'exploiter des chantiers pour faire la coupe de bois et le flottage de billots;

7. Acquérir et posséder des immeubles, si nécessité il y a, et vendre, échanger, hypothéquer ou autrement disposer de tels immeubles;

8. Faire des arrangements avec les compagnies, le public et les clients de la présente compagnie aux fins de les protéger, les aider, les assister par concession, escompte, avancement d'argent ou autrement dans l'achat, l'acquisition, les échanges, les réparations et la confection des choses et effets de ladite compagnie et recevoir de tel public ou client comme rémunération ou salaire, des versements en nature ou en argent dont les montants seront fixés par la compagnie;

9. Emprunter des banques ou de tous autres, tout argent nécessaire aux opérations de ladite compagnie et donner en garantie en tout ou en partie, l'actif de ladite compagnie;

10. Emettre des actions acquittées du capital-actions de ladite compagnie en paiement ou en partie de paiement des propriétés mobilières ou immobilières, droits ou autre actif acquis par la compagnie;

11. Vendre l'actif ou toute partie d'icelui aux conditions et pour la considération que la compagnie décidera, et recevoir en paiement des actions acquittées, des débentures ou autres valeurs de compagnies ayant un commerce entièrement ou en partie semblable à celui de la présente compagnie;

12. Faire des règlements conformes à la loi pour la bonne administration et conduite de la dite compagnie;

13. S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des fins ou objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

14. Prendre les moyens nécessaires pour annoncer la compagnie;

15. Distribuer en espèces ou autrement, comme dividende légalement déclaré, à même les surplus des profits nets de la compagnie aux porteurs d'actions ordinaires, de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tout ou partie de l'actif de la compagnie, sous le nom de "Mauricy General Lumber Mills Co., Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en cent vingt (120) actions ordinaires de cent dollars

in any form, for such purpose, to operate any saw-mill or factory suitable for the work necessary to the carrying out of the foregoing purposes;

2. For the above purposes to acquire and purchase for such prices and on such conditions as may be most advantageous for your petitioners, and on conditions deemed expedient by assignees or vendors, any articles necessary for the said business and more particularly wood and the cut of timber suitable for the purposes for which the present incorporation is applied for, as well as other articles and accessories necessary and indispensable for the attainment of the aforesaid purposes;

3. For the above purposes to purchase and sell everything which may be the object of the present incorporation, either directly by the said company or either through commission agents;

4. To acquire and own vehicles and other accessories necessary for the attainment of the hereinabove mentioned purposes;

5. To acquire and exploit, in whole or in part, any kind of business or undertaking, similar to that for which the present incorporation is applied for;

6. To establish, acquire, own, lease or exploit necessary and useful premises for the hereinabove proposed purposes as well as to operate shanties for the cutting of wood and floating of logs;

7. To acquire and own immovables, if necessary, and to sell, exchange, hypothecate or otherwise dispose of such immovables;

8. To make arrangements with the companies, public and clients of the said company for the purposes of protecting, aiding and assisting them by concessions, discounts, advances of money or otherwise, in the purchase, acquisition, exchanging, repairing and making of the goods and wares of the said company and receive from the said public or clients, as remuneration or salary, such payments in kind or cash amounts as may be determined by the company;

9. To borrow from banks or from others all the money necessary for the operations of the present company and give as security the whole or part of the assets of the company;

10. To issue paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment for movable or immovable property, rights, or other assets acquired by the company;

11. To sell the assets or any part of the assets upon the conditions and for the consideration which the company may decide on, and receive in payment paid up shares, debentures or other securities of other companies having a business wholly or partly similar to that of the said company;

12. To make by-laws according to law for the good management and conduct of the said company;

13. To consolidate or amalgamate with any other company having purposes or objects similar in whole or in part to those of this company;

14. To adopt such means of advertising the company as may seem expedient;

15. To distribute in specie or otherwise, by way of dividend legally declared out of the surplus, the net profits of the company to the holders of common shares, pursuant to article 81 of the Quebec Companies' Act, the whole or part of the assets, under the name of "Mauricy General Lumber Mills Co., Limited".

The amount of the capital-astock of the company is twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into one hundred and twenty (120)

($100.00) chacune, et en quatre-vingts (80) actions privilégiées de cent dollars ($100.00) chacune.

Les porteurs d'actions privilégiées recevront, à même les profits de la compagnie et en priorité sur les actions ordinaires, un dividende annuel cumulatif de sept pour cent (7%).

Les porteurs des actions privilégiées auront tous les droits, tous les privilèges et toutes les obligations que possèdent les porteurs des actions ordinaires de la compagnie quant aux droits d'éligibilité aux charges de directeurs et officiers de la compagnie, mais n'auront pas droit de vote aux assemblées des actionnaires de la compagnie;

La compagnie aura le droit de racheter ses actions privilégiées en payant au porteur de chacune des dites actions le pair plus un bonus de dix dollars ($10.00) par action.

Le bureau principal de la compagnie sera en la paroisse des Grandes Piles, comté de Laviolette.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

5493-o

"Norcal Realties, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de septembre 1935, constituant en corporation: Paul Sherman Smith, Claude-Jean Prévost, et Adhémar-Gaston Munich, fils, avocats, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

(*a*) Acquérir par achat, bail, échange, octroi, concession ou autrement des terrains, bâtisses et des propriétés mobilières et immobilières de toutes sortes, tenure ou description et aucun intérêt ou droit y afférent et aucun droit s'y rapportant, et les faire valoir comme on le croira bon, et, sans limiter, en aucune manière, le sens général de ce qui précède, en préparant des lots à bâtir et en construisant, reconstruisant, modifiant, améliorant, décorant, meublant et entretenant, exploitant et administrant des logements, bâtisses, maisons, logis, garages, bureaux, boutiques, restaurants, structures et commodités de toutes sortes, et en consolidant, en reliant ou en subdivisant les propriétés, et en les louant, exploitant et aliénant, et en ce qui regarde le terrain en développer les ressources en nettoyant, drainant, cultivant, construisant ou en l'améliorant ou en construisant des travaux et commodités publics; et administrer des terrains, édifices et autres propriétés, soit appartenant à la compagnie ou non, et percevoir des rentes et revenus, et fournir aux locataires, occupants et autres des accessoires, services et commodités de toutes sortes, et exercer le développement général d'immeuble, le commerce d'assurance, un commerce d'agence et de courtage dans toutes ses spécialités;

(*b*) Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, disposer ou faire valoir ou autrement faire le commerce en tout ou en partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

(*c*) Prendre et détenir des nantissements, hypothèques, privilèges, gages, charges, et toutes autres sortes de garanties pour assurer le paiement de tout argent dû à la compagnie ou toutes avances faites par la compagnie;

(*d*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie

common shares of one hundred dollars ($100.00) each and eighty (80) preferred shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The holders of preferred shares shall receive, out of the profits of the company and in priority over the common shares, a cumulative annual dividend of seven per cent (7%).

The holders of preferred shares shall have all the rights, privileges and obligations held by the holders of the common shares of the company as to the right of eligibility for the offices of directors and officers of the company, but they shall not have the right to vote at the meetings of the shareholders of the company;

The company shall have the right to redeem such preferred shares by paying to the holders of such shares the par value thereof, plus a bonus of ten dollars ($10.00) per share.

The head office of the company will be in the parish of Grandes Piles, county of Laviolette.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

5494

"Norcal Realties, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1935, incorporating: Paul Sherman Smith, Claude Jean Prevost and Adhemar Gaston Munich, Jr., advocates, all of the city of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes:

(*a*) To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, land, buildings and moveable and immoveable property of any kind, tenure or description and any estate or interest therein and any rights over or connected therewith and to turn the same to account as may be deemed expedient and, without in any way limiting the generality of the foregoing, by preparing building sites and by constructing, reconstructing, altering, improving, decorating, furnishing and maintaining, operating and managing apartments, buildings, houses, flats, garages, offices, shops, restaurants, works and conveniences of all kinds, and by consolidating or connecting or subdividing properties and by leasing, operating and disposing of same; and as regards land, to develop the resources thereof by cleaning, draining, planting, building or improving the same, or constructing publics works and conveniences; and to manage land, buildings and other properties, whether belonging to the company or not, and to collect rents and incomes, and to supply to tenants, occupiers and others, supplies, services and conveniences of all kinds and to carry on a general real estate development, insurance, agency and brokerage business in all its branches;

(*b*) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(*c*) To take and hold mortgages, hypothecs, privileges, liens, charges and any other kind of security to secure payment of any money due to the company or any advances made by the company;

(*d*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets or any individual, partnership or company carrying on any business which the company is

que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

(*e*) Emettre et répartir comme entièrement ou partiellement acquittées des actions, débentures-actions, débentures, actions et ou autres valeurs de la compagnie en paiement ou partie de paiement de toutes propriétes, actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs, droits et intérêts qui pourraient être acquis par la compagnie et, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus et travaux faits pour la compagnie, et en paiement ou satisfaction de dettes et obligations dues par la compagnie;

(*f*) Emettre des débentures, actions-débentures, bons, obligations et garanties de toutes sortes et les rédiger, les constituer et les garantir comme il semble convenable, avec plein pouvoir de les rendre transférables par livraison ou acte de transfert ou autrement et soit rachetables, convertibles ou autrement, les grever ou les garantir par acte de fiducie ou autrement sur l'entreprise de la compagnie, ou sur des biens spécifiques et droits présents et futurs de la compagnie, ou autrement de quelque manière que ce soit;

(*g*) Promouvoir, et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

(*h*) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

(*i*) Distribuer en espèces ou autrement, comme dividendes légalement déclarés à même les surplus de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres, et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

(*j*) Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*k*) Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute compagnie ou personne pour les payer;

authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(*e*) To issue and allot fully or partly paid up shares, debenture stock, debentures, bonds and / or other securities of the company in payment or part payment of any property, shares, stocks, debentures debenture stock, bonds, obligations or other securities, rights and interests which may be acquired by the company and, with the approval of the shareholders, for any services rendered to and work done for the company, and in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

(*f*) To issue debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities of all kinds and to frame, constitute and secure the same as may seem expedient, with full power to make the same transferable by delivery or by instrument of transfer or otherwise, and either redeemable, convertible or otherwise, to charge or secure the same by trust deed or otherwise on the undertaking of the company or upon any specific property and rights, present and future, of the company, or otherwise howsoever;

(*g*) To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee the payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

(*h*) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company and to sell, hold, resell with or without guarantee or otherwise deal with the same;

(*i*) To distribute in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided by section 81 of the Quebec Companies Act, any assets of the company among its members, and particularly, any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(*j*) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

(*k*) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or person to pay the same;

(*l*) Louer, vendre, échanger la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et entreprise de la compagnie ou en disposer autrement, pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

(*m*) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(*n*) Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

(*o*) Hypothéquer, grever, nantir, charger, accorder, transmettre, transporter, céder ou transférer toute propriété, mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie, aussi bien que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

(*p*) Exercer ou exploiter toute industrie ou activité que les directeurs croiront pouvoir favoriser ou faciliter la réalisation des objets de la compagnie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens et droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(*q*) Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés distincts et indépendants les uns des autres et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec.

CONTRATS

Dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrats ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrat ou transaction qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, alors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction.

Les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement d'une majorité des directeurs;

Le nombre de ses actionnaires ou de ses mem-

(*l*) To lease, sell, exchange or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*m*) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

(*n*) To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*o*) To hypothecate, mortgage, pledge, charge, grant, convey, assign, cede or transfer any property, moveable or immoveable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

(*p*) To carry on any other business or engage in any other activity deemed by the directors to be incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property and rights;

(*q*) To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees, or otherwise and either alone or in conjunction with others; and to pursue, exercise or carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the Company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec.

CONTRACTS

In case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

The shares of the Company shall not be transferred without the consent of a majority of the Directors;

The numbers of its shareholders or members,

bres, à l'exclusion des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et de personnes qui, ayant été antérieurement à l'emploi de la compagnie, furent, durant tel emploi, et ont continué après avoir quitté cet emploi d'être actionnaires de la compagnie, n'excèdera pas vingt (20);

Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire toutes actions ou débentures de la compagnie.

DIVIDENDES SUR LES ACTIONS

La compagnie pourra, en aucun temps et de temps à autre, capitaliser et distribuer entre les actionnaires toute somme ou sommes:

(*a*) faisant partie des bénéfices non divisés portés au crédit de tout compte de réserve de la compagnie; et/ou

(*b*) étant les bénéfices nets non divisés entre les mains de la compagnie; et/ou

(*c*) toute somme portée au fonds de réserve comme résultat de la vente ou de la révaluation des biens ou de l'actif de la compagnie ou toute partie d'iceux, et elle pourra répartir aux actionnaires qui détiennent des actions du capital-actions de la compagnie, en ce qui concerne le montant net capitalisé, des actions entièrement libérées de la compagnie d'un montant nominal équivalent, ou des actions entièrement acquittées de la compagnie, sans valeur au pair, évaluées au montant de la considération pour laquelle, dans le temps, les directeurs sont autorisés à émettre et répartir telles actions, et/ou la compagnie pourra déclarer des dividendes en actions et émettre des actions de la compagnie comme entièrement ou partiellement libérées ou créditer le montant de tels dividendes sur les actions de la compagnie déjà émises, mais non entièrement libérées, de manière que le montant versé sur les actions ainsi émises ou en vertu de tels dividendes en actions, n'excède pas le montant que les directeurs peuvent déclarer légalement, payable en argent, et la responsabilité des détenteurs de telles actions sera réduite du montant de tels dividendes.

POUVOIRS D'EMPRUNT

S'ils y sont autorisés par règlement sanctionné par au moins deux tiers des votes obtenus à une assemblée générale spéciale des actionnaires, dûment convoquée pour l'examen du règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

(*a*) Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

(*b*) Limiter ou augmenter le montant à emprunter;

(*c*) Emettre des obligations, débentures ou autres titres de la Compagnie et les engager ou les vendre pour telles sommes ou à tel prix qu'ils jugeront convenables;

(*d*) Nonobstant les dispositions du Code Civil, hypothéquer grever, donner en garantie la propriété mobilière et / ou immobilière, présente ou future de la Compagnie, pour garantir toutes dites obligations, débentures, actions-obligations ou autres titres et toutes sommes empruntées pour les besoins de la Compagnie, et donner une partie seulement de telle garantie pour telles fins, et constituer l'hypothèque, le gage ou le nantissement ci-dessus mentionnés par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des Pouvoirs Spéciaux de certaines corporations (Chapitre 227, Statuts Refondus de Québec, 1925), ou de toute autre manière;

exclusive of persons who are in the employment of the Company, and of persons who, having been formerly in the employment of the Company, were, while in such employment, and have continued after the termination of such employment to be shareholders of the Company, shall not exceed twenty (20);

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the Company shall be prohibited.

STOCK DIVIDENDS

The Company may, at any time and from time to time, capitalize and distribute among the shareholders any sum or sums:

(*a*) Forming part of the undivided profits standing to the credit of any reserve account of the Company; and / or

(*b*) Being undivided net profits in the hands of the Company; and / or

(*c*) Any sum carried to reserve as a result of a sale or of the re-valuation of the property or assets of the Company or any part thereof; and may allot to shareholders holding shares in the Company's capital stock, in respect of the net amount capitalized, fully paid shares of the Company of equivalent nominal amount or fully paid shares of the Company without par value, taken at the amount of the consideration for which for the time being the Directors of the Company are entitled to issue and allot such shares, and / or the Company may declare stock dividends and issue therefor shares of the Company as fully paid or partly paid, or credit the amount of such dividends on shares of the Company already issued, but not fully paid, but so that the amount paid up on shares so issued or by virtue of such stock dividends shall not exceed the amount which the Directors may lawfully declare payable in money, and the liability of the holders of such shares shall be reduced by the amount of such dividend.

BOOROWING POWERS

If authorized by by-law, sanctioned by at least two thirds of the votes cast at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

(*a*) Borrow money upon the credit of the company;

(*b*) Limit or increase the amount to be borrowed;

(*c*) Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*d*) Notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable and / or immovable property, present or future, of the company, to secure any such bonds, debentures, debenture stock or other securities and any money borrowed for the purpose of the company or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned, by trust deed, in accordance with sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act (Chap. 227, Revised Statutes of Quebec, 1925), or in any other manner;

Rien dans cette clause ne doit limiter ou restreindre la faculté d'emprunt de la Compagnie sur des lettres de change ou des billets promissoires, faits, tirés, acceptés ou endossés par la Compagnie ou en son nom, sous le nom de "Norcal Realties, Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante dollars ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

5495

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Norcal Realties, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10.000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

5496-o

"Preferred Agencies, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de septembre, 1935, constituant en corporation: Segfried Hinson Read Bush, Anthony Peter Vanier, avocats, Eva Thelma Norman, Isabel May Bush, et Claudia Blanche Turner, sténographes et filles majeures, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Agir comme agents, à commission ou autrement pour des compagnies d'assurances, pour des personnes qui désirent s'assurer et porteurs de police d'assurance, et agir généralement comme procureurs et agents, à commission ou autrement, pour la transaction des affaires;

(*b*) Agir comme agents pour le placement, manutention, prêt, paiement, transmission et perception de deniers, la gestion d'immeubles et la vente de propriétés;

(*c*) Acheter ou autrement acquérir, détenir et vendre, ou autrement disposer de biens, mobiliers ou immobiliers;

(*d*) Souscrire, souscrire à forfait, acheter, prendre ou autrement acquérir, et détenir, soit comme mandant ou agent et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale, et jouir de, vendre, échanger ou autrement négocier les actions, obligations, débentures et autres valeurs de toute corporation ou compagnie municipale, industrielle ou financière;

(*e*) Acheter, prendre en échange, ou autrement, acquérir, détenir, et posséder et, pendant la détention d'iceux, exercer tous les droits et privilèges de détenteurs et possesseurs d'iceux, et vendre, avec ou sans garantie, et conformément aux dispositions de la Section 37 de la dite Loi, négocier les actions, obligations, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou compagnies ayant des fins ou objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou exerçant aucun commerce susceptible de conduire directement ou indirectement au bénéfice de cette compagnie, et établir, promouvoir ou autrement aider toutes telles autres compagnie ou compagnies;

(*f*) Emettre des actions acquittées, obligations, débentures ou autres valeurs pour le paiement, soit en tout ou en partie, de toute propriété réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, droits de propriété, location, commerce, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, permis ou concessions que la compagnie peut légalement acquérir et aussi en paiement des services rendus à la compagnie dans son organisation ou autrement, émettre des actions entièrement acquittées, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, en paiement ou partie de paiement ou en

"Preferred Agencies, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of September, 1935, incorporating: Segfried Hinson Read Bush, Anthony Peter Vanier, advocates, Eva Thelma Norman, Isabel May Bush, and Claudia Blanche Turner, Stenographers and spinsters of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To act as agents, on commision or otherwise for Insurance Companies, for applicants for insurance and for policy holders, to act generally as attorneys and agents, on commission or otherwise, for the transaction of business;

(*b*) To act as agents for the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of money, the management of estates and the sale of property;

(*c*) To buy or otherwise acquire, to hold and sell, or otherwise dispose of property both moveable or immoveable;

(*d*) To subscribe for, underwrite, buy, take or otherwise acquire, and to hold either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security, and enjoy, sell, exchange or otherwise deal in the stock, bonds, debentures and other securities of any municipal, industrial or financial corporation or company;

(*e*) To purchase, take in exchange or otherwise acquire, hold and own, and whilst holding same, to exercise all the rights and privileges of holders and owners thereof, and to sell, with or without guarantee, and in accordance with provisions of Section 37 of the said Act, deal in the shares, bonds, debentures or other securities of any other company or companies having purposes or objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to establish, promote or otherwise assist any such other company or companies;

(*f*) To issue paid up shares,bonds, debentures or other securities of the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, moveable or immoveable, property rights, lease, business franchise, undertaking, power, privilege, license or concession which this company may lawfully acquire, as also in payment of services rendered to the company by way of promotion or otherwise, and to issue fully paid shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of

échange pour les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant un commerce similaire, ou connexe au commerce de cette compagnie;

(*g*) Vendre, louer, échanger ou autrement disposer ou négocier toute ou aucune partie de la propriété, droits ou entreprises de la compagnie, pour telle considération que la compagnie croira convenable et en particulier pour des actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

(*h*) Exercer tout autre commerce semblable que la compagnie croira pouvoir exercer en rapport avec son commerce ou ses objets;

(*i*) Distribuer tous biens de la compagnie entre ses membres, par voie de dividendes légalement déclarés à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, sous le nom de "Preferred Agencies, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions d'une valeur au pair de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de septembre, 1935.

ALEX.DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

5497

any other company having a business similar or incidental to the business of this company;

(*g*) To sell, lease, exchange or otherwise dispose of or deal with all or any part of the property, rights or undertaking of the company for such consideration as the company may think proper, and in particular for shares, bonds, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*h*) To carry on any other similar business which may seem to the company capable of being carried on in connection with the business or objects of the company;

(*i*) To distribute any assets of the company among its members by way of dividends legally declared out of the surplus of the company, or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies Act, under the name of "Preferred Agencies, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of the par value of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of September, 1935.

ALEX.DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

5498–o

"Provincial Brick Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de septembre 1935, constituant en corporation: William Taylor, gérant, Angus McLeod Murray, officier de transport, George Kimber, commis, Wallace-James Cromb et Gordon Buchanan, commis, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Produire, manufacturer, fabriquer, importer, acheter, vendre et/ou autrement faire le commerce de brique, terra cotta, tuile, drains, tuyaux d'égout, ciment, chaux, charpentes métalliques et/ou tous autres produits, parties de charpente ou matériaux qui sont susceptibles d'être utilisés dans toutes sortes de constructions;

(*b*) Conclure et poursuivre aucun et tous contrats de construction;

(*c*) Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(*d*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

(*e*) Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à

"Provincial Brick Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty first day of September, 1935, incorporating: William Taylor, manager, Angus McLeod Murray, transfer officer, George Kimber, clerk, Wallace James Cromb, and Gordon Buchanan, clerks, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To produce, manufacture, fabricate, import, buy, sell and/or otherwise deal in brick, terra cotta, tile, drains, sewer pipe, cement, lime, structural steel and/or any other products, structural units or materials which are capable of being used in any kind of construction;

(*b*) To enter into and carry out any and all construction contracts;

(*c*) To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(*d*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

(*e*) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the com-

profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

(*f*) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cesdites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, ou revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

(*g*) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(*h*) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(*i*) Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie ou leurs prédécesseurs en affaires ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

(*j*) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(*k*) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

(*l*) Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, embranchements ou voies d'évitement, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

(*m*) Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir

pany, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(*f*) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(*g*) To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(*h*) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*i*) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or its predecessors in business or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

(*j*) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the properties and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(*k*) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

(*l*) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

(*m*) To lend money to customers and others having dealings with the company and to guar-

l'exécution des contrats par cesdites personnes;

(*n*) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(*o*) Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie, ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*p*) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, et aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

(*q*) Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de ce dit pays étranger pour représenter la compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

(*r*) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(*s*) Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne;

(*t*) Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

(*u*) Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

(*v*) Exercer tous ou aucun des objets de la compagnie comme principaux, agents, entrepreneurs, ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

(*w*) Exercer telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "Provincial Brick Company, Limited", avec un capital total de cinq mille dollars ($5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

5499

antee the performance of contracts by any such persons;

(*n*) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(*o*) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*p*) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, and aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(*q*) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(*r*) To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*s*) To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debenture or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

(*t*) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

(*u*) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(*v*) To carry out all or any of the objects of the Company as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(*w*) To carry out such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the Company, under the name of "Provincial Brick Company, Limited", with a total capital stock of five thousand dollars ($5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

5500–o

"Realty Buildings Securities Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de septembre 1935, constituant en corporation: Henry Russell Wilson, courtier, de la cité de Westmount, Leslie George Murray Coppold, artiste, et John Joseph Reilly, courtier en obligations, tous deux de la cité de Montréal, tous de la Province de Québec, dans les buts suivants:

1. Acheter, mettre sur le marché, prendre en échange, souscrire, solliciter ou autrement acquérir, enregistrer, détenir comme placement ou autrement, posséder, vendre, échanger, transporter, céder, louer, convertir, hypothéquer, mettre en gage, en garantir la vente ou le placement, grever ou autrement en disposer ou mettre en valeur et généralement négocier les bons, débentures, actions-débentures, titres, actions, obligations, droits de royauté, intérêt de participation, certificats et valeurs ou autres titres de créance de tout gouvernement, état, province, cité, ville ou autre municipalité, ou de toute corporation municipale ou scolaire ou de toute compagnie de chemin de fer, navigation, transport, téléphone, télégraphe, lumière, chauffage, force motrice, services publics, de banque, finance, placements, assurance, ou corporation minière, mercantile, manufacturière ou industrielle, commerciale, ou de toute autre compagnie, entreprise ou corporation publique ou privée, syndicat, compagnie de fidéicommis ou association, de toute nature quelconque ou de n'importe quel pays, et durant la possession ou la détention d'aucune des valeurs susdites, exercer, directement ou par l'entremise d'agents, tous les droits, pouvoirs ou privilèges de propriété, y compris le droit de voter pour toutes actions ou titres ou autres valeurs jouissant du droit de vote;

2. Exercer un commerce général de finance, placement et développement et entreprendre, faire et exécuter, soit comme principaux, courtiers ou agents, des opérations de développement, d'enquête, de promotion et autres, et faire enquête, promouvoir, organiser, administrer, développer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de toute corporation, compagnie, industrie, entreprise commerciale, droits ou biens mobiliers ou immobiliers, réels ou personnels ou tout intérêt en iceux;

3. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous les biens mobiliers ou immobiliers, réels ou personnels, y compris toute exploitation ou entreprise que la compagnie croira nécessaire ou désirable, et vendre, améliorer, administrer, développer, louer, en disposer, en faire le commerce autrement et mettre en valeur la totalité ou toute partie des biens de la compagnie, y compris toute partie de son actif ou aucun de ses droits quelconques;

4. Souscrire, conditionnellement ou non, garantir, prendre, détenir, trafiquer et convertir des valeurs, actions et valeurs de toutes sortes, et former et participer dans des syndicats, et entrer en société ou faire tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, les concessions réciproques ou la coopération avec tout individu, société ou compagnie, et promouvoir et aider à la promotion, et organiser ou gérer des compagnies, des syndicats ou sociétés de toutes sortes, soit dans le but d'acquérir, louer ou exploiter la totalité ou toute partie des propriétés de cette compagnie ou de toute autre compagnie,

"Realty Buildings Securities Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1935, incorporating: Henry Russell Wilson, broker, of the city of Westmount; Leslie George Murray Coppold, artist, and John Joseph Reilly, bond trader, both of the city of Montreal, all in the Province of Quebec, for the following purposes:

1. To purchase, underwrite, take in exchange, subscribe or apply for or otherwise acquire, register, hold for investment or otherwise, own, sell, exchange, transfer, assign, lease, convert, mortgage, pledge, guarantee the sale or placing of, charge or otherwise dispose of or turn to account, and generally deal in bonds, debentures, debenture stock, shares, obligations, royalty rights, scrip and securities or other evidences of indebtedness of any government, state, province, city, town, or other municipality or of any municipal or school corporation, or of any railway, shipping, transportation, telephone, telegraph, light, heat, power, public utility, banking, financial, investment, insurance, mining, trading, commercial, manufacturing, or industrial company or corporation or of any other public or private company, corporation, syndicate, trust or association of any kind whatsoever, and wheresoever situated and while the owner or holder of any of the foregoing to exercise, directly or through agents, all of the rights, powers, and privileges of ownership, including the right to vote on any such stock or shares or other securities carrying a voting right;

2. To carry on a general financial, investment, and development business, and to undertake, carry on and execute, either as principals, brokers or agents, development, investigation, promotion and other operations, and to investigate, promote, organize, manage, develop, purchase or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of any corporation, company, business enterprise, rights or property, moveable or immoveable, real or personal, or any interest therein;

3. To purchase, take or lease or in exchange, hire or otherwise acquire any property, moveable or immoveable, real or personal, including any undertaking or enterprise which the company may think necessary or desirable, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the company's property, including any of its assets or rights whatsoever;

4. To subscribe for, conditionally or unconditionally, and to underwrite, take, hold, deal in and convert stock, shares, and securities of all kinds, and to form and participate in syndicates, and to enter into partnership or any arrangement for sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation with any person, partnership or company and to promote and aid in promoting and to organize or manage companies, syndicates, or partnerships of all kinds, whether for the purpose of acquiring, leasing or operating the whole or any part of the property of this or any other company, or of advancing

ou d'en favoriser directement ou indirectement les objets, ou pour toutes autres fins que la compagnie croirait avantageuses;

5. Faire des placements d'argent sur la garantie de biens en franc-alleu et à bail, mines, plantations, fabriques, établissements industriels, chemins de fer, téléphone, télégraphe ou autres services publics, ou toute autre industrie ou entreprise ou des titres, actions, obligations, débentures, permis, inventions, procédés, droits ou autres propriétés ou actif de toute nature quelconque, et généralement faire des prêts ou des avances d'argent à toute personne, firme ou corporation, aux termes et sujets aux conditions qui seront jugés convenables;

6. Agir comme agents pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et le recouvrement d'argent, pour le transfert, l'enregistrement, la mise en sûreté de bons, débentures, actions et autres valeurs, et pour l'achat, la vente, l'examen, l'amélioration, le développement, l'administration de propriété et actif de toutes sortes, comprenant des maisons d'affaires et des entreprises, et généralement transiger et se charger de toutes espèces d'affaires d'agence, que ce soient des affaires commerciales, industrielles ou des affaires financières;

7. Acheter, louer, ou acquérir autrement, posséder, détenir, exploiter, vendre ou aliéner autrement la totalité ou toute partie des travaux, marchandises, propriétés, franchises, permis, octrois, concessions et autres pouvoirs, droits et privilèges, et l'actif, l'industrie et l'entreprise de toute personne ou de toute compagnie, corporation, syndicat ou association dont la compagnie a l'autorisation d'acquérir les titres, actions, obligations, débentures ou autres valeurs, et utiliser et exercer toutes franchises, permis, octrois, concessions et autres pouvoirs, droits et privilèges ainsi acquis, et assumer la totalité ou partie des obligations et engagements de toute telle personne, compagnie, syndicat, ou association;

8. Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, de nature à utiliser l'électricité ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou produits de la compagnie ou de les rendre profitables;

9. Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

10. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

11. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou

directly the objects thereof or for any other purposes which the company may think expedient;

5. To invest money on the security of freehold and leasehold lands, mines, plantations, factories, industrial establishments, railroads, telephones, telegraph or other public utilities or any other business or enterprise or stocks, shares, bonds, debentures, licenses, inventions, processes, rights or other property or assets of any kind whatsoever and generally to lend or advance money to any person, firm or corporations, upon such terms and subject to such conditions as may seem expedient;

6. To act as agents for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer, registration and safe custody of bonds, debentures, shares, and other securities and for the purchase, sale, investigation, improvement, development, and management of property and assets of all kinds, including business concerns and undertakings, and generally to transact and undertake all kinds of agency business, whether in respect of commercial, industrial or financial matters;

7. To purchase, lease or otherwise acquire, hold, own, operate, sell or otherwise dispose of or deal in the whole or any part of the works, stock, property, franchise, licenses, grants, concessions and other powers, rights and privileges and the assets, business and undertakeing of any person or of any company, corporation, syndicate, or association whose stock, shares, bonds, debentures or other securities the company is authorized to acquire and to use, and exercise any franchises, licenses, grants, concessions and other powers, rights and privileges so acquired and to assume all or any part of the obligations and liabilities of any such person, company, syndicate or association;

8. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

9. To apply for, purchase, or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non exclusive or limited or unlimited rights to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

10. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

11. To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, partnership, association or company carrying on or

compagnie exerçant ou exploitant, sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

12. De temps en temps demander et acheter, ou acquérir par cession, transfert ou autrement, et exercer, continuer le privilège de et jouir de tous permis, pouvoirs ou autorité, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité, suprême, municipal, ou local, ou toute corporation ou corps public pourrait décréter, donner ou accorder, et approprier des parts de la compagnie, stocks, obligations et valeurs, pour payer et défrayer le coût et les frais et dépenses nécessaires encourus;

13. Faire enregistrer, licencier et reconnaître la compagnie dans toutes les provinces du Canada et dans aucun pays ou état étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de telle province, pays ou état étrangers, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie, signification d'aucune procédure ou action;

14. Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

15. Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la consuite de ses affaires;

16. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

17. Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les bénéfices nets de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

18. Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

19. Louer, vendre la totalité ou aucune partie

engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

12. From time to time to apply for, purchase or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy any license, power, authority, concession, right or privilege, which any government, or authority, supreme, municipal or local, or any corporation, or other public body may be empowered to enact, make or grant, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray costs, charges and expenses thereof;

13. To procure the company to be registered, licensed or recognized in any province of Canada, or in any foreign country or state, and to designate persons therein, according to the law of such province, country or state, to represent the company and to accept service for and on its behalf of any process or suit;

14. To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of, and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

15. To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any person or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

16. To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

17. To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

18. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

19. To lease, sell, or otherwise dispose of the

de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

20. Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

21. Placer et disposer des argents de la compagnie, qui ne sont pas immédiatement requis suivant que sera déterminé de temps à autre;

22. Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie ou les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

23. Hypothéquer, gager, ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions-débentures, billets ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou autres obligations pour lesquelles la compagnie est responsable, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

24. Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations de toute compagnie ou entreprise, et à cette fin, nommer et rémunérer tous directeurs, comptables, ou autres experts ou agents;

25. Employer des experts pour faire des recherches sur et examiner les conditions, les projets, les valeurs, le caractère et les circonstances de toute maison d'affaires et de toute entreprise, et généralement, de tous biens, propriété ou droits;

26. Recevoir de l'argent en dépôt, à intérêt ou autrement, et avancer et prêter de l'argent et des valeurs de toutes sortes, sous telles conditions qui pourraient être fixées;

27. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

28. Les pouvoirs de chaque paragraphe des présentes ne seront en aucune manière restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe;

29. Et il est par les présentes ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute autre firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, eût été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt sera déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction;

business, property or undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

20. To pay all or any expenses of, incident to, or incurred in connection with the formation and incorporation of the company, and the raising of its share capital, or to contract with any company to pay the same;

21. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

22. To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

23. To hypothecate, mortgage, or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock, notes or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

24. To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking, and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents;

25. To employ experts to investigate and examine into the condition, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertakings and generally of any assets, property or rights;

26. To receive money on deposit at interest or otherwise and to advance and lend money and assets of all kinds upon such terms as may be arranged;

27. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

28. The powers in each foregoing paragraphs hereof are not in any way restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

29. And it is ordained and declared that, in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors or with any firm of which one or more of its Directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its Directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such Director or Directors have or may have interest therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

30. Nul directeur ayant tel intérêt contraire qu'il aura déclaré ne sera responsable envers la compagnie ou envers aucun de ses actionnaires ou créanciers ou envers toute autre personne pour toute perte encourue par elle en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ces directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous gains ou bénéfices réalisés par tel contrat ou transaction, sous le nom de "Realty Buildings Securities Corporation".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en quatre mille (4,000) actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de vingt mille dollars ($20,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera au Numéro civique 261, rue St-Jacques Ouest, en la dite cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,
5501 Sous-secrétaire de la Province.

30. No director or directors having such disclosed adverse interest shall be liable to the company or to any stockholder or creditor thereof or to any other person for any loss incurred by it under or by reason of any such contract or transaction, nor shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized therefrom, under the name of "Realty Buildings Securities Corporation".

The capital stock of the Company is divided into four thousand (4,000) shares having no nominal or par value, and the amount of capital with which the company will commence business, will be the sum of twenty thousand dollars ($20,000.00).

The head office of the company will be at civic number 261, Saint James Street West, in the said city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,
5502–o Assistant Provincial Secretary.

"Société d'émissions et de Prêts, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de septembre 1935, constituant en corporation: Joseph-Edouard Fortin, avocat et journaliste, Suzanne Fortin, secrétaire, tous deux de Beauceville, comté de Beauce, et Maurice Bourbonnière, ingénieur, des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange, souscription originaire, entreprise, participation dans des syndicats ou autrement, toutes actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations et autres valeurs d'autres compagnies en quelque endroit qu'elles soient organisées, et débentures, actions-débentures, bons, obligations et valeurs émises ou garanties par aucune autorité souveraine, gouvernement, commissaires, corps public ou autorité, suprême, municipale, locale ou autre, soit domestique ou étrangère, et posséder et détenir, vendre, transférer, créer des privilèges hypothécaires sur ces valeurs ou autrement en disposer ou les négocier et en recevoir des dividendes, des intérêts et revenus;

Exercer un commerce général de finance, de placements et de courtage, et agir comme principaux, agents et courtiers pour l'achat, la vente, la promotion, l'amélioration, les opérations et l'administration de toute propriété, commerce, entreprise, compagnie ou corporation ou tout intérêt en iceux;

En rapport avec le commerce susdit, promouvoir, organiser, gérer ou développer toute corporation, compagnie ou entreprise commerciale;

Faire aucun acte ou chose que la compagnie croira en aucun temps nécessaire à sa protection ou à son bénéfice comme porteur de ou intéressée dans toutes actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs ou tous biens, droits, commerce ou entreprise; prendre part à toute réorganisation, reconstruction, fusion ou absorption de toute sorte affectant aucune compagnie de laquelle la compagnie peut détenir des actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs, et acquérir, détenir, vendre, ou autrement disposer pour les fins de la compagnie et soit seuls ou conjointement avec d'autres de tous biens, droits, commerce ou entreprise dans lesquelles la compa-

"Société d'émissions et de Prêts, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of September, 1935, incorporating: Joseph Edouard Fortin, advocate and journalist, Suzanne Fortin, secretary, both of Beauceville, county of Beauce, and Maurice Bourbonnière, engineer, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, original subscription, underwriting, participation in syndicate or otherwise, any shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations and other securities of other companies wheresoever organized, and debentures, debenture-stock, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any sovereign ruler, government, commissioners, public body or authority, supreme, municipal, local or otherwise, whether at home or abroad, and to own and hold, sell, transfer, create liens on or otherwise dispose thereof or deal therewith and to receive dividends, interest and income therefrom;

To carry on a general financial, investment and brokerage business, and to act as principals, agents and brokers for the purchase, sale, promotion, improvement, operation and management of any property, business, undertaking, company or corporation or any interest therein;

In connection with the business aforesaid, to promote, organize, manage or develop any corporation, company or business enterprise;

To do any act or thing which the Company shall at any time think necessary for its protection or benefit as holder of or interested in any shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds obligations or other securities or any property, rights, business or undertakings; to take part in any re-organisation, re-construction, amalgamation or merger of any kind affecting any company of which the Company may hold shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities, and to acquire, hold, sell or otherwise dispose of, for the purpose of the Company and either alone or in conjunction with others, any property, rights, business or undertaking in which the Company may be interested as the hold-

gnie peut être intéressée comme porteur de toutes telles actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs;

Emettre des actions acquittées, actions-débentures, débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens, actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs, droits et intérêts, qui peuvent être acquis par la compagnie;

Payer tous les services rendus ou toutes propriétés ou droits acquis par la compagnie de la manière qui sera jugée convenable et particulièrement les payer en tout ou en partie par l'émission d'actions ou autres valeurs de la compagnie;

Avancer de l'argent et garantir toutes obligations et contrats, ou autrement assister et aider en aucune manière, toute compagnie ou corporation dont aucunes des actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs sont détenues par la compagnie et faire tout acte ou chose pour la préservation et la protection, l'amélioration, ou l'augmentation de la valeur d'aucune des dites actions, titres, débentures, actions débentures, bons, obligations ou autres valeurs;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, biens et obligations de toute compagnie dans laquelle la compagnie est intéressée comme porteur d'aucune de ces actions, titres, obligations ou autres valeurs;

Placer et distribuer les deniers de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèces ou autrement, comme dividende légalement déclaré à même les surplus et profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres ou actionnaires, et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transiger, acheter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires, sous le nom de "Société d'émissions et de Prêts, Limitée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en deux-mille (2,000) actions sans valeur au pair ou nominale et en trois cent cinquante (350) actions privilégiées de cent dollars ($100.00) (6%) chacune. Les dites actions privilégiées donneront droit à leurs détenteurs à un dividende de 6% par an, cumulatif, avant qu'aucun dividende ne soit payé aux détenteurs d'actions ordinaires et

er of any such shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities;

To issue paid up shares, debenture-stock, debentures, bonds, notes or other securities of the Company in payment or part payment of any property, shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities, rights and interests, which may be acquired by the Company;

To pay for any services rendered to or any property or rights acquired by the company in such manner as may seem expedient and in particular to pay for the same, in whole or in part, by the issue of shares or other securities of the company;

To advance money to and to guarantee any obligations and contracts of, or otherwise assist and aid in any way, any company or corporation any of whose shares, stock, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities are held by the company, and to do any act or thing for the preservation and protection, improvement or enhancement of the value of any such shares, stock, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or other securities;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any company in which the Company is interested as the holder of any of its shares, stock, bonds, debentures or other securities;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To distribute in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the Company or in the manner provided for by section 81 of the Quebec Companies Act, any assets of the Company among its members or shareholders and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other Company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Company;

To apply for, secure, acquire by assignment, deal with, purchase and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate any person or company, for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the Company's capital or any other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business, under the name of "Société d'émissions et de Prêts, Limitée".

The capital stock of the company is divided nto two thousand shares without par or nominal value and into three hundred and fifty (6%) preferred shares of one hundred dollars ($100.00) each. The said preferred shares entitle the holders to a dividend of 6% per annum, cumulative, before any dividend be paid to the holders of common shares, and confer no voting right, and

ne confèreront pas le droit de vote, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de treize mille cinq cents dollars ($13,500.00).

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Provnice, ce vingt-sixième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

5503–o

"St-Denis Sporting Club, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertude la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de septembre 1935, constituant en corporation: Roméo Leblanc, avocat, de la cité de Verdun, Bernier Ostiguy, avocat, et Simone Saint-Amand, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Promouvoir des divertissements athlétiques généraux et sociaux et autres amusements pour le divertissement de ses membres;

2. Former une association ou club pour la récréation et le délassement du corps et de l'esprit;

3. Acquérir tout autre club ou association ayant les mêmes fins que celles du club;

4. Charger aux membres un droit d'entrée, une souscription annuelle ou mensuelle qui peuvent être nécessaires pour défrayer les dépenses du club;

5. Emprunter pour les fins du club, de tout membre ou de toute autre personne ou compagnie, toutes sommes d'argent qui peuvent être requises pour le maintien et l'exploitation du club;

6. Acquérir et détenir tous biens mobiliers et meubles nécessaires pour l'opération du club;

7. Vendre ou échanger tous biens ou meubles utiles pour le club;

8. Obtenir de tout conseil municipal ou autre autorité toute permission ou autorisation qui peuvent être requises pour l'opération du club;

9. Exploiter, dans des salles du club, une salle à manger et cuisine et servir aux membres aucun et tous rafraîchissements permis par les lois de la province de Québec et de la municipalité, sous le nom de "St-Denis Sporting Club, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

5505–o

"Style Craft Products, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de septembre 1935, constituant en corporation: Michael G. Greenblatt et

the amount with which the company shall commence its operations is thirteen thousand five hundred dollars ($13,500.00).

The shares other than the preferred shares shall be issued and allotted at the price to be fixed by the directors.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of September 1935.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

5504

"St-Denis Sporting Club, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1935, incorporating: Roméo Leblanc, advocate, of the city of Verdun, Bernier Ostiguy, advocate, and Simone Saint-Amand, stenographer, spinster of the full age of majority, both of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

1. To promote general and social athletics and other amusements for the entertainment of its members;

2. To form an association or club for the recreation and relaxation of body and mind;

3. To acquire any other club or association having purposes similar to those of the club;

4. To charge the members an entrance fee, an annual or monthly subscription which may be necessary to defray the expenses of the club;

5. To borrow for the purposes of the club, from any member or from any other person or company any sums of money which may be required for the maintenance and operation of the club;

6. To acquire and hold any movable properties and furniture necessary for the operation of the club;

7. To sell or exchange any properties or movables useful for the club;

8. To obtain from any municipal council or other authority any permission or authorization which may be required for the operation of the club;

9. To operate, in the club rooms, a dining room and kitchen to serve the members any or all refreshments permitted by the laws of the Province of Quebec and of the municipality, under the name of "St-Denis Sporting Club, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

5506

"Style Craft Products, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing the twenty seventh day of September, 1935, incorporating: Michael G. Greenblatt and Samuel Godinsky, advocates,

Samuel Godinsky, avocats, et Archie Menaker, vendeur, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce de laine, tissus de coton, lainages, soies, toiles et vêtements de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement en disposer, manufacturer, produire, importer et exporter des articles en cuir, vêtements et marchandises sèches;

2. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera sesceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

6. Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie

and Archie Menaker, salesman, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, buy or otherwise acquire, and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of leather goods, garments and dry goods;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

3. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

5. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession of otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property

quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

11. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

12. Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

13. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

16. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

17. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

18. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

20. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilères, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

21. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

22. Placer et attribuer les deniers disponibles

and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

11. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

18. To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

19. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

20. To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

21. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

22. To invest and deal with the monies of the

de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

23. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Style Craft, Inc." avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,
5507 Sous-secrétaire de la Province.

"The Laprairie Company, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de septembre 1935, constituant en corporation: William Taylor, gérant, Angus McLeod, officier de transport, George Kimber, Wallace James Cromb, et Gordon Buchanan, commis, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Produire, manufacturer, fabriquer, importer, acheter, vendre et/ou autrement faire le commerce de brique, terra cotta, tuile, drains, tuyaux d'égoût, ciment, chaux, charpentes métalliques et/ou tous autres produits, parties de charpente ou matériaux qui sont susceptibles d'être utilisés dans toutes sortes de constructions;

(*b*) Conclure et poursuivre aucun et tous contrats de construction;

(*c*) Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(*d*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

(*e*) Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

(*f*) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter

company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

23. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Style Craft, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,
5508–o Assistant Provincial Secretary.

"The Laprairie Company, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty first day of September, 1935, incorporating: William Taylor, manager, Angus McLeod Murray, transfer officer, George Kimber, Wallace James Cromb, and Gordon Buchanan, clerks, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To produce, manufacture, fabricate, import, buy, sell and / or otherwise deal in brick, terra cotta, tile, drains, sewer pipe, cement, lime, structural steel and / or any other products, structural units or materials which are capable of being used in any kind of construction;

(*b*) To enter into and carry out any and all construction contracts;

(*c*) To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(*d*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

(*e*) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(*f*) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person

des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, ou revendre, avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

(*g*) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(*h*) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(*i*) Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie ou leurs prédécesseurs en affaires ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

(*j*) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(*k*) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

(*l*) Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, embranchements, ou voies d'évitement, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

(*m*) Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

(*n*) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(*o*) Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*p*) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation,

or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(*g*) To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(*h*) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority, any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*i*) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or its predecessors in business or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any ezhibition or for any public general or useful object;

(*j*) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the properties and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(*k*) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

(*l*) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches, or sidings, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute, to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

(*m*) To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

(*n*) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(*o*) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*p*) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise,and to exercise, carry out and enjoy any license, power, au-

franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, et aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

(*q*) Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de ce dit pays étranger pour représenter la compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

(*r*) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(*s*) Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne;

(*t*) Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

(*u*) Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

(*v*) Exercer tous ou aucun des objets de la compagnie comme principaux, agents, entrepreneurs, ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

(*w*) Exercer telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "The Laprairie Company, Incorporated".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 50,000 actions sans valeur nominale ou au pair, qui seront émises à un prix n'excédant pas $5.00 par action, et en 7,500 actions privilégiées cumulatives rachetables à 6% d'une valeur au pair de $100.00 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $100,000.00.

Les droits, préférences, priorités, privilèges, restrictions et conditions ci-après énoncés seront attachés aux actions privilégiées cumulatives rachetables à 6%:

1. Les porteurs des dites actions privilégiées auront droit de recevoir, lorsque et suivant que déclarés par le bureau de direction à même les deniers de la compagnie censés être applicables au paiement des dividendes, des dividendes privilégiés cumulatifs au taux de six pour cent (6%) par année sur le montant versé sur les dites actions privilégiées, lequel dividende commencera à courir et sera cumulatif à compter du premier jour d'octobre 1935, et sera payable à la fin de chaque trimestre, dans la suite. Les dividendes sur les actions privilégiées seront censés courir de jour en jour. Nul dividende ne sera payé ou déclaré et mis de côté pour être payé sur les

thority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, and aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(*q*) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(*r*) To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*s*) To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

(*t*) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

(*u*) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(*v*) To carry out all or any of the objects of the Company as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(*w*) To carry out such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the Company, under the name of "The Laprairie Company, Incorporated".

The capital stock of the company is divided into 50,000 shares having no nominal or par value, to be issued at a price not exceeding $5.00 per share, and into 7,500 preferred shares of 6% Cumulative Redeemable preferred stock of the par value of $100.00 each, and the amount with which the company will commence its operations will be $100,000.00.

The following rights, preferences, priorities, privileges, restrictions and conditions shall attach to the 6% cumulative redeemable preferred shares:

1. The holders of the said preferred shares shall be entitled to receive, as and when declared by the Board of Directors, out of the monies of the Company properly applicable to the payment of dividends, cumulative preferential dividends at the rate of six per centum (6%) per annum on the amount paid up on said preferred shares, which dividend shall accrue and be cumulative from the first day of October, 1935, and shall be payable quarterly thereafter. Dividends on the preferred shares shall be deemed to accrue from day to day. No dividends shall be paid or declared and set apart for payment on any other shares of the Company unless all accrued divi-

autres actions de la compagnie à moins que tous les dividendes courus sur les actions privilégiées alors émises et en cours, comprenant le dividende privilégié pour la période trimestriel de dividende en cours, aient été payés ou déclarés et mis en réserve pour être payés;

2. Le capital versé sur les actions privilégiées ne sera pas sujet à annulation ou réduction pour cause de perte ou de dépréciation de l'actif de la compagnie;

3. Dans le cas de faillite, liquidation, ventilation ou dissolution de la compagnie ou autre distribution de l'actif autrement que par voie de dividendes, nul montant quelconque ne sera payé ni aucun bien quelconque ne sera distribué entre les porteurs de toutes autres actions de la compagnie, à moins que le capital versé sur les actions privilégiées détenues par les porteurs respectivement leur ait été payé, ainsi qu'un montant égal à tous les dividendes sur les actions privilégiées impayés et courus jusqu'à la date de la distribution, que ces dividendes aient été gagnés ou déclarés ou non, et les porteurs d'actions privilégiées auront droit d'être payés de ces argents à même l'actif de la compagnie par droit de préférence et de priorité sur les porteurs de toutes autres actions du Capital-actions de la compagnie, mais les porteurs d'actions privilégiées n'auront aucun droit additionnel de participer davantage dans les biens de la compagnie.

4. Sur résolution du bureau de direction de la compagnie, la totalité ou toute partie des actions privilégiées en aucun temps en cours pourront être achetées pour rachat par la compagnie à une date fixée par cette résolution à $100.00 par action et les dividendes courus (qu'ils aient été gagnés ou déclarés ou non) jusqu'à la date ainsi fixée pour tel rachat; ce montant total étant ci-après désigné comme "le prix de rachat". Dans le cas d'un rachat partiel d'actions privilégiées en cours ainsi appelées pour rachat tel que susdit, les directeurs détermineront par tirage au sort, de la manière qu'ils décideront, les actions privilégiées à être rachetées. La compagnie aura aussi le droit à son choix, sur résolution des directeurs, de racheter la totalité ou une partie quelconque des actions privilégiées en aucun temps en cours en les achetant sur le marché ou par contrat privé au plus bas prix auquel, dans l'opinion des directeurs, ces actions peuvent être obtenues, mais n'excédant pas le prix de rachat ci-dessus mentionné; et dans ce cas les dispositions ci-après contenues, en ce qui regarde l'avis de rachat, n'auront pas besoin d'être observées. Toutes ces actions ainsi achetées pour rachat ne seront pas réémises.

5. Le prix de rachat des dites actions privilégiées ainsi appelées pour rachat, sera payé à l'endroit ou aux endroits spécifiés dans la résolution décrétant le rachat d'actions. Avis de tel rachat indiquant la date du rachat des actions et l'endroit ou les endroits où le prix de rachat est payable sera envoyé par la poste, lettre affranchie, pas moins de trente (30) jours avant la date fixée pour tel rachat, à chaque porteur enregistré d'actions privilégiées dont les actions sont appelées pour rachat, à son adresse telle qu'elle apparaît dans les livres de la compagnie, demandant à ce porteur de livrer à l'heure et à l'endroit spécifiés son ou ses certificats représentant le nombre d'actions spécifié dans cet avis de rachat. A compter de la date fixée dans le dit avis de rachat chaque porteur d'actions privilégiées qui doivent être rachetées peut présenter et livrer son ou ses certificats pour ces dites actions à la compagnie, à l'endroit désigné dans le dit avis, et alors le prix de

dends upon the preferred shares then issued and outstanding, including the preferential dividend for the current quarterly dividend period, shall have been paid or declared and set apart for payment.

2. The capital paid up on the preferred shares shall not be liable to cancellation or reduction by reason of loss or depreciation of the Company's assets.

3. In the event of the bankruptcy, liquidation, winding-up or dissolution of the Company or on any distribution of assets other than by way of dividends, no sum whatsoever shall be paid to nor shall any assets whatsoever be distributed among the holders of any other shares of the Company unless there shall have been paid to the holders of the preferred shares the capital paid up on said shares held by them respectively, plus a sum equal to all unpaid and accrued dividends on the preferred shares to the date of distribution, whether or not earned or declared, and the holders of the preferred shares shall be entitled to be paid all such moneys out of the assets of the Company by preference over and in priority to the holders of any other shares of capital stock of the Company, but the holders of the preferred shares shall not have the right or be entitled to any further participation in the assets of the Company.

4. By resolution of the Board of Directors of the Company, all or any part of the preferred shares at any time outstanding may be purchased for redemption by the Company on any date fixed by such resolution at $100.00 per share and accrued dividends (whether or not earned or declared) to the date so fixed for such redemption; such total sum being hereinafter referred to as "the redemption price". In case less than all of the outstanding preferred shares are to be called for redemption as aforesaid, the Directors shall determine by lot, in such manner as they may decide, the preferred shares to be redeemed. The Company shall also have the right at its option, upon resolution of the Directors, to redeem all or any part of the preferred shares at any time outstanding by purchasing the same in the open market or by private contract at the lowest price for which, in the opinion of the Directors, such shares are obtainable, but not exceeding the redemption price hereinabove specified; and in such case the provisions hereinafter contained as to notice of redemption need not be complied with. All such shares so purchased for redemption shall not be re-issued.

5. The redemption price of the said preferred shares so called for redemption, shall be paid at such place or places as the resolution providing for the redemption of such shares shall specify. Notice of such redemption setting forth the date on which shares are to be redeemed and the place or places where the redemption price is payable shall be mailed, postage prepaid, at least thirty (30) days prior to the date fixed for such redemption to each registered holder of preferred shares so called for redemption, at his address recorded in the books of the Company, calling on such holder to surrender at said time and place his certificate or certificates representing the number of shares specified in such notice of redemption. On and after the date fixed in such notice of redemption, each holder of the preferred shares which are to be redeemed may present and surrender his certificate or certificates for such shares to the Company, at the place designated in such

rachat de ces dites actions sera payé à ou à l'ordre de la personne dont le nom apparaît sur le ou les certificats comme en étant le propriétaire, et chaque certificat livré sera annulé. Dans le cas où moins que toutes les actions représentées dans ce certificat seraient rachetées, un nouveau certificat sera émis représentant les actions qui n'ont pas été rachetées. A moins que le paiement du prix de rachat n'ait pas été fait par la compagnie sur présentation et livraison du certificat représentant les actions privilégiées ainsi appelées pour rachat, les porteurs d'actions privilégiées ainsi appelées pour rachat cesseront, à compter de la date fixée pour tel rachat, d'avoir aucun droit à des dividendes additionnels ou aucun droit ou privilèges comme actionnaires en rapport avec les actions privilégiées ainsi appelées pour rachat autre qu'au paiement du montant ci-dessus spécifié.

Advenant le cas où le porteur d'actions privilégiées ainsi appelées pour rachat néglige de présenter son certificat représentant ces actions dans les quinze (15) jours après la date ainsi spécifiée pour le rachat, la compagnie aura le droit de déposer le prix de rachat à aucune banque ou compagnie fiducière ou autre dépositaire en Canada ou ailleurs, tel que les directeurs le jugeront à propos, au crédit d'un ou de plusieurs comptes spéciaux en fiducie au nom du porteur de ces dites actions, qui lui sera payé sur livraison à ce dit dépositaire, du certificat représentant les dites actions. Après que ce dépôt aura été fait, ces actions seront, en autant que la responsabilité de la compagnie est concernée, censées être rachetées, et les droits du porteur d'actions privilégiées contre la compagnie seront limités à la réception du montant ainsi déposé et le dit porteur n'aura pas droit à aucune autre participation dans les profits ou biens de la compagnie ou d'exercer aucun droit comme porteur de ces dites actions.

6. Excepté tel qu'autrement expressément pourvu autrement dans ce paragraphe (6) et dans le paragraphe suivant (7), les porteurs des dites actions privilégiées, comme tels, n'auront pas droit de voter à aucune assemblée des actionnaires de la compagnie, hormis et excepté:

(*a*) En rapport avec aucune augmentation du nombre autorisé d'actions privilégiées; ou

(*b*) En rapport à la création et / ou l'émission d'obligations ou débentures ou d'actions ayant rang de *pari passu* ou en priorité aux actions privilégiées; ou

(*c*) Au sujet des questions affectant les priorités, préférences, droits, privilèges, restrictions et conditions attachés aux dites actions privilégiées; mais les porteurs des actions privilégiées auront droit néanmoins de recevoir les avis et d'assister à toutes les assemblées des actionnaires de la compagnie.

L'approbation des porteurs d'actions privilégiées (attestée par le vote affirmatif des porteurs de pas moins des trois-quarts des actions privilégiées représentés par les actionnaires présents en personne ou par procuration à une assemblée de ces dits actionnaires convoquée à cette fin et à laquelle les porteurs de pas moins de la majorité de toutes les actions privilégiées en cours assistent ou sont représentés par procuration) sera requise comme condition préalable à l'accomplissement de tous actes corporatifs mentionnés dans les sous-paragraphes (*a*), (*b*) et (*c*) de ce paragraphe (6).

7. Excepté tel que prévu dans le précédent paragraphe (6) ci-dessus, les porteurs d'actions privilégiées comme tels n'auront pas droit de vote à aucune assemblée des actionnaires de la compa-

notice, and thereupon the redemption price of such shares shall be paid to or on the order of the person whose name appears on such certificate or certificates as the owner thereof, and each surrendered certificate shall be cancelled. In case less than all the shares represented by any such certificate are redeemed, a new certificate shall be issued representing the unredeemed shares. Unless payment of the redemption price shall not have been made by the Company upon presentation and surrender of certificate representing the preferred shares so called for redemption, the holders of the preferred shares so called for redemption shall, after the date fixed for such redemption, cease to have any rights to further dividends or any rights or privileges as shareholders in respect of the preferred shares so called for redemption other than to the payment of the amount hereinabove specified.

Should the holder of any preferred shares so called for redemption fail to present his certificate representing such shares within fifteen (15) days after the date so specified for redemption, the Company shall have the right to deposit the redemption price with any bank or trust company or other depositary in Canada or elsewhere, as the Directors may deem expedient, to the credit of a Special Account or Accounts in Trust for the holder of such shares to be paid to him upon the surrender to such depositary of the certificate representing the same. Upon such deposit being made such shares shall, so far as any liability of the Company is concerned, be deemed to be redeemed, and the rights of the holder of the preferred shares as against the Company shall be limited to receiving the amount so deposited and such holder shall not be entitled to any other participation in the profits or assets of the Company or to exercise any rights as holder of such shares.

6. Except as otherwise in this paragraph (6) and the next following paragraph (7) hereof expressly provided, the holders of the said preferred shares as such shall not be entitled to vote at any meeting of the shareholders of the Company, save and except:

(*a*) In respect of any increase in the authorized amount of the preferred shares; or

(*b*) In respect to the creation and / or issue of bonds or debentures or of stock ranking *pari passu* with or in priority to the preferred shares; or

(*c*) With regard to such matters as affect the priorities, preferences, rights, privileges, restrictions and conditions attaching to the said preferred shares; but the holders of the preferred shares shall nevertheless be entitled to receive notice of and attend all meetings of shareholders of the Company.

The approval of the holders of the preferred shares (evidenced by the affirmative vote of holders of not less than three-fourths of the preferred shares represented by shareholders present in person or by proxy at a meeting of such shareholders called for the purpose and at which holders of not less than a majority of all the outstanding preferred shares are present or represented by proxy) shall be required as a condition precedent to the doing of any of the corporate acts referred to in sub-paragraphs (*a*), (*b*) and (*c*) of this paragraph (6).

7. Save as provided in the preceding paragraph (6) hereof the holders of the preferred shares as such shall not be entitled to vote at any meeting of shareholders of the Company except when

gnie à moins que quatre (4) périodes trimestrielles de dividendes sur les actions privilégiées aient été accrus et impayés, dans tel cas, chaque porteur d'actions privilégiées aura droit, à toute assemblée annuelle ou spéciale de la compagnie, à dix (10) votes pour chaque action privilégiée que ce porteur possède dans le capital-actions de la compagnie.

Pourvu, cependant, que sur le paiement des dividendes accrus sur les actions privilégiées d'un montant suffisant pour réduire le total des dividendes accrus et impayés sur icelles à moins de quatre (4) versements trimestriels de dividende, le droit de vote acquis aux actionnaires privilégiés par le fait du non paiement de quatre (4) versements de dividendes trimestriels cessera, mais renaîtra de temps à autre dans la suite et de nouveau cessera de la même manière dans de semblables circontances.

Les restrictions et limitations suivantes seront attachées aux actions ordinaires:

Toutes les actions ordinaires seront sujettes aux droits de priorité et aux privilèges des actions privilégiées cumulatives rachetables à 6%, mais les porteurs d'actions ordinaires auront droit d'assister et de voter en personne ou par procuration à aucune assemblée d'actionnaires et auront aux dites assemblées un droit de un (1) vote pour chaque action ordinaire détenue par eux respectivement.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,
5509 Sous-secrétaire de la Province.

"The Singer Steam-Press Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième jour de septembre 1935, constituant en corporation: Hyman Druckman, vendeur, Alexder I. Popliger, et Abraham Rosenstein, avocats, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter et vendre, en gros et en détail, séparément ou les deux à la fois, des machines à presser, machines à repasser, et aménagement de buanderie et objets semblables, et les appareils et accessoires pour tels produits:

Manufacturer ou passer des contrats pour la fabrication des articles ci-dessus mentionnés;

Acquérir par achat, bail ou autrement ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, franchise, biens, droits ou obligations de toutes personnes, firmes ou corporation exerçant aucun commerce que cette compagnie peut exercer ou possédant tous biens nécessaires aux fins de cette compagnie;

Eriger et construire des édifices, travaux et machineries qui sembleront nécessaires en rapport avec ou incidents aux fins de cette compagnie;

Acquérir toutes marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés, permis, privilèges ou autorités pour ou en ce qui concerne toutes inventions qui peuvent être utiles à cette compagnie;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

Ouvrir et exploiter des agences, succursales de

four (4) quarterly dividends upon the preferred shares shall have accrued and remain unpaid, in which event, each holder of preferred shares shall be entitled at any annual or special meeting of the Company to ten (10) votes for each preferred share which such holder has in the capital stock of the Company;

Provided, however, that upon payment of accrued dividends on the preferred shares to an amount sufficient to reduce the total accrued and unpaid dividends thereon to less than four (4) quarterly dividend payments the voting rights which, as a result of non-payment of four (4) quarterly dividends, attach to the preferred shares, shall cease, but shall from time to time thereafter revive and again cease in like manner under like circumstances.

The following restrictions and limitations shall attach to the Common shares:

All the common shares shall be subject to the prior rights and privileges of the 6% cumulative redeemable preferred stock, but the holders of the common shares shall be entitled to attend and vote in person or by proxy at any meeting of shareholders and shall thereat have one (1) vote for each common share held by them respectively.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,
5510-o Assistant Provincial Secretary.

"The Singer Steam-Press Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1935, incorporating: Hyman Druckman, Salesman, Alexander I. Popliger, and Abraham Rosenstein, Advocates, all of the City of Montreal, for the following purposes:

To buy and sell, wholesale and retail, either or both, all kinds of pressing machines, ironing machines, and laundry equipment and the like and the supplies and accessories for such products;

To manufacture or contract for the manufacture of the above mentioned articles;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, franchise, property, rights or liabilities of any persons, firm, or corporation carrying on any business which this company may carry on, or possessed of any property suitable for the purposes of this company;

To erect and construct buildings, works and machinery which may be deemed necessary in connection with or incidental to the purposes of this company;

To acquire any trade-marks, industrial designs, patents, patent-rights, licenses, privileges or authorities for and in respect of any inventions which may be useful to this company;

To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives for other persons, firms or corporations;

To open and operate branches, branch stores,

magasin, manufacture, entrepôts, magasins, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons, dans toutes sortes d'endroits où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Vendre, louer ou autrement disposer des biens et entreprises de la compagnie ou toute partie d'iceux pour telle considération et à tels termes et conditions que la compagnie croira convenable, et accepter de l'argent, actions, obligations ou valeurs de toute autre compagnie, en paiement ou partie de paiement pour iceux;

Acquérir et posséder des actions dans toute compagnie exerçant aucun commerce similaire ou incident au commerce susdit, et émettre des actions entièrement acquittées, en paiement intégral ou partiel du montant capital;

Hypothéquer, nantir, vendre ou disposer des terrains, travaux, marques de commerces, dessins industriels, brevets, droits brevetés, ou autres biens de la compagnie;

Conclure tout arrangement ou convention pour le partage des profits, risque conjoint avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou transaction susceptible d'être conduit de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie et garantir les contrats de telle personne, firme ou corporation soit avec ou sans garantie et prêter de l'argent ou autrement aider toute telle personne, firme ou compagnie, à tels termes ou conditions que cette compagnie croira convenables;

Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis pour telles valeurs et de telle manière qui pourront être de temps à autre déterminées;

Se fusionner avec tout individu, firme ou corporation exerçant un commerce dont les objets sont en tout ou en partie similaires à ceux de cette compagnie, à telles conditions et termes qui seront jugés convenables;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits;

Tirer, faire, accepter, endosser et exécuter des billets à ordre, lettres de change, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Emprunter de l'argent de toute banque, personne, firme ou corporation et donner pour tels prêts des hypothèques ou autres garanties qui seront jugées convenables;

Prendre en garantie pour toute dette de la compagnie, des gages et hypothèques sur les biens des débiteurs de la compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants ou agents ou entrepreneurs ou autrement et par l'intermédiaire de fiduciaires, agents ou autrement, et seule ou conjointement avec d'autres;

Aucun pouvoir octroyé dans les paragraphes des présentes ne pourra être limité par induction ou déduction de tout autre paragraphe, sous le nom de "The Singer Steam-Press Company", avec un capital total de cinq mille dollars ($5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 276 rue St-Jacques O., Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

5511

manufacturies, warehouses, stores, profit agencies, counters in departmental stores in all kinds of places where the business of the company may be carried on;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash, shares, bonds or securities of any other company in payment or part payment thereof;

To acquire and own shares in any company carrying on any business similar to or incidental to the foregoing, and to issue fully paidup shares in payment or part payment for the principals thereto;

To mortgage, pledge, sell or dispose of the lands, work, trade-marks, industrial designs, patents, patent rights or other property of the company;

To enter into any arrangement or agreement for the sharing of profits, joint adventure with any person, firm or company, carrying on or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to guarantee the contracts of such person, firm or corporation, either with or without securities, and lend monies to or otherwise assist any person, firm or company, upon such terms and conditions as this company shall see fit;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required for such securities and in such a manner as may, from time to time, be determined;

To amalgamate with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether, or any part, similar to those of this company, of such conditions and terms as may be deemed advisable;

To do such other things as are incident or conducive to the attainment of the above objects;

To draw, make, accept, endorse and exact promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To borrow money from any bank, person, firm or corporation and to give for such loan hypothecs or any other securities as it may be deemed fit;

To take as security for any debt of the company, mortgages and hypothecs upon the property of the debtors of the company;

To do all or any of the above things as principals or agents or contractors, or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise, and this alone or in conjunction with others;

Any power granted in the paragraph hereof not to be limited by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "The Singer Steam-Press Company", with a total capital stock of five thousand dollars ($(5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at 276 Saint James Street West, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

5512-o

"Weldrick Motors, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de septembre 1935, constituant en corporation: Wallace-Ross Henry, avocat, Anne Smyth, secrétaire, fille majeure, et William-Bernard Cain, comptable, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Acheter, ou autrement acquérir, détenir, posséder, vendre, assigner et transférer ou autrement disposer, placer, exercer et faire le commerce d'automobiles, véhicules-moteurs, camions, tracteurs, vaisseaux aériens, bateaux, instruments aratoires et autres véhicules et parties d'iceux, et exercer le commerce, occupation et emploi de fabricants et réparateurs et négociants d'automobiles, auto-cars, camions, tracteurs, et autres véhicules et pièces d'iceux et de tous ou aucun article se rapportant à la fabrication et à la réparation d'iceux et à la vente et disposition d'iceux;

(*b*) Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement négocier toutes sortes de moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces et toutes sortes de machineries, outillages, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciment, solutions et accessoires, soit nécessaires à la construction d'auto-cars, véhicules ou autrement, articles en caoutchouc et articles et marchandises de toutes sortes dont le caoutchouc forme une partie composante, avec ensemble les matériaux divers qui entrent dans la fabrication de tels articles et marchandises, et aussi appareils et dispositifs mécaniques et électriques pour l'économie du combustible, et toutes choses capables d'être utilisées avec iceux, pour la fabrication, le maintien et l'opération d'iceux respectivement;

(*c*) Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, producteurs, commerçants, raffineurs, emmagasineurs, transporteurs, vendeurs, employeurs et distributeurs de pétrole et de produits du pétrole et sous-produits de toutes sortes et description;

(*d*) Réparer, reconstruire, et autrement faire le commerce d'automobiles, véhicules-moteurs et autres véhicules et tous accesoires s'y rapportant;

(*e*) Tenir, entretenir, exploiter et gérer des garages, magasins, salles d'hangarage, entrepôts, autres endroits de même nature pour mettre en sûreté, nettoyer, réparer, et entretenir généralement les automobiles et auto-cars et autres véhicules de toutes et d'aucune sortes, description et classes et de tous accessoires s'y ratachant; et arrenter et louer, et prendre à bail des véhicules-moteurs, camions et automobiles de toutes espèces, à tels termes et conditions que la Compagnie jugera à propos;

(*f*) Acheter, vendre et négocier et faire le commerce, en gros ou en détail, d'huiles, graisses, gazoline, benzine, pétrole, dérivés du pétrole, et toutes sortes de produits pétrolifères et leurs sous-produits, et acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, maintenir, gérer et exploiter des postes de gazoline, huile et pétrole, magasins, salles, entrepôts et autres endroits semblables pour la sauvegarde, nettoyage, réparation et soin général d'automobiles et auto-cars et autres véhicules de tous et aucun genre et description et tous accesoires d'iceux et s'y rapportant de tous et d'aucun genre et description;

(*g*) Conclure tout arrangement avec tout gouvernement ou autorité suprême, municipale, lo-

"Weldrick Motors, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1935, incorporating: Wallace Ross Henry, Advocate, Anne Smyth, Secretary, Spinster of the full age of majority, and William Bernard Cain, Accountant, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To purchase or otherwise acquire, hold, own, sell, assign, transfer, otherwise dispose of, invest, trade and deal in and with automobiles, motor cars, trucks, tractors, flying machines, boats, farm machinery and other vehicles and parts thereof, and to carry on the business, occupation and employment of manufacturers and repairers of and dealers in automobiles, motor cars, trucks, tractors and other vehicles and parts thereof and of all and any articles connected with the manufacture and repair thereof and the sale and disposition thereof;

(*b*) To manufacture, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of motors, engines, machines, carbureters, accessory parts and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances whether incidental to the construction of motor cars or vehicles or otherwise, rubber and articles and goods of all kinds of which rubber is a component part, together with the various materials which enter into the manufacture of such articles and goods and also fuel saving mechanical electrical apparatus and devices and all things capable of being used therewith for the manufacture, maintenance and working thereof respectively;

(*c*) To carry on the business of importers, exporters, producers, traders, refiners, storers, transporters, marketers, appliers and distributors of petroleum and petroleum products and by-products of every kind and description;

(*d*) To repair, re-construct and otherwise deal with automobiles, motor and other vehicles and appliances in connection therewith;

(*e*) To keep, maintain, operate and manage garages, storehouses, storerooms, warehouses and other like places for the safe-keeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles and motor and other vehicles of all and every kind, description and class and of all the accessories thereof, and to rent and lease and hire motor cars, trucks and automobiles of all kinds, upon such terms and conditions as may be considered advisable;

(*f*) To buy, sell and deal in or with, whether by wholesale or retail, oils, grease, gasoline, benzine, petroleum and its derivatives and all kinds of petroleum products, by-products and to purchase, lease or otherwise acquire, hold, own, maintain, manage and operate gasoline, oil and petroleum stations, store-houses, storerooms, warehouses and other like places for the safe-keeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles and motor and other vehicles of every kind and description and of all accessories thereof and thereto of any and every kind and description;

(*g*) To enter into any arrangement with any Government or authority, supreme, municipal,

cale ou autre, qui semblera favoriser la réalisation des objets de la compagnie ou aucun d'eux; et obtenir de ce gouvernement ou de cette autorité tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir et exécuter et exercer aucun de ces arrangements, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(*h*) Placer et attribuer les argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis par elle, de telle manière légale que les directeurs de la compagnie pourront déterminer de temps à autre;

(*i*) Solliciter, acheter ou acquérir autrement ou contrôler tous baux, octrois, permis, concessions, marques de fabriques, marques de commerce, droits d'auteurs, brevets et choses de même nature, conférant tout droit exclusif et non exclusif ou limité de se servir de toute invention ou tous secrets ou autres renseignements quant à toute invention ou procédé qui pourrait servir pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition serait susceptible de profiter à cette compagnie et utiliser, exercer, exploiter, développer, vendre ou accorder des permis en ce qui les concerne, ou mettre en valeur autrement les biens, droits, intérêts ou renseignements ainsi acquis;

(*j*) Emettre des actions entièrement libérées, des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement, soit intégral ou partiel, de toutes propriétés, foncières ou personnelles, mobilières ou immobilières, droits de propriété, bail, permis, concessions, commerce, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges et pour les actions obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie que cette compagnie peut légalement acquérir;

(*k*) Emettre comme entièrement acquittées des actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement pour services rendus à la compagnie;

(*l*) Payer toutes les dépenses nécessaires à la formation de la compagnie et rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions du capital-actions de la compagnie, ou au sujet de la formation de la compagnie ou la conduite des affaires de la compagnie;

(*m*) S'associer ou conclure des arrangements au sujet du partage des profits, de l'union des intérêts, coopération, risques mutuels, concession réciproque ou pour d'autres fins, avec tout individu, firme, société, compagnie ou corporation exerçant ou exploitant une industrie ou entreprise que cette compagnie est autorisée à exercer ou exploiter, ou toute industrie ou entreprise capable d'être conduite, dans l'opinion des directeurs de cette compagnie, de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions ou valeurs ou toutes telles compagnies ou corporations et les vendre, détenir, ou les revendre avec ou sans garantie du capital ou intérêt, ou autrement les négocier ou en disposer;

(*n*) Vendre, louer, échanger, ou autrement disposer du commerce, des propriétés, biens, droits ou intérêts, et la totalité de l'entreprise de cette compagnie, ou toute partie d'iceux, conformément à la loi, pour telle considération que les directeurs de cette compagnie croiront convenable, et particulièrement pour des actions, obligations, débentures ou valeurs de toute autre compagnie;

(*o*) S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des fins ou objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

local or otherwise, which may seem conducive of the company's objects or any of them and to obtain from any such Government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*h*) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such lawful manner as the directors of the company may from time to time determine;

(*i*) To apply for, purchase or otherwise acquire or control any leases, grants, licenses, concessions, trademarks, trade names, copyrights, patents, and the like, conferring any extensive or non-extensive or limited right to use, or any secret or any other information as to any invention or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated to benefit the company; and to use, exercise, work, develop, sell or grant license in respect of or otherwise turn to account the property, rights, interest or information so acquired;

(*j*) To issue fully paid shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment either in whole or in part for any property real or personal, moveable or immoveable, property rights, lease, license, concession, business, franchise, undertaking, power, privilege or for the shares, bonds, debentures or other securities of any other company which this company may lawfully acquire;

(*k*) To issue fully paid shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment for services rendered to the company;

(*l*) To pay all expenses of or incidental to the formation of the company and remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company's capital, or about the formation of the company or the conducting of the company's business;

(*m*) To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any individual, firm, partnership, company or corporation carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, or any business or transaction capable of being conducted, in the opinion of the directors of this company, so as directly or indirectly to benefit this company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company or corporation, and to sell, hold, or re-sell the same, with or without guarantee of principal or interest, or otherwise to deal with or to dispose of the same;

(*n*) To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of the business, property, assets, rights, or interests, and the entire undertaking of this company, or any part thereof according to law, for such consideration as the directors of this company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company;

(*o*) To consolidate or amalgamate with any other company having purposes or objects altogether or in part similar to those of this company;

(*p*) Procurer à la compagnie son permis de faire affaires, son enregistrement ou autre reconnaissance pour exercer son commerce dans tout pays étranger et y désigner des personnes, comme représentants ou procureurs de la compagnie, pour représenter la compagnie dans toutes affaires, conformément aux lois de tels pays étrangers, et accepter assignation pour et au nom de la compagnie de toutes procédures légales;

(*q*) Tirer, faire accepter, endosser et exécuter des billets à ordre, lettres de change, connaissements, reçus d'entrepôts, mandats, obligations, débentures et autres effets négociables ou transférables;

(*r*) Faire des prêts et avances d'argent aux clients et autres faisant affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou personne;

(*s*) Exercer et jouir de tous tels droits et privilèges, et faire tous tels autres actes et choses qui sont incidents ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou aucun d'eux;

Les actionnaires de la compagnie seront limités à vingt (20), à l'exception des employés actuels et anciens qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi;

Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire pour aucune des actions de cette compagnie, sous le nom de "Weldrick Motors, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de vingt mille dollars ($20.000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Excepté une transmission d'une ou de plusieurs actions à aucune personne en vertu de tout acte ou document testamentaire ou par suite de toute succession *ab intestat*, aucune action ou actions du capital-actions de la compagnie ne seront vendues ou transférées par tout actionnaire de la compagnie à toute personne qui n'est alors actionnaire à moins que et jusqu'à ce que les directeurs de la compagnie, votant à leur unique discrétion, aient sur résolution du bureau, autorisé ou approuvé la vente et le transfert de ladite ou desdites actions au cessionnaire projeté;

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,
5513 Sous-secrétaire de la Province.

"Sun Coal Company, Limited."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour d'octobre 1935, constituant en corporation: Joseph Beaulieu, commerçant, Simone Saint-Amand, sténographe, fille majeure, usant de ses droits, tous deux de Montréal, et Roméo Castagnier, agent, de Verdun, dans les buts suivants:

Faire affaires comme marchands en gros et en détail, importateurs, exportateurs et commerçants de charbon, de coke, de bois, de tourbe, d'huile et de combustibles de toutes sortes, ainsi que de tous produits ou sous-produits de ces choses, sous le nom de "Sun Coal Company, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix dollars ($49,990.00), divisé en neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit (9,998) actions de cinq dollars ($5.00) chacune.

(*p*) To procure the company to be licensed, registered or otherwise recognized to carry on business in any foreign country, and to designate persons therein as attorneys, as representatives of the company, with power to represent the company in all matters according to the laws of such foreign country and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(*q*) To draw, make, accept, endorse and execute promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warehouse receipts, warrants, bonds, debentures and other negotiable or transferable instruments;

(*r*) To lend money and to make cash advances to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such company or person;

(*s*) To exercise and enjoy all such rights and privileges, and do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

The shareholders of the company shall be limited in number to twenty (20), exclusive of the present and past employees who are shareholders of the company and who have continued so to be after leaving its employ;

Any invitation to the public to subscribe for any shares of the company shall be prohibited, under the name of "Weldrick Motors, Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

Excepting a transmission of share or shares to any person takes place by virtue of any testamentary act or instrument, or in consequence of any intestacy, no share or shares in the capital stock of the company shall be sold or transferred by any shareholder of the company to any person who is not then a shareholder, unless and until the Directors of the company, voting in their sole discretion, have by resolution of the Board authorized or approved the sale and transfer of such share of shares to the proposed transferees.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,
5514–o Assistant Provincial Secretary.

"Sun Coal Company, Limited."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1935, incorporating: Joseph Beaulieu, trader, Simone Saint-Amand, stenographer, spinster, of the full age of majority, in the full use of her rights, both of Montreal, and Roméo Castagnier, agent, of Verdun, for the following purposes:

To carry on business as wholesale and retail merchants, importers, exporters and dealers in coal, coke, wood, peat, oil and fuel of all kinds as well as any of their products or by-products, under the name of "Sun Coal Company, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred and ninety dollars ($49,990.00), divided into nine thousand nine hundred and ninety eight (9,998) shares of five dollars ($5.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour d'octobre 1935.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

5521-o

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of October, 1935.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

5522

Lettres Patentes Supplémentaires

"Georges Vandelac, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 48 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-troisième jour de septembre 1935, à la compagnie "Georges Vandelac, Limitée", ratifiant le règlement No 6, de la dite compagnie, comme suit, savoir:

Les directeurs de Georges Vandelac, Limitée, décrètent par les présentes que le capital social de Georges Vandelac, Limitée est réduit de quatre-vingt-dix-huit mille dollars ($98,000.00) à trente-huit mille huit cents dollars ($38,800.00) et ce sans remise ou diminution de responsabilité, le tout sujet à approbation des actionnaires de Georges Vandelac, Limitée, appelés en assemblée spéciale à cet effet et à l'obtention de lettres patentes supplémentaires ratifiant cette diminution.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

5515-o

Supplementary Letters Patent

"Georges Vandelac, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of September, 1935, to the company "Georges Vandelac, Limitée", ratifying by-law No. 6, of the said company, as follows, to wit:

The directors of Georges Vandelac, Limitée, enact by these presents that the capital stock of Georges Vandelac, Limitée, be reduced from ninety eight thousand dollars ($98,000.00) to thirty eight thousand eight hundred dollars ($39,800.00), such reduction being effected without reduction or diminution of liability, the whole subject to the approval of the shareholders of Georges Vandelac, Limitée, convened in special meeting for such purpose and the obtaining of supplementary letters patent ratifying such diminution.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty third day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

5516

"Strathyre Investments, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 45 et 30, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huitième jour de septembre 1935, à la compagnie "Strathyre Investments, Limited", ratifiant un règlement, augmentant ses pouvoirs, comme suit, à savoir:

1. Les actions spécifiées ou comprises dans des certificats d'actions au porteur (Share Warrants) peuvent être transférées par la livraison des certificats.

2. Le porteur d'un certificat d'action au porteur (Share Warrant), sera, sujet aux dispositions et règlements concernant les certificats d'actions au porteur (ShareWarrants) contenus dans aucune lettre patente supplémentaire de la compagnie, censé être un actionnaire de la compagnie sous tous les rapports en ce qui regarde les actions représentées par le dit certificat d'action au porteur (Share Warrant), excepté dans les cas et circonstances autrement prévus dans les présentes.

3. Le porteur d'un certificat d'action au porteur (Share Warrant) n'aura pas droit d'assister, ni de voter, ni d'exercer aucun droit d'un actionnaire à aucune assemblée générale de la compagnie, ni de signer aucune demande ou d'aider à la convocation d'une assemblée générale de la compagnie, à moins, qu'au moins deux (2) jours avant d'assister à cette assemblée ou de signer cette demande, selon le cas, il ait déposé ce dit certificat, ainsi que tous les coupons de dividendes (s'il y en

"Strathyre Investments, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 45 and 30, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1935, to the company "Strathyre Investments, Limited", ratifying a by-law, increasing its powers, as follows, to wit:

1. The shares specified or included in such share warrants may be transferred by delivery of the warrants.

2. The bearer of a share warrant shall, subject to the provisions and regulations respecting share warrants contained in any supplementary letters patent of the Company, be deemed to be a shareholder of the Company to the full extent in respect of the shares represented by such share warrant, except in the cases and to the extent herein otherwise provided.

3. The bearer of a share warrant shall not be entitled to attend or vote at or exercise any rights of a shareholder at any General Meeting of the Company or sign any requisition or aid in calling a General Meeting of the Company unless two (2) days at least before attending such Meeting or signing such requisition, as the case may be, he shall have deposited such Warrant, together with all dividend coupons (if any) issued in respect thereof, which shall not theretofore have

a) émis en rapport avec icelui, qui ne sont pas auparavant devenus payables au bureau principal de la compagnie ou à toute personne, firme ou corporation qui peut avoir été dûment autorisée de temps à autre par les directeurs de la compagnie de les recevoir, ainsi qu'un exposé par écrit de son nom et adresse, et pourvu que le certificat reste ainsi en dépôt jusqu'après la tenue de l'assemblée générale ou aucun ajournement d'icelle. Les noms de plus'eurs personnes comme propriétaires conjoints d'un certificat d'action au porteur (share warrant) ne seront pas reçus. Il sera remis au porteur d'un certificat d'action au porteur (share warrant), quand il fera ainsi le dépôt du certificat et des coupons susdits (s'il y en a) et si les directeurs n'ont pas reçu d'avis d'aucune réclamation contre le dit certificat ou les coupons, un certificat énonçant son nom et son adresse et le nombre d'actions représentées par tel certificat, lesquels certificats lui donneront droit, soit personnellement ou par procuration, d'assister et de voter à aucune assemblée générale de la même manière que s'il était un actionnaire enregistré de la compagnie en rapport avec les actions spécifiées au certificat. Sur livraison de ces certificats à la compagnie, les certificats d'actions au porteur (share warrants) et les coupons (s'il y en a) ainsi en dépôt seront remis.

4. Le porteur d'aucun certificat d'action au porteur (Share Warrant) peut donner avis par écrit à la compagnie de l'adresse à laquelle ledit porteur désire, que les avis qui seront émis par la compagnie à ses actionnaires qui y ont droit, devront être envoyés par la poste et dans la suite, jusqu'à avis contraire par le porteur de tel certificat d'action au porteur (share warrant), la compagnie enverra par la poste tous ces avis à cette adresse.

5. Les porteurs d'aucun certificat d'action au porteur (Share Warrant) qui n'informent pas la compagnie de l'adresse à laquelle ils désirent leurs avis, n'auront droit à aucun avis comme actionnaires de la compagnie ou comme porteurs de certificats d'actions au porteur (Share Warrants).

6. Les actions représentées par les certificats d'actions au porteur (Share Warrants) qui n'ont pas été mis en dépôt, tel que ci-dessus prévu, dans le but de donner droit au porteur ou aux porteurs de ces dits certificats d'actions au porteur (Share Warrants) d'assister ou de voter ou d'exercer tous droits d'actionnaires à aucune assemblée générale de la compagnie ne seront pas comptées comme une partie du capital-actions de la compagnie pour les fins d'aucune assemblée générale parce que le dit dépôt n'aura pas été fait.

7. Le porteur d'un certificat d'action au porteur (Share Warrant) n'aura pas le droit d'exercer aucun des droits d'un actionnaire (excepté tel qu'expressement prévu ci-dessus en rapport avec les assemblées générales) sans la production de ce dit certificat d'action au porteur (Share Warrant) et mentionnant son nom et son adresse et(si les directeurs l'exigent) faire un endossement sur icelui de la date et de la raison de sa production.

8. Si le porteur d'un certificat d'action au porteur (Share Warrant) en fait la livraison, ainsi que tous les coupons (s'il y en a) émis en rapport avec icelui qui ne sont pas auparavant devenus payables, à la compagnie pour être annulé et, paie tous les honoraires ou taxes imposés sur l'émission d'un nouveau Certificat (Warrant) et les honoraires pour chaque certificat (Warrant) que les directeurs fixeront de temps à autre, les directeurs peuvent, s'ils le jugent à propos, lui émettre un nouveau certificat ou des nouveaux certificats au porteur pour les actions spécifiées dans le certificat ainsi livré à la compagnie.

become payable at the head office of the Company or with any such person, firm or corporation as may be duly authorized from time to time by teh Directors of the Company to receive the same, together with a statement in writing of his name and address, and unless the warrant shall remain so deposited until after the holding of the general meeting or any adjournment thereof. The names of more persons than one as joint owners of a share warrant shall not be received. There shall be delivered to the bearer of a share warrant, upon his so depositing the warrant and aforesaid coupons (if any) and if the Directors have received no notice of any adverse claim to such warrant or the coupons, a certificate stating his name and address and the number of shares represented by such Warrant, which certificates shall entitle him either personally or by proxy to attend and vote at any General Meeting in the same manner as though he were a registered Shareholder of the Company in respect of the shares specified therein. Upon delivery up of such certificate to the Company such Warrant and coupons (if any) so deposited will be returned.

4. The bearer of any share warrant may notify the Company in writing of an address to which such bearer desires that any notices to be issued by the Company to its shareholders entitled thereto shall be mailed and thereafter, until notified to the contrary by the bearer of such Warrant, the Company shall mail all such notices to such address.

5. The bearers of any share warrant who do not so notify the Company of an address shall not be entitled to any notice or notices as Shareholders of the Company or as bearers of Share warrants.

6. The shares represented by any share warrants which have not been deposited, as hereinabove provided, for the purpose of entitling the bearer or bearers of such share warrant to attend or vote at or exercise any rights of shareholders at any General Meeting of the Company shall not be counted as part of the stock of the Company for the purpose of any General Meeting in respect of which such deposit shall not have been made.

7. The bearer of a share warrant shall not be entitled to exercise any of the rights of a shareholder (save as hereinbefore expressly provided in respect of General Meetings) without producing such share warrant and stating his name and address and (if the Directors so require) permitting an endorsement to be made thereon of the date and purpose of its production.

8. If the bearer of a share warrant shall deliver it, together with all coupons (if any) issued in respect thereof which shall not theretofore have become payable, to the Company to be cancelled and shall pay any duty or tax imposed upon the issue of a new warrant and such fee for each warrant as the Directors shall, from time to time fix, the Directors may, if they think fit, issue to him a new warrant or new warrants to bearer for the shares specified in the warrant so delivered to the Company.

9. Si le porteur d'un certificat d'action au porteur (Share Warrant) en fait la livraison pour être annulé, ainsi que tous les coupons (s'il y a en) émis en rapport avec icelui qui ne sont pas auparavant devenus payables, et paie toute taxe ou droit imposé sur l'émission d'un nouveau certificat d'action ou de nouveaux certificats d'action et les honoraires pour chaque nouveau certificat que les directeurs pourront fixer de temps à autre, et dépose entre les mains de la compagnie une déclaration écrite signée par lui sous telle forme et attestée de la manière, s'il y a lieu, que les directeurs pourront de temps à autre indiquer, sollicitant d'être enregistré comme un actionnaire en rapport avec les actions spécifiées dans la dite déclaration et y ajoutant son nom, condition ou occupation et son adresse, il aura droit à ce que son nom soit entré dans les livres de la compagnie et enregistré comme un actionnaire de la compagnie en rapport avec les actions spécifiées dans le dit certificat d'actions au porteur (warrant).

Pourvu toujours que si les directeurs reçoivent avis de réclamations de toute autre personne contre un certificat d'action au porteur (Share Warrant) ils peuvent, à leur discrétion, refuser d'enregistrer le porteur de ce dit certificat, comme un actionnaire en rapport avec les dites actions, mais ils ne seront pas obligés de refuser ni ne seront responsables envers aucune personne pour ne pas avoir refusé.

10. Le porteur d'un certificat d'action au porteur (Share Warrant) ne sera pas, en ce qui regarde les actions spécifiées en icelui, qualifié pour être directeur de la compagnie;

11. Il sera endossé sur chaque certificat d'action au porteur (Share Warrant) émis par la compagnie une copie des conditions et règlements s'y appliquant.

12. En comptant le nombre des actionnaires de la compagnie chaque porteur de certificat d'action au porteur (Share Warrant) en cours sera compté comme un actionnaire.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de septembre 1935.

ALEX. DESMEULES,
5517 Sous-secrétaire de la Province.

9. If the bearer of a share warrant shall surrender it for cancellation, together with all coupons (if any) issued in respect thereof which shall not theretofore have become payable, and shall pay any tax or duty imposed upon the issue of a new share certificate or new share certificates and such fee for each new certificate as the Directors may, from time to time, fix, and shall lodge with the Company a declaration in writing signed by him in such form and authenticated in such manner, if any, as the Directors shall, from time to time direct, requesting to be registered as a shareholder in respect of the shares specified therein and stating in such declaration his name, condition or occupation and address, he shall be entitled to have his name entered on the books of the Company as a registered shareholder of the Company in respect of the shares specified in such warrant.

Provided always that if the Directors shall have notice of any claims by any other person in respect of a Share Warrant they may, in their discretion, refuse to register the bearer thereof as a shareholder in respect of the said shares, but they shall not be bound to refuse nor be liable to any person for not refusing.

10. The bearer of a share warrant shall not be qualified in respect of the shares specified therein to be a Director of the Company.

11. There shall be endorsed on each share warrant issued by the Company a copy of the conditions and regulations applicable thereto.

12. In computing the number of the Shareholders of the Company each outstanding bearer share warrant shall be counted as one shareholder.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of September, 1935.

ALEX. DESMEULES,
5518–o Assistant Provincial Secretary.

"Ferguson Exploration Limited (Libre de responsabilité personnelle.)"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 3, chapitres 82, S. R. Q., 1925 et 20 et 76, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du premier jour d'octobre, 1935, à la compagnie "Ditton River Gold Mining Company, Limited (Libre de responsabilité personnelle)", ratifiant les règlements Nos. XIV et XV de la dite compagnie, comme suit, à savoir:

Règlement XIV—Changeant le nom de la compagnie de "Ditton River Gold Mining Company, Limited (Libre de responsabilité personnelle)" en celui de "Ferguson Exploration Limited (Libre de responsabilité personnelle)".

Règlement XV—Augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de trois (3) à cinq (5).

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour d'octobre, 1935.

ALEX. DESMEULES,
5519 Sous-secrétaire de la Province.

"Ferguson Exploration Limited (No Personal Liability.)"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 3, chapter 82, S. R. Q. 1925 and 20 and 76, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1935, to the company "Ditton River Gold Mining Company, Limited (No Personal Liability)" ratifying By-Laws Nos XIV and XV of the said company, as follows, to wit:

By-Law XIV—Changing the name of the company from "Ditton River Gold Mining Company, Limited (No personal Liability)" to "Ferguson Exploration Limited (No Personal Liability)".

By-Law XV—Increasing the number of Directors of the company from three (3) to five (5).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of October, 1935.

ALEX. DESMEULES,
5520–o Assistant Provincial Secretary.

AVIS D'EMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, de la paroisse de Sainte-Rose-du-Dégelé", dans le comté de Témiscouata, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation pour faire des affaires d'assurance mutuelle contre le feu, sur les animaux de ferme et sur des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés), dans les limites du comté de Témiscouata, tel que mentionné dans la déclaration transmise à l'inspecteur des assurances, et datée du septième jour d'octobre 1935.

Donné, conformément aux dispositions de l'article 121 de la loi des assurances, (Chap. 243 S. R. Q., 1925), ce septième jour d'octobre 1935.

Le Surintendant des assurances,
B.-ARTHUR DUGAL.

Pour le Trésorier de la Province de Québec.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 5535—41-2-o

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Rose-du-Dégelé", in the county of Témiscouata, has been licensed and registered as a corporation for the transaction of mutual insurance business against fire upon farm live-stock, and farm buildings and isolated risks (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra hazardous risks), within the limits of the county of Temiscouata, as set forth in the declaration filed with the Inspector of Insurance, and dated the seventh day of October, 1935.

Given pursuant to the provisions of Article 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q., 1925), this seventh day of October, 1935.

Superintendent of Insurance,
B. ARTHUR DUGAL,

For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 5536—41-2-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Agathe", dans le comté de Lotbinière, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation pour faire des affaires d'assurance mutuelle contre le feu sur les animaux de ferme, sur des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés), dans les limites du comté de Lotbinière, tel que mentionné dans la déclaration transmise à l'inspecteur des assurances, et datée du 21ième jour de juillet 1935.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la loi des assurances, (Chap. 243 S. R. Q. 1925), ce 27ième jour de septembre 1935.

Le Surintendant des assurances,
B.-ARTHUR DUGAL.

Pour le Trésorier de la Province de Québec.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 5343—40-2-o

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Agathe", in the county of Lotbinière, has been licensed and registered as a corporation for the transaction of mutual insurance business against fire on farm live stock, upon farm buildings and isolated risks (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra hazardous risks), within the limits of the county of Lotbinière, as set forth in the declaration filed with the Inspector of Insurance, and dated the 21st day of July 1935.

Given pursuant to the provisions of Article 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q. 1925), this 27th day of September 1935.

Superintendent of Insurance,
B. ARTHUR DUGAL,

For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 5344—40-2-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Edouard d'Eastman", dans le comté de Brome, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation pour faire des affaires d'assurance mutuelle contre le feu, sur les animaux de ferme, sur des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés), dans les limites du comté de Brome, tel que mentionné dans la déclaration transmise à l'inspecteur des assurances, et datée du 28ième jour d'avril 1935.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Edouard d'Eastman", in the county of Brome, has been licensed and registered as a corporation for the transaction of mutual insurance business against fire, on farm live stock, upon farm buildings and isolated risks (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra hazardous risks), within the limits of the county of Brome, as set forth in the declaration filed with the Inspector of Insurance, and dated the 28th day of April 1935.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la loi des assurances, (Chap. 243 S. R. Q., 1925), ce 27ième jour de septembre 1935.

Le Surintendant des assurances,
B. ARTHUR DUGAL,
Pour le Trésorier de la Province de Québec.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 5345—40-2-o

Given pursuant to the provisions of Article 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q., 1925), this 27th day of September 1935.

Superintendent of Insurance,
B. ARTHUR DUGAL,
For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 5346—40-2-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle de la municipalité de la paroisse de Saint-Irénée", dans le comté de Charlevoix-Est, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation à l'effet de tenir assurés contre les accidents du feu, ou du feu et de la foudre, ou du feu, de la foudre et du vent, les animaux de ferme, des bâtiments situés sur tout bien-fonds imposable dans la dite municipalité, ainsi que les grains, foins, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage contenus dans les dits bâtiments, conformément aux dispositions de l'article 40 de la Loi des Assurances de Québec.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances, (Chap. 243, S. R. Q., 1925), ce 27ième jour de septembre 1935.

Le Surintendant des Assurances,
B.-ARTHUR DUGAL,
Pour le Trésorier de la Province de Québec.
Service des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 5347—40-2-o

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle de la Municipalité de la paroisse de Saint-Irénée", in the county of Charlevoix-Est, has been licensed and registered as a corporation in order to keep insured against accidents by fire, or fire and lightning, or fire, lightning and wind, the farm live stock and any building erected upon taxable land within the said municipality, as well as grain, hay, fodder, household furniture and agricultural implements contained in such buildings, pursuant to the provisions of Section 40 of the Quebec Insurance Act.

Given pursuant to the provisions of Section 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q., 1925), this 27th day of September 1935.

Superintendent of Insurance,
B. ARTHUR DUGAL,
For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 5348—40-2-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Magloire", dans le comté de Bellechasse, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation pour faire des affaires d'assurance mutuelle contre le feu, sur les animaux de ferme, sur des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés), dans les limites du comté de Bellechasse, tel que mentionné dans la déclaration transmise à l'inspecteur des assurances, et datée du 23ième jour de juin 1935.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la loi des assurances, (Chap. 243 S. R. Q., 1925), ce 27ième jour de septembre 1935.

Le Surintendant des assurances,
B.-ARTHUR DUGAL.
Pour le Trésorier de la Province de Québec.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 5349—40-2-o

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Magloire", in the county of Bellechasse, has been licensed and registered as a corporation for the transaction of mutual insurance business against fire, on farm live stock, upon farm buildings and isolated risks (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra hazardous risks), within the limits of the county of Bellechasse, as set forth in the declaration filed with the Inspector of Insurance, and dated the 32rd day of June 1935.

Given pursuant to the provisions of Article 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q., 1925), this 27th day of September 1935.

Superintendent of Insurance,
B. ARTHUR DUGAL.
For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 5350—40-2-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présenté donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Nicolas", dans le comté de Lévis, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation pour faire des affaires d'assurance mutuelle contre le feu, sur les ani-

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Nicolas", in the county of Levis, has been licensed and registered as a corporation for the transaction of mutual insurance business against fire, on farm live stock, upon farm build-

maux de ferme, sur des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés), dans les limites du comté de Lévis, tel que mentionné dans la déclaration transmise à l'inspecteur des assurances, et datée du 28ième jour de juillet 1935.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la loi des assurances, (Chap. 243 S. R. Q., 1925), ce 27ième jour de septembre 1935.

Le Surintendant des assurances,
B.-ARTHUR DUGAL.

Pour le Trésorier de la Province de Québec.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 5351—40-2-o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle de la Municipalité de Sainte-Thérèse de Blainville", dans le comté de Terrebonne, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation à l'effet de tenir assuré contre les accidents du feu, ou du feu et de la foudre, ou du feu, de la foudre et du vent, lesl animaux de ferme, des bâtiments situés sur tout bien-fonds imposable dans la dite municipalité, ainsi que les grains, foins, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage contenus dans les dits bâtiments, conformément aux dispositions de l'article 40 de la Loi des Assurances de Québec.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances, (Chap. 243, S. R. Q., 1925), ce 27ième jour de septembre 1935.

Le Surintendant des Assurances,
B.-ARTHUR DUGAL.

Pour le Trésorier de la Province de Québec.
Service des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 5353—40-2-o

ings and isolated risks (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra hazardous risks), within the limits of the county of Levis, as set forth in the declaration filed with the Inspector of Insurance, and dated the 28th day of June 1935.

Given pursuant to the provisions of Article 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q., 1925), this 27th day of September 1935.

Superintendent of Insurance,
B. ARTHUR DUGAL.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 5352—40-2-o

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle de la Municipalité de Sainte-Thérèse de Blainville", in the county of Terrebonne, has been licensed and registered as a corporation in order to keep insured against accidents by fire, or fire and lightning, or fire, lightning and wind, the farm live stock and any building erected upon taxable land within the said municipality, as well as grain, hay, fodder, household furniture and agricultural implements contained in such buildings, pursuant to the provisions of Section 40 of the Quebec Insurance Act.

Given pursuant to the provisions of Section 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q., 1925), this 27th day of September 1935.

Superintendent of Insurance,
B. ARTHUR DUGAL.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 5354—40-2-o

Ministère de l'agriculture

AVIS PUBLIC

Concernant l'organisation d'un cercle agricole dans la paroisse de Saint-Médard, comté de Rimouski.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Rimouski, sous le nom de "Cercle agricole de la paroisse de Saint-Médard", lequel est présentement constitué en corporation, conformément à la loi des cercles agricoles. (Chap. 55 des S. R. Q., 1925).

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, ce 3 octobre 1935. 5527-o

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de l'Islet, sous le nom de "Syndicat d'Elevage de Chevaux Canadiens de l'Islet", dont le principal bureau est situé dans la paroisse de l'Islet.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, le 30 septembre 1935. 5529-o

Department of Agriculture

PUBLIC NOTICE

Concerning the organization of a farmers' club in the parish of Saint Médard, county of Rimouski.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a farmers' club in the county of Rimouski, under the name of "Cercle agricole de la paroisse de Saint-Médard", which is presently incorporated, pursuant to the Farmers' Club Act. (Chap. 55 of the R. S. Q., 1925).

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy-Minister of Agriculture.

Quebec, October 3, 1935. 5528

Notice is hereby given that a breeding syndicate was formed in the county of l'Islet, under the name of "Syndicat d'Elevage de Chevaux Canadiens de l'Islet", the head office of which is situate in the parish of l'Islet.

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy-minister of Agriculture.

Quebec, September 30, 1935. 5530

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

ES.-L. PATENAUDE.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

L. DESILETS, *Assistant-Procureur-Général-Suppléant.*

ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions des Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 261, article 2, un plan du cadastre de la municipalité de Havre Saint-Pierre (Seigneurie de Ferme et de Mingan), comté de Saguenay, compris dans la division d'enregistrement de Saguenay, lequel plan fait maintenant partie des archives de son bureau;

ATTENDU qu'une copie du dit plan a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay, avec une copie du livre de renvoi énonçant ce qui suit, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code Civil de Notre Province de Québec, savoir:

1.—Une description générale de chaque lot de terre sur le plan;

2.—Le nom du propriétaire de chaque lot autant qu'il est possible de s'en assurer;

3.—Toutes remarques nécessaires pour faire comprendre le plan;

Chaque lot de terre sur le plan y est indiqué par un numéro d'une seule série, qui est inscrit dans le livre de renvoi pour y désigner le même lot;

Et vu les dispositions des articles 2168 et suivants du Code Civil de Notre Province;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous donnons avis du dépôt au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay, des plan et livre de renvoi préparés tel que susdit pour le cadastre de la municipalité de Havre Saint-Pierre (Seigneurie de Ferme et de Mingan), comté de Saguenay, et

Nous fixons au trentième jour d'octobre 1935, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 C. C., deviendront en force, dans la division d'enregistrement de Saguenay, relativement au territoire désigné ci-dessus, et

Nous invitons toutes personnes intéressées, à peine de perdre la priorité conférée par le Code Civil de Notre Province, à renouveler, dans les deux ans qui suivent le trentième jour d'octobre 1935, date fixée par la présente proclamation, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans le dit territoire, tel enregistrement devant être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168 C. C., en observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 C.C., pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

ES. L. PATENAUDE.

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

L. DESILETS, *Acting-Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS the Honourable the Minister of Colonization, of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 251, article 2, a plan of the cadastre of the Municipality of Havre Saint-Pierre (Seigniory of Ferme and of Mingan), county of Saguenay, comprised in the Registration Division of Saguenay, which plan now forms part of the archives of his office;

WHEREAS a copy of the said plan has been deposited in the office of the registration division of Saguenay, with a copy of the book of reference setting forth the following, in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec, to wit:

1.—A general description of each lot of land shown upon the plan;

2.—The name of the owner of each lot, so far as it can be ascertained;

3.—All remarks necessary to the right understanding of the plan;

Each lot of land is shown on the plan by a single serial number which is inscribed in the book of reference to designate the same lot;

And considering the provisions of articles 2168 and following of the Civil Code of Our Province;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council,

We give notice of the filing in the office of the registration division of Saguenay, of the plan and book of reference prepared such as aforesaid for the cadastre of the Municipality of Havre Saint-Pierre, (Seigniory of Ferme and of Mingan), county of Saguenay, and

We fix on the thirtieth day of October, 1935, as the day on which the provisions of article 2168 C. C., shall come into force in the registration division of Saguenay, respecting the territory hereabove designated and

We call upon all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province, to renew, within the two years following the thirtieth day of October, 1935, date fixed by the present proclamation, the registration of any real right on any lot of land comprised in the said territory, such a registration to be renewed by transcribing, in a register kept for that purpose, a notice designating the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168 C. C., upon observing the other formalities prescribed in article 2131 C. C., for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. ESIOFF-LÉON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce PREMIER jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent trente-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-sixième année.

Par ordre,

ALEX. DESMEULES,
5531–o Sous-secrétaire de la Province.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council of Canada, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this FIRST day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty five and in the twenty sixth year of Our Reign.

By command,

ALEX. DESMEULES,
5532 Assistant Provincial Secretary.

Avis divers

Canada, Province de Québec, District de Chicoutimi

Avis public est par le présent donné par la ville de Port-Alfred, dans les district et comté de Chicoutimi, qu'après la quatrième et dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour fixer la date des élections municipales au premier jour juridique de juillet au lieu du premier jour juridique de février.

Donné à Port Alfred, ce vingt-quatrième jour du mois de septembre mil neuf cent trente-cinq.

Le secrétaire-trésorier,
5289—39-4–o ROSAIRE CROFT N. P.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 83

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 2 octobre 1935, tenue au bureau de la Commission de l'Iudustrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G. Davidson et Théo-J. Lafrenière, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Granby;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Granby.

2. La région de Granby comprend la cité de Granby.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Granby, offrir, vendre ou livrer à domicile du lait embouteillé à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Granby, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commer-

Miscellaneous Notices

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi.

Public notice is hereby given by the Town of Port-Alfred, in the district and county of Chicoutimi, that after the fourth and last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, it shall apply to the Lieutenant-Governor in Council to fix the date of the municipal elections to the first juridical day of July instead of the first juridical day of February.

Given at Port-Alfred, this twenty-fourth day of the month of September, one thousand nine hundred and thirty five.

ROSAIRE CROFT, N. P.,
5290—39-4 Secretary-Treasurer.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 83

Excerpt from the proceedings of the meetings of Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 2, 1935, held at the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G. Davidson and Théo. J. Lafrenière, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Granby;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Granby.

2. The region of Granby includes the city of Granby.

3. No person shall, within the limits of said region of Granby, offer, sell or deliver bottled milk at home at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Granby, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior

ce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

5. Nul établissement de commerce, sauf les usines de pasteurisation et les laitiers, ne pourra vendre du lait en bouteille à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 60 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 27 avril 1935, et entre en vigueur le 15 octobre 1935.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier ladite ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
R.-G. Davidson,
Théo.-J. Lafrenière.

Certifié,
M. H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 2 octobre 1935. 5543–o

to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

5. No business establishment, save pasteurizing and dairy plants, shall sell bottled milk at a price inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 60 of said Commission, as published in the *Official Gazette of Quebec* for April 27, 1935, and comes into force on October 15, 1935.

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
R. G. Davidson,
Theo. J. Lafreniere.

Certified,
M. H. HUDON,
The Secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, October 2, 1935. 5544–o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 85

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 2 octobre 1935, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G. Davidson et Théo.-J. Lafrenière, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Chicoutimi;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Chicoutimi.

2. La région de Chicoutimi comprend la cité de Chicoutimi, et la municipalité de village de Rivière-du-Moulin.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.60 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il recoit de ceux-ci, $1.50 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Chicoutimi, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Chicoutimi, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 54 de ladite Commission, publiée dans la

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 85

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 2, 1935, held at the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G. Davidson and Théo. J. Lafrenière, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Chicoutimi;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Chicoutimi.

2. The region of Chicoutimi includes the city of Chicoutimi, and the village municipality of Rivière du Moulin.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, $1.60 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, $1.50 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Chicoutimi, offer,sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Chicoutimi, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 54 of said Commission, as published in the *Official*

Gazette officielle de Québec, en date du 27 avril 1935, et entre en vigueur le 15 octobre 1935.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier ladite ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
R.-G. Davidson,
Théo.-J. Lafrenière.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 2 octobre 1935. 5547–o

Gazette of Quebec for April 27, 1935, and comes into force on October 15, 1935.

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
R. G. Davidson,
Theo. J. Lafreniere.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, October 2, 1935. 5548–o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 84

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 2 octobre 1935, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G. Davidson et Théo.-J. Lafrenière, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Cowansville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Cowansville.

2. La région de Cowansville comprend les municipalités de la ville de Cowansville et du village de Sweetsburg.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.75 net F.A.B. la ferme du producteur.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Cowansville, offrir, vendre ou livrer à son domicile, ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Cowansville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 76 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 15 juin 1935, et entre en vigueur le 15 octobre 1935.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier ladite ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
R.-G. Davidson,
Théo.-J. Lafrenière.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 2 octobre 1935. 5545–o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 84

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 2, 1935, held at the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G. Davidson and Théo. J. Lafrenière, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Cowansville;

IS IT ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Cowansville.

2. The region of Cowansville includes the municipalities of the town of Cowansville and of the village of Sweetsburg.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, $1.75 net F.O.B. farm of producer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Cowansville, offer, sell or deliver at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Cowansville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 76 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* for June 15, 1935, and comes into force on October 15, 1935.

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
R. G. Davidson,
Theo. J. Lafreniere.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, October 2, 1935. 5546–o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 86

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 2 octobre 1935, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G. Davidson et Théo.-J. Lafrenière, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'Industrie laitière dans la région de Jonquière;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Jonquière.

2. La région de Jonquière comprend les villes de Jonquière et de Kénogami et la cité d'Arvida.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.60 net F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.50 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Jonquière, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Jonquière, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 55 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 27 avril 1935, et entre en vigueur le 15 octobre 1935.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier ladite ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
R.-G. Davidson,
Théo.-J. Lafrenière.
Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 2 octobre 1935. 5549–o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 86

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 2, 1935, held at the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G. Davidson and Theo. J. Lafrenière, commissioners, Marc-H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the Dairy industry within the region of Jonquiere;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Jonquiere.

2. The region of Jonquiere includes the towns of Jonquiere and Kenogami and the city of Arvida.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, $1.60 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, $1.50 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Jonquiere, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Jonquire, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 55 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* for April 27, 1935, and comes into force on October 17, 1935.

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
R. G. Davidson,
Theo. J. Lafreniere.
Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, October 2, 1935. 5550–o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 87

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 2 octobre 1935, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 87

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 2, 1935, held at the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G. Davidson et Théo.-J. Lafrenière, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne.

2. La région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, comprend la ville de Saint-Jérôme.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.75 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Jérôme, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Jérôme, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 74 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 8 juin 1935, et entre en vigueur le 15 octobre 1935.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier ladite ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
R.-G. Davidson,
Théo.-J. Lafrenière.
Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 2 octobre 1935. 5551-o

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G. Davidson and Théo. J. Lafrenière, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint Jerome, in the county of Terrebonne;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint Jerome, in the county of Terrebonne.

2. The region of Saint Jerome, in the county of Terrebonne, includes the town of Saint Jerome.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $1.75 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Saint Jerome, offer, sell or deliver at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Saint Jerome, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 74 of said Commission, as published in the *Official Gazette of Quebec*, for June 8, 1935, and comes into force on October 15, 1935.

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
R. G. Davidson,
Theo. J. Lafreniere.
Certified,
M. H. HUDON,
The Secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, October 2, 1935. 5552-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 88

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 2 octobre 1935, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G. Davidson et Théo.-J. Lafrenière, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Montmagny;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Montmagny.

2. La région de Montmagny comprend la ville de Montmagny et, contiguë à la ville de Mont-

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 88

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 2, 1935, held at the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G. Davidson, and Theo. J. Lafrenière, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Montmagny;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Montmagny.

2. The region of Montmagny includes the town of Montmagny, and a strip of land half a mile

magny, une lisière de terrain d'un demi-mille en profondeur de la municipalité de Saint-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille, dans le district judiciaire de Montmagny.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montmagny, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, huit sous la pinte, seize sous le pot et trente-deux sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 65 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 1er juin 1935, et entre en vigueur le 1er novembre 1935.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
R.-G. Davidson,
Théo.-J. Lafrenière.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 2 octobre 1935. 5553-o

deep forming part of the municipality of Saint Thomas de la Pointe à la Caille, in the judicial district of Montmagny.

3. No person shall, within the limits of said region of Montmagny, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint, eight cents a quart and thirty two cents a gallon.

The present order cancels Order No. 65 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* for June 1st, 1935, and comes into force on November 1st, 1935.

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the Official *Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
R. G. Davidson,
Theo. J. Lafreniere.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry, Commission.

Quebec, October 2, 1935. 5554-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 89

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 2 octobre 1935, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H. C. Bois, président, R.-G. Davidson et Théo.-J. Lafrenière, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Windsor Mills;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Windsor Mills.

2. La région de Windsor Mills comprend la municipalité de la ville de Windsor et celle de Saint-François-Xavier-de-Brompton, toutes deux dans le comté de Richmond.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Windsor Mills, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Windsor Mills, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Windsor Mills, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à vingt-quatre sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 75 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 15 juin 1935, et entre en vigueur le 15 octobre 1935.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 89

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 2, 1935, held at the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G. Davidson and Theo. J. Lafrenière, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Windsor Mills;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Windsor Mills.

2. The region of Windsor Mills includes the municipality of the town of Windsor and that of Saint François Xavier de Brompton, both in the county of Richmond.

3. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills, offer, sell or deliver at his home or his business place or at the home of the purchase, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to twenty four cents a gallon.

The present order cancels Order No. 75 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* for June, 15, 1935, and comes into force on October 15, 1935.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier ladite ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
R.-G. Davidson,
Théo.-J. Lafrenière.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 2 octobre 1935. 5555–o

La formation d'une société sous le nom de "L'Association des Employés en Chaussures de Sainte-Marie-Beauce", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par arrêté en conseil en date du quatrième jour d'octobre 1935.

Le siège principal de la société est Sainte-Marie-Beauce.

ALEX. DESMEULES,
5585–o Sous-secrétaire de la Province.

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
R. G. Davidson,
Theo. J. Lafreniere.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, October 2, 1935. 5556–o

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés en Chaussures de Sainte-Marie-Beauce", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by Order-in-Council dated the fourth day of October, 1935.

The principal place of business of the association is in Sainte Marie-Beauce.

ALEX. DESMEULES,
5586 Assistant Provincial Secretary.

Bureau-chef

MASSE & GAUTHIER INC.

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Masse & Gauthier Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le treizième jour de juin 1935, a établi son bureau à 5504 avenue Verdun, Verdun.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau chef.

Daté à Verdun, ce cinquième jour d'octobre 1935.

Le Président,
5557–o EUGENE LORENZO GAUTHIER.

Chief Office

MASSE & GAUTHIER INC.

Notice is hereby given that "Masse & Gauthier Inc.", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, on the thirteenth of June 1935, has established its office at 5504 Verdun Avenue, Verdun.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Verdun, this fifth day of October, 1935.

EUGENE LORENZO GAUTHIER,
5558–o President.

Chartes:—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Coopérative Catholique des Consommateurs de Conbustible, Incorporée", constituée en corporation par lettres patentes en date du cinquième jour d'août 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du cinquième jour d'octobre 1935, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour d'octobre 1935.

ALEX. DESMEULES,
5523–o Sous-secrétaire de la Province.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Beaumur Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du cinquième jour de juin 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du cinquième jour d'octobre 1935, la dite compagnie a pris fin.

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Coopérative Catholique des Consommateurs de Combustible, Incorporée", incorporated by letters patent dated the fifth day of August, 1933.

Notice is also given that from and after the fifth day of October, 1935, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of October, 1935.

ALEX. DESMEULES,
5524 Assistant Provincial Secretary.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Beaumur Corporation", incorporated by letters patent dated the fifth day of June, 1934.

Notice is also given that from and after the fifth day of October, 1935, the said company shall be dissolved.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour d'octobre 1935.

ALEX. DESMEULES,
5525–o Sous-secrétaire de la Province.

"THE LAKE FORTUNE MINING COMPANY, LIMITED"
(Libre de responsabilité personnelle)

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie dite "The Lake Fortune Mining Company, Limited"—(Libre de responsabilité personnelle), donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera à son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, à compter de la date qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur de fixer.

Daté à Montréal, ce huitième jour d'octobre 1935.

Le secrétaire,
5587 W.-L. PATTERSON.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of October, 1935.

ALEX. DESMEULES,
5526 Assistant Provincial Secretary.

"THE LAKE FORTUNE MINING COMPANY, LIMITED"
(No Personal Responsibility)

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "The Lake Fortune Mining Company, Limited"—(No Personal Responsibility), hereby gives public notice that it will make application to His Honour the Lieutenant-Governor of Quebec, for the acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by the Lieutenant-Governor.

Dated at Montreal, this 8th day of October, 1935.

W. L. PATTERSON,
5588–o Secretary.

Département de l'Instruction publique

No 665-35.

Québec, le 8 octobre 1935.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Bourlamaque", dans le comté d'Abitibi, le territoire formant actuellement la Ville de Bourlamaque, tel que décrit dans le chapitre 105 des Statuts de Québec, 24 George V, 1934. Ce territoire ne fait actuellement partie d'aucune municipalité scolaire déjà existante.

5573—41–2–o

No 1038-35.

Québec, le 8 octobre 1935.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire du Lac Frontière, comté de Montmagny, les rangs 11, 12 et 13 du canton de Talon qui ne font actuellement partie d'aucune municipalité scolaire déjà existante.

5575—41–2–o

No 290-35.

Québec, le 8 octobre 1935.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire du Village de Val d'Or", dans le comté d'Abitibi, le territoire décrit dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 31 août 1935, à la page 3620, ainsi que les blocs Nos 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43 et 44 du canton de Bourlamaque.

5577—41–2–o

No 105–32.

Québec, le 1er octobre, 1935.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Huberdeau, dans le comté d'Argenteuil, les lots Nos 26 à 35 inclusivement du rang VIII, du canton de Arundel, et de les annexer à la municipalité scolaire de Brébeuf, dans le comté de Terrebonne. 5431—40–2–o

No 1368–34.

Québec, le 1er octobre, 1935.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Flore, comté de Saint-

Department of Public Instruction

No. 665-35.

Quebec, October 8, 1935.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "The school municipality of Bourlamaque", in the county of Abitibi, the territory actually forming the Town of Bourlamaque, as described in Chapter 105 of the Statutes of Quebec, 24 George V, 1934. The said territory does not actually form part of any already existing school municipality.

5574—41–2

No. 1038-35.

Quebec, October 8, 1935.

Application is made to annex to the school municipality of Lac Frontière, county of Montmagny, ranges 11, 12 and 13 of the township of Talon which does not form part of any already existing school municipality.

5576—41–2

No. 290-35.

Quebec, October 8, 1935.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "The school municipality of the Village of Val d'Or", in the county of Abitibi, the territory described in the *Quebec Official Gazette*, dated August 31, 1935, on page 3620, as well as blocks Nos. 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43 and 44 of the township of Bourlamaque.

5578—41–2

No. 105–32.

Quebec, October 1st., 1935.

Application is made to detach from the school municipality of Huberdeau, in the county of Argenteuil, lots Nos. 26 to 35 inclusively of range VIII, of the township of Arundel, and to annex them to the school municipality of Brébeuf, in the county of Terrebonne. 5432—40–2

No. 1368–34.

Quebec, October 1st., 1935.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte Flore, county of Saint

Maurice, les lots Nos 39, 40, 43, 44, 45 et 46 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore et de les annexer à la municipalité scolaire de Shawinigan-Falls, même comté.

5433—40-2-o

Maurice, lots Nos. 39, 40, 43, 44, 45 and 46 of the official cadastre for the parish of Sainte Flore and to annex them to the school municipality of Shawinigan-Falls, same county.

5434—40-2

ERRATA

A la page 3974 de la *Gazette officielle de Québec*, du 5 octobre 1935, re: "Club de Hockey Canadien, Inc.", dans le paragraphe (*m*), huitième ligne, version française, lisez "ou" aucunes obligations au lieu de "pour" aucunes obligations", et au même paragraphe, même ligne, version anglaise, lisez "or" any bonds au lieu de "for" any bonds, et au nom de la compagnie, version anglaise, lisez "Club de Hockey Canadien, Inc.", au lieu de "Club de Hockey Canadian, Inc.".

5533-o

ERRATA

On page 3974 of the *Quebec Official Gazette*, of October 5, 1935, re: "Club de Hockey Canadien, Inc.", in paragraph (*m*), eighth line, French version, read: "ou" aucunes obligations, instead of "pour" aucunes obligations", and in the same paragraph, same line, English text, read: "or" any bonds" instead of "for any bonds", and in the name of the company, English text, read: "Club de Hockey Canadian, Inc." instead of "Club de Hockey Canadien, Inc.".

5534-o

Ville de Saint-Laurent.

Dans l'avis de vente pour taxes publié dans la *Gazette officielle de Québec*, des 28 septembre 1935 et 5 octobre 1935, aux pages 3940 et 3977, au nom de Boucher, Aimé, N.P., veuillez lire "69 à 73" au lieu de "89 à 73". 5597—o

Town of Saint Laurent.

In the notice of sale for taxes published in the *Quebec Official Gazette* dated September 28, 1935, and October 5, 1935, on pages 3940 and 3977, at the name of Boucher, Aimé, N.P., please read "69 to 73" instead of "89 to 73". 5598—o

Nomination

No 1383-Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination de 1 Commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 4 octobre courant (1935), de nommer M. Philippe Tremblay, Commissaire d'écoles pour la municipalité de Péribonka, dans le comté de Roberval. 5579—o

Appointment

No. 1383-Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of 1 School Commissioner.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated October 4, instant, (1935), to appoint Mr. Philippe Tremblay, School Commissioner for the Municipality of Péribonka, in the county of Roberval. 5580

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure No C-140871.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le douzième jour de septembre 1935, dans une cause dans laquelle Eliane Landreville, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Jean-Baptiste Landry, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, est demanderesse; Siméon Pelletier, prêtre, économe du Collège de L'Assomption, de la cité de l'Assomption, district de Joliette, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Vital Racette, de son vivant des mêmes lieux, et Moïse-Eugène Plante, de la Cité de Verdun, district de Montréal, en sa qualité de curateur à la succession vacante d'Élisaveta Ceoban, défendeurs; ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit, savoir

Un emplacement situé à Montréal, ayant front sur la rue Hurteau, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal sous le numéro deux cent quarante-deux de

Sales by licitation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No C-140871.

Notice is given pursuant to a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the twelfth day of September, 1935, in a cause wherein Eliane Landreville, of the city and district of Montreal, wife separate as to property by marriage contract of Jean Baptiste Landry of the same place, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, is plaintiff; Siméon Pelletier, Priest, Bursar of the Collège de l'Assomption, of the city of l'Assomption, district of Joliette, in his quality of testamentary executor of the late Vital Racette, in his lifetime of the same place, and Moïse Eugène Plante, of the city of Verdun, district of Montreal, in his quality of curator to the vacant Estate of Elisaveta Ceoban, defendants; ordering the licitation of an immovable designated as follows, to wit:

An emplacement situate at Montreal, fronting on Hurteau Street, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal under number two hundred

la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-242)—avec les bâtisses y érigées et droit de passage en commun dans la ruelle située en arrière dudit emplacement.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le 30ième (TRENTIEME) jour d'OCTOBRE 1935, Cour Supérieure, division de Pratique, Chambre 31, ou à toute autre chambre que le Juge présidant pourra la référer, à DIX heures TRENTE de l'avant-midi, au Palais de Justice à Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et l'adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de $1,000.00 sera exigé de tout enchérisseur pour la propriété ci-dessus décrite.

Montréal, 23 septembre 1935.

Le procureur de la demanderesse,

5269—39-2-o PAUL-HUBERT PELLERIN.

Province de Québec, district de Richelieu, Cour Supérieure No 9126.

Avis public est, par les présentes, donné par et en vertu du jugement de la Cour Supérieure, dans le district de Richelieu, siégeant à Sorel le 7 octobre courant (1935), dans une cause dans laquelle Arthur Ponbriand, cultivateur, de la paroisse de Lemieux, district de Nicolet, est le demandeur et Adélard Pontbriand, commerçant du village de Saint-Guillaume, district de Richelieu, est le défendeur et Dame Joséphine Falardeau et autres sont les mis-en-cause, ordonnant la licitation des immeubles suivants, savoir:

(*a*) Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Guillaume, sur le quatrième rang, contenant trente-deux arpents de superficie; avec les bâtisses dessus; à distraire le terrain concédé à la devanture; le dit lopin de terre étant le numéro sept cent trente-quatre (No 734) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté d'Yamaska, pour la dite paroisse de Saint-Guillaume d'Upton;

(*b*) La mootié indivise d'un lopin de terre situé en la même paroisse, sur le rang Sorel Nord, de deux arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins avec la grange dessus; le dit lopin de terre étant le numéro cinq cent trois (No 503), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre susdit;

(*c*) La moitié indivise d'une portion de terre située en la même paroisse, sur le quatrième rang, de forme très irrégulière et contenant environ vingt-et-un arpents en superficie en abatis et bois debout; sans bâtisse, la dite portion de terre faisant partie des numéros sept cent vingt-huit, sept cent trente, sept cent trente-et-un, sept cent trente-trois et sept cent trente-quatre (Pt. Nos. 728, 730,731, 733 et 734) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre susdit;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain (1935), Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice, à Sorel, à DIX

and forty two of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-242)—with the buildings thereon erected and right of way in common in the lane situate in rear of the said emplacement.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the last and highest bidder, on the 30th (THIRTIETH) day of OCTOBER, 1935, Superior Court, Practice Division, Room 31, or in any other room which the Presiding Judge may designate at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, in the Court House at Montreal, subject to the charges, clauses and conditions set forth in the list of charges deposited at the Prothonotary's office of the said Court; and all oppositions to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said sale by licitation should be filed at the said Prothonotary's Office, at least twelve days before the date so fixed for the said sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of $1,000.00 will be exacted from each and every bidder for the hereinabove described property.

Montreal, September 23, 1935.

PAUL HUBERT PELLERIN,

5270—39-2 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court, No. 9126.

Public notice is hereby given, under and by virtue of a judgment of the Superior Court, in the District of Richelieu, sitting at Sorel, on the seventh day of October (1935), in a cause wherein Arthur Pontbriand, farmer, of the Parish of Lemieux, District of Nicolet, is plaintiff, and Adelard Pontbriand, trader of the Village of Saint Guillaume, District of Richelieu, is defendant, and Dame Josephine Falardeau and others are Mis-en-Cause, ordering the licitation of the following immovables, to wit:

(*a*) A parcel of land situate in the Parish of Saint Guillaume, in the fourth range, containing thirty two arpents in area with the buildings thereon erected; to be deducted that lot of land conceded in the front; said parcel of land being number seven hundred and thirty four (No. 734) on the official cadastral plan and book of reference for the County of Yamaska, for the said Parish of Saint Guillaume d'Upton;

(*b*) The undivided half of a parcel of land situate in the same Parish, in Range "Sorel Nord" measuring two arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less, with the barn thereon erected; said parcel of land being number five hundred and three (No. 503) on the aforesaid cadastral plan and book of reference;

(*c*) The undivided half of a parcel of land situate in the same Parish in the fourth range, of very irregular figure and containing about twenty one arpents in area in "abatis" and standing timber—with buildings, said parcel of land forming part of lots numbers seven hundred and twenty eight, seven hundred and thirty, seven hundred and thirty one, seven hundred and thirty three and seven hundred and thirty four (Pt. Nos. 728, 730, 731, 733 and 734) on the aforesaid official cadastral plan and book of reference;

The hereinabove designated immoveables shall be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, 1935, sitting the Court, in the Court Room of the Court House, at Sorel, at

heures de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver, devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forclose du droit de le faire.

Sorel, 8 octobre 1935.

Le procureur du demandeur,
P. N. PONTBRIAND,

5563—41-2-o

TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions set forth in the list of charges deposit at the Prothonotary's office of the said Court; and all oppositions to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said sale by licitation should be filed at the said Prothonotary's Office, at least twelve days before the date so fixed for the said sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Sorel, October 8th., 1935.

P. N. PONTBRIAND,
Attorney for plaintiff.

5564—41-2

Soumissions

Province de Québec, district de Montréal, La Ville de Dorval.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées (Soumissions pour obligations) pour l'achat d'une émission d'obligations datées du 1er novembre 1935, au montant de $35,000.00 à un taux d'intérêt de 4%, remboursables par séries comme suit:

Emprunt 20 ans, $35,000.00, par séries.

Date	Intérêt	Principal	Total	Balance due
1935		.....		
1936		1,000.00		
1937		1,000.00		
1938		1,000.00		
1939		1,000.00		
1940		1,000.00		
1941		1,500.00		
1942		1,500.00		
1943		1,500.00		
1944		1,500.00		
1945		1,500.00		
1946		2,000.00		
1947		2,000.00		
1948		2,000.00		
1949		2,000.00		
1950		2,000.00		
1951		2,500.00		
1952		2,500.00		
1953		2,500.00		
1954		2,500.00		
1955		2,500.00		
		$35,000.00		

seront reçues par le soussigné d'aujourd'hui au 28 octobre 1935, à 5 heures de l'après-midi, au bureau du soussigné No 40 rue Martin, à Dorval, Qué.

Intérêts semi-annuels, payables le 1er mai et le 1er novembre de chaque année.

L'obligation pourra être enregistrée.

Objet de l'emprunt:—Pour pourvoir au remboursement d'une partie de l'emprunt de $59,000.00 contracté en vertu des règlements Nos 41 et 42 de la Ville de Dorval, échéant le 1er novembre 1935.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, égal à 1 % du montant de l'emprunt.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Tenders

Province of Quebec, District of Montreal, The Town of Dorval.

Public notice is hereby given, that sealed tenders and endorsed (tender for Bonds) for the purchase of an issue of bonds dated from the 1st of November, 1935, of $35,000.00 at a rate of interest of 4%, redeemable serially as follows:

Loan 20 years, $35,000.00, by series.

Date	Interest	Principal	Total	Balance due.
1935		.....		
1936		1,000.00		
1937		1,000.00		
1938		1,000.00		
1939		1,000.00		
1940		1,000.00		
1941		1,500.00		
1942		1,500.00		
1943		1,500.00		
1944		1,500.00		
1945		1,500.00		
1946		2,000.00		
1947		2,000.00		
1948		2,000.00		
1949		2,000.00		
1950		2,000.00		
1951		2,500.00		
1952		2,500.00		
1953		2,500.00		
1954		2,500.00		
1955		2,500.00		
		$35,000.00		

will be received by the undersigned from to-day until the 28th. of October, 1935, at 5 o'clock in the afternoon, at the office of the undersigned, No. 40 Martin Street, at Dorval, Que.

Semi-annual interest payable the 1st. of May and the 1st of November of each year.

The Bond is registerable.

Object of the loan: To provide for the reimbursement of part of loan of $50,000.00, contracted in virtue of By-laws Nos. 41 and 42 of the Town of Dorval, maturing November 1st., 1935.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

Every tender must specify whether the accrued interest is included or not in the price of the tender.

La Ville de Dorval se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Dorval, le 7 octobre 1935.

Le secrétaire-trésorier de la Ville de Dorval,
HORACE MELOCHE.

5559–o

VILLE DE DRUMMONDVILLE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "soumission pour obligations" seront reçues par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Drummondville, jusqu'à mardi, le 29 octobre 1935, à 8 heures p.m., pour l'achat de débentures au montant de $29,000.00. Ces obligations sont émises en vertu de deux règlements, savoir le règlement No 212 autorisant un emprunt au montant de $9,500 pour payer le coût de certains travaux publics exécutés en 1934, et le règlement No 213 autorisant un emprunt au montant de $19,500 pour l'exécution de certains travaux publics. Ces deux règlements ont été approuvés par les électeurs par la Commission Municipale de Québec et par le lieutenant-Gouverneur en Conseil. Débentures datées le 1er novembre 1935, payables en séries pendant une période de trente ans, intérêt: 4% payable semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre. Capital et intérêt payables à la Banque de Montréal, à Drummondville ou à Montréal. Dénominations au gré de l'acheteur. Livraison dans les trente jours après la vente.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté au montant de 1% du montant de la soumission. Un intérêt de 4% sera payé jusqu'à la date de la livraison sur le dépôt du soumissionnaire dont l'offre aura été acceptée.

Tout soumissionnaire devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

La municipalité se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Daté à Drummondville, ce cinquième jour d'octobre 1935.

Le secrétaire-trésorier,
JOSEPH MARIER.

5561–o

AVIS PUBLIC.

SOUMISSIONS DEMANDÉES

Avis est par les présentes donné que la Ville de Nicolet recevra, au bureau de Me Honoré Grenier, greffier, des soumissions pour la vente de quatre-vingt-seize mille dollars ou cent huit mille cinq cents dollars ($96,000.00 ou 108,500.00) selon que la ville décidera, d'HUI jusqu'à SIX heures de l'après-midi, le VINGT ET UNIEME jour d'OCTOBRE 1935, et que les soumissions reçues seront ouvertes et prises en considération à sa séance régulière, tenue au lieu ordinaire de ses séances, à l'Hôtel de Ville, en la ville de Nicolet, à huit heures de l'après-midi, le vingt et un octobre 1935, la Ville de Nicolet se réservant le droit de n'accepter aucune des soumissions produites, ni la plus basse. L'emprunt est basé sur une échelle d'annuités payables pendant quarante années, à un taux ne dépassant pas quatre pour cent l'an. Un tableau des versements annuels payables sur le capital est annexé au règlement et pourra être communiqué sur demande au greffier de la ville.

Des soumissions sont sollicitées:

1° pour une émission de débentures à trois et demi pour cent (3½%) avec échéance pendant

The Town of Dorval shall reserve the right of not accepting either the highest or any of the tenders.

Dorval, October 7th., 1935.

HORACE MELOCHE,
Secretary-treasurer of the Town of Dorval.

5560–o

TOWN OF DRUMMONDVILLE

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tender for Bonds" will be received by the undersigned, Secretary-Treasurer of the Town of Drummondville, until Tuesday, the 29th of October 1935, at 8 o'clock P. M., for the purchase of bonds to the amount of $29,000.00. The said bonds shall be issued in virtue of two By-Laws, to wit: By-Law No. 212 authorizing a loan to the amount of $9,500 to pay the cost of certain public works executed in 1934, and By-Law No. 213, authorizing a loan to the amount of $19,500 for the execution of certain public works. These two regulations have been approved by the electors, by the Quebec Municipal Commission and by the Lieutenant Governor in Council. Bonds dated the 1st of November 1935, payable serially, for a period of thirty years, interest: 4%, payable semi-annually on the 1st of May and 1st of November. Capital and interest payable at the Bank of Montreal, at Drummondville or Montreal. Denominations at the option of the purchaser. Delivery within thirty days after the sale.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque to the amount of 1% of the tender. Interest at 4% will be paid up to the date of delivery on the deposit of the tenderer whose offer shall have been accepted.

Every tenderer must specify whether the accrued interest is or is not included in the price of the tender.

The Municipality does not obligate itself to accept either the highest or any of the tenders.

Dated at Drummondville, this 5th of October 1935.

JOSEPH MARIER,
Secretary-Treasurer.

5562

PUBLIC NOTICE.

CALL FOR TENDERS

Notice is hereby given that the Town of Nicolet shall receive, at the office of Me. Honoré Grenier, Clerk, tenders for the sale of ninety six thousand dollars or one hundred and eight thousand five hundred dollars ($96,000.000 or ($108,-500.00) as the Town may decide, from TO-DAY until SIX o'clock in the evening of the TWENTY FIRST of OCTOBER, 1935, and that the tenders received shall be opened and taken into consideration at its regular meeting, held in the usual meeting place, at the City Hall, in the Town of Nicolet, at eight o'clock in the evening, the twenty first of October 1935, the Town of Nicolet does not obligate itself to accept any of the tenders received, nor the lowest. The loan is based on the table of Maturities payable during forty years, at a rate not exceeding four per cent per annum. A table of annual instalments payable on the capital is annexed to the by-law and may be had on request from the Clerk of the Town.

Tenders are called:—

1.—for an issue of bonds at three and one half per cent (3½%) maturing during nine years

neuf ans d'après le tableau susdit et la balance échéant la dixième année.

2°—pour une émission de débentures à quatre pour cent (4%) avec échéance pendant neuf ans d'après le tableau susdit et la balance échéant la dixième année.

3°—pour une émission de débentures à quatre pour cent avec échéance pendant dix-neuf ans d'après le tableau susdit et la balance échéant la vingtième année.

Toute soumission doit être accompagnée d'un chèque égal à un pour cent du montant de l'emprunt.—Toute soumission doit spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Signé à Nicolet, ce huit octobre 1935.

Le greffier de la ville de Nicolet,

5589—o HONORÉ GRENIER.

according to the aforesaid table and the balance maturing the tenth year.

2.—for an issue of bonds at four per cent (4%) maturing during nine years according to the aforesaid table and the balance maturing the tenth year.

3.—for an issue of bonds at four per cent maturing during nineteen years according to the aforesaid table and the balance maturing the twentieth year.

Every tender should be accompanied by a cheque equal to one per cent of the amount of the loan. Each tender should specify whether the price offered includes or does not include the accrued interest on the bonds up to the time of their delivery.

Signed at Nicolet, this eighth of October, 1935.

HONORÉ GRENIER,

5590 Clerk of the Town of Nicolet.

Ventes pour taxes municipales—Sales for municipal taxes

PROVINCE DE QUÉBEC

Comté de Sherbrooke

VILLE DE LENNOXVILLE

Avis public est par les présentes donné par William-Reginald Baker, secrétaire-trésorier de la Ville de Lennoxville, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau du Conseil municipal à l'Hôtel de Ville de Lennoxville, MARDI, le CINQUIEME jour de NOVEMBRE mil neuf cent trente-cinq, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et d'intérêts mentionnés dans le tableau ci-dessous, ainsi qu'au paiement des frais subséquents encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC

County of Sherbrooke

TOWN OF LENNOXVILLE

Public notice is hereby given by William Reginald Baker, secretary-treasurer of the Town of Lennoxville, that the properties hereinafter described will be sold, by public auction, at the office of the Municipal council, in the Town Hall in the Town of Lennoxville, TUESDAY, the FIFTH day of NOVEMBER, nineteen hundred and thirty five, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes with interest mentioned in the hereunder statement, and also the payment of the costs which shall subsequently be incurred, unless these taxes, interest and costs be paid before the sale.

Noms des propriétaires — Names of Owners	Nos du cadastre — Cadastral Nos.	Subdivision	Taxes municip. — Municipal taxes	Taxes scolaires — School taxes	Intérêts — Interests	Total
Plamondon, Olivier	377, pt. 376	(2)	$ 38 60	$ 43 00	$ 15 90	$ 97 50
Ray, Lawrence	Pt. 178	(3)	65 00	50 00	7 40	122 40

(2) Le lot No 377 et partie du lot No 376 comme décrit dans un procès-verbal fait par F.-S. Pelletier, A.P. Sauf à distraire du dit terrain trois emplacements vendus par trois actes de vente enregistrés à Sherbrooke sous les Nos 262, 263 et 264 du rég. B, vol. 69—avec bâtisses.

Lot No. 377 and part of lot No. 376 as described in a proces-verbal made by F. S. Pelletier, P.L.S. Save and except therefrom three lots sold by three deeds of sale registered at Sherbrooke under Nos. 262, 263 and 264 of Reg. B, Vol. 69—with buildings.

(3) La partie du sud du lot No 178, étant le résidu du dit lot No 178, après avoir déduit deux parties de cela vendues par des actes de vente enregistrés à Sherbrooke sous le numéro 318 du Reg. B, Vol. 66 et le numéro 7867 du rég. B, vol. 71—avec bâtisses.

The southerly part of lot No. 178, being the residue of said lot No. 178 after deducting two portions thereof sold by deeds of sale registered at Sherbrooke in Reg. B, Vol. 66, No. 318 and Reg. B, Vol. 71, No. 7867—with buildings.

Les immeubles susmentionnés sont tous du cadastre du village (maintenant une Ville), de Lennoxville.

Donné à la ville de Lennoxville, ce huitième jour d'octobre mil neuf cent trente-cinq.

Le secrétaire-trésorier,

5581—41-2-o W.-R. BAKER.

The above mentioned immovables are on the cadastral plan for the Village (now Town) of Lennoxville.

Given at the Town of Lennoxville, this eighth day of October, nineteen hundred and thirty five.

W. R. BAKER,

5582—41-2-o Secretary-Treasurer.

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE VAL BARRETTE

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné par J.-A.-Raoul Bédard, secrétaire-trésorier de la Corporation Municipale du Village de Val Barrette, que la Commission Municipale de Québec, à une réunion de la dite Commission, tenue à Montréal, le 28 septembre, 1935, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 46*a* de la loi de la Commission Municipale de Québec, de faire vendre les immeubles situés dans la Municipalité du Village de Val Barrette, sur lesquels il est dû des arrérages pour taxes et qu'en conséquence les lots ou parties de lots ci-après mentionnés, seront vendus par encan public dans la salle paroissiale du Village de Val Barrette, MARDI, le VINGT-NEUVIEME jour du mois d'OCTOBRE 1935, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes dues à la Municipalité du Village de Val Barrette et à la Commission Scolaire du Village de Val Barrette, à moins qu'elles ne soient payées avec les intérêts et les frais avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF VAL BARRETTE

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given by J. A. Raoul Bédard, Secretary-Treasurer, of the Municipal Corporation of the Village of Val Barrette, that the Quebec Municipal Commission, at a meeting of the said Commission, held at Montreal, on the 28th of September, 1935, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of Article 46*a* of the Quebec Municipal Commission Act, to sell the immovables situate in the Municipality of the Village of Val Barrette, upon which are due arrears of taxes and consequently the lots or parts of lots hereinafter mentioned, will be sold by public auction in the Parish Hall of the Village of Val Barrette, on TUESDAY, the TWENTY-NINTH day of the month of OCTOBER, 1935, at TEN o'clock in the forenoon, for taxes due to the Municipality of the Village of Val Barrette and to the School Commission of the Village of Val Barrette, unless same be paid, with interest and costs, before the sale.

Nom du propriétaire Name of proprietor	Numéro du cadastre du Village de Val Barrette Cadastral number of the village of Val Barrette
Chevrier, Henri	236
Chevrier, Henri	Partie du lot numéro 230, ayant environ 21 pieds de front sur la rue principale et bornée, au nord par la dite rue, à l'ouest par le lot No 231, au sud par le lot No 253 et à l'est par le résidu du lot No 230. Part of lot number 230, having about 21 feet in front on Principale Street and bounded on the North by the said Street, on the West by lot No. 231, on the South by lot No. 253 and on the East by the residue of lot No. 230.
Boiselair, Dame Vve-Widow Louis	418 et partie de 476, la dite partie étant bornée à l'est par le lot 417, au nord par la rue principale, à l'ouest par le lot 418 et au sud par le résidu dudit lot 476. La profondeur de la dite partie à partir de la rue principale étant égale à la profondeur du lot 418. 418 and part of 476, the said part being bounded on the East by lot 417, on the North by Principale Street, on the West by lot 418 and on the South by the residue of said lot 476. The depth of the said part starting at Principale Street being equal to the depth of lot 418.
Gendron, A.	350 & 351.
Racette, Eugène	348 & 353.
Guérin, C.-E.	222.
Boivin, J.	341.
Duffy, Patrick	Partie du lot 526 ayant 69 pieds de front sur la rue principale et borné au sud par la dite rue principale, à l'ouest par la propriété de Alphonse Forget, au nord par le terrain du chemin de fer Pacifique Canadien et à l'est par le garage de Henri St-Onge. Part of lot 526 measuring 60 feet in front on Principale Street and bounded on the South by said Principale Street, on the West by the property of Alphonse Forget, on the North by the land of the Canadian Pacific Railway and on the East by the garage of Henri St-Onge.
Duffy, Patrick	Partie du lot 526 ayant 69 pieds de front sur la rue Principale et borné au sud par la dite rue principale, à l'ouest par le garage de Henri St-Onge, au nord par le terrain du chemin de fer Pacifique Canadien et à l'est par la propriété de Jimmy Ladouceur. Part of lot 526 measuring 69 feet in front on Principale Street and bounded on the South by said Principale Street, on the West by the garage of Henri St-Onge, on the North by the land of the Canadian Pacific Railway and on the East by the property of Jimmy Ladouceur.
Gagnon, René	218.
Matte, J.	231.
Guérin, Geo.-A.	237.

Donné à Val Barrette, ce vingt-huitième jour de septembre, 1935.

Le Délegué Spécial,
J.-A.-RAOUL BÉDARD.

5419—40-2-o

Given at Val Barrette, this twenty eighth day of September, 1935.

J. A. RAOUL BEDARD,
Special Delegate.

5420—40-2

VILLE DE DORION

COMTÉ DE VAUDREUIL

Avis public est par les présentes donné par le soussigné E. Arthur Caron, Secrétaire Trésorier de la Ville de Dorion, que les propriétés ci-après désignées seront vendues à l'enchère publique dans la salle des sessions du Conseil Municipal de la dite Ville, à l'Hôtel de Ville, le DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales générales et spéciales, taxes scolaires et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous ainsi qu'au paiement des frais à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

TOWN OF DORION

COUNTY OF VAUDREUIL

Public notice is hereby given by the undersigned E. Arthur Caron, Secretary Treasurer of the Town of Dorion, that immoveable properties hereinafter described shall be sold at public auction in the sitting hall of the Council of the said Town, in the City Hall, on the SECOND day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon, for the payment of general special municipal taxes, school taxes with interest as mentioned in the hereinafter statement and costs which shall subsequently be incurred, unless said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Ile Perrot.

Of the official cadastre of the parish of Sainte Jeanne de l'Ile Perrot.

Noms Names	Nos du cad. officiel No. official cadaster	Taxes munic. Municip. taxes	Taxes scolaires School taxes	Intérêt Interest	Total
Boudrias, Cléophas *et al*	381	$ 19.09	$ 6.50	$ 1.30	$ 26.89
Kent, Philippe	367-370	51.10	8.45	3.35	62.90

Du cadastre officiel de la paroisse de Vaudreuil.

Of the official cadaster of the parish of Vaudreuil.

Boubonnaid, Léotale	368-19	45.00	42.15	4.29	91.44
Languedoc, Dme-Mrs H. de L	249-250	332.58	55.25	22.45	410.28
Léger, Irène & Boulé, E.-N.	459-9	223.75	116.35	13.68	353.78
Pilon, Olier	368-30-31-32 & 33	80.90	26.00	6.08	112.98
MacPeak, Mme-Mrs T. H.		125.00	97.50	7.60	230.10

Un emplacement composé de la moitié sud du lot numéro un de la subdivision du lot numéro cent quarante contenant ladite moitié de lot soixante et quinze pieds de largeur sur son côté ouest (chemin public) et cinquante pieds de largeur sur son côté est (rivière Ottawa) par une profondeur de deux cent soixante et six pieds dans sa ligne sud et environ deux cent soixante et douze pieds dans sa ligne nord, le dit emplacement borné comme suit: à l'ouest par le chemin public à l'est par la rivière Ottawa au sud par partie du lot No 139 et au nord par le résidu de la dite subdivision 140-1—avec maison et autres bâtisses.

An emplacement composed of the southerly half of the lot number one of the subdivision of the lot number one hundred and forty containing said half lot seventy five feet in width on the west side (public road) and fifty feet in width on the east side (Ottawa river) by a depth of two hundred and seventy six feet on the south side and about two hundred and seventy two feet on the north side and bounded as follows: to the west by said public road to the east by the Ottawa River, to the south by part of lot No. 139, and to the North by the remainder of the said subdivision 140-1—with a house and other buildings.

Valois, Romuald		$ 715.00	$ 345.00	$ 194.40	$ 1,254.40

Un morceau de terre à prendre le long de la ligne nord du lot de terre connu sous le numéro quatre cent cinquante-neuf entre le chemin public et la rivière Ottawa mesurant le dit morceau de terre cent soixante et quatre pieds de largeur sur la ligne est du chemin public qui le borne en front, cent cinquante pieds de largeur à deux cent soixante et quinze pieds du chemin public, ces deux lignes de largeur devant être tirées à angle droit sur la ligne nord du dit morceau de terre qui se trouve borné comme suit: en front par le chemin public en arrière par la Rivière Ottawa, du côté nord par la partie du lot numéro quatre cent soixante appartenant à V. Boudrias ou représentants, de l'autre côté au sud par une ligne droite du chemin public à la Rivière Ottawa en touchant l'extrémité sud des deux lignes de largeur ci-dessus indiquées—avec une maison et autres bâtisses.

One piece of land to be taken along the north line of the lot known under the number four hundred and fifty nine between the public road and the Ottawa River, said piece of land measuring one hundred and sixty four feet in width on the east line of the public road which bounds it in front, one hundred and fifty feet in width at two hundred and seventy five feet distant from the public road those two width lines being drawn at right angles on the north line of the said piece of land which is bounded as follows: in front by the public road in rear by the Ottawa river, towards the North by part of lot No. 460 belonging to V. Boudrias or representatives, and on the other side by a straight line from the public road to the Ottawa River touching the extremity of the two width lines above indicated—with a house and other buildings thereon.

Donné en la Ville de Dorion, ce cinq octobre 1935.

Le secrétaire-trésorier,
E.-ARTHUR CARON.

5541-41-2-o

Given at the Town of Dorion, this fifth of October, 1935.

E. ARTHUR CARON,
Secretary Treasurer.

5542-41-2-o

PROVINCE DE QUÉBEC

Comté de Beauharnois

CITÉ DE SALABERRY DE VALLEYFIELD

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Charles Codebecq, Greffier de la cité de Salaberry de Valleyfield, que les propriétés ci-après désignées seront vendues à l'enchère publique, en la salle des délibérations du Conseil, à l'hôtel de ville de la cité de Salaberry de Valleyfield, LUNDI, le QUATRIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, mil neuf cent trente cinq (1935), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes et redevances municipales, taxes scolaires et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi qu'au paiement des frais, à moins que ces taxes et redevances, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC

County of Beauharnois

CITY OF SALABERRY OF VALLEYFIELD

Public notice is hereby given by the undersigned, Charles Codebecq, clerk of the City of Salaberry de Valleyfield, that the properties hereinafter described will be sold by public auction, at the meeting-room of the city council, at the City-Hall of the City of Salaberry de Valleyfield, MONDAY, the FOURTH day of the month of NOVEMBER next, nineteen hundred and thirty five (1935), at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal taxes and dues, school taxes and interest mentioned in the hereunder statement, and also to the payment of the costs, unless the taxes and dues, interest and costs be paid before the sale.

Noms selon le rôle d'évaluation — Names according to valuation roll	Nos du cadastre — Cadastral Nos.	Taxes scolaires — School taxes	Taxes et redevances municipales — Municipal taxes & dues	Intérêts — Interests	Total
Amos, George	842-p.7 **	$ 100.75	$ 341.25	$ 25.84	$ 467.84
Brossoit, Amable	826-1, 2 **	$ 104.90	$ 134.39	$ 9.10	$ 248.39
Côté, Louis	92-145, 146, 147 & 148 **	94.05	280.29	12.40	386.74
Dandurand, Vve-Widow Daniel	285 *	253.65	763.49	44.20	1,061.34
Daoust Arthur, fils-son of Onés	93-148 **	4.80	38.65	3.51	46.96
" " "	93-149 **	13.60	104.25	7.99	125.84
" " "	92-75 **	56.00	258.08	21.10	335.18
Faubert, Joseph	333 *	52.50	109.45	5.65	167.60
Hébert, Edouard	5-p.8, 9 *	83.25	473.25	21.50	578.00

Un lot de terre faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, sous le numéro sept de la subdivision du lot numéro huit cent quarante-deux (No 842-7), mesurant cinquante pieds de large sur cent vingt-cinq pieds de long, mesure anglaise, et borné comme suit: vers le sud-ouest par le chemin public, vers le sud-est par l'autre moitié du dit lot No 842-7; vers le nord-est par le lot No 842-9 et vers le nord-ouest par le lot No 842-8—avec les bâtisses y érigées.

A lot of land known and designated under number seven of the subdivision of lot number eight hundred and forty two (No. 842-7) of the official plan and book of reference of the town of Salaberry de Valleyfield, measuring fifty feet in width by a depth of one hundred and twenty five feet, English measure, bounded as follows: to the south west, by the public road; to the south east, by the other half of the said lot No. 842-7; to the north east by lot No. 842-9; and to the north west by lot No. 842-8—with the buildings thereon erected.

Un emplacement composé du lot numéro neuf de la subdivision 5 (No 5-9) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, et de la juste moitié sud-est du numéro huit de la subdivision dudit numéro cinq (½ S.-E. No 5-8) des dits plan et livre de renvoi officiels, borné au sud-ouest par l'Avenue des Erables, au nord-ouest par l'autre moitié du dit No 5-8; en arrière au nord-est par le No 4 et au sud-est par le lot No 5-9, le dit emplacement comprenant en totalité cent trente-cinq pieds de largeur par cent soixante et trois pieds de profondeur—avec les bâtisses dessus construites. Ledit emplacement apparaissant appartenir au bureau d'enregistrement du district de Beauharnois à la Union Realty Corporation.

An emplacement formed by lot number nine of the subdivision number five (No. 5-9) of the official plan and book of reference of the town of Salaberry de Valleyfield, and by the exact south east half of number eight of the subdivision of the said number five (½ S. E. No. 5-8) of the said official plan and book of reference, bounded on the south-west by l'Avenue des Erables, on the north west by the other half of the said No. 5-8; on the rear, on the north-east by No. 4, and on the south-east by lot No. 5-9, the said emplacement measuring in the whole one hundred and thirty five feet in width by a depth of one hundred and sixty three feet—with the buildings thereon erected. The said emplacement appearing at the registrar's office of the District of Beauharnois to be the property of The Union Realty Corporation.

Hébert, Edouard	479 *	$ 44.85	$ 115.45	$ 14.05	$ 174.35

Ladite propriété No 479 apparaissant appartenir au bureau d'enregistrement du district de Beauharnois à la Union Realty Corporation.

The said property No. 479 appearing at the registrar's office of the District of Beauharnois to the name of Union Realty Corporation.

Lauzon, Horace	P.143 **	$ 91.20	$ 147.77	$ 6.80	$ 245.77

Un emplacement étant une partie nord-est du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile sous le numéro cent quarante-trois, mesurant cent huit pieds de front sur la rue Salaberry, deux cent soixante pieds et six pouces dans la ligne du côté est du dit emplacement, cent quatre-vingt-sept pieds dans la ligne ouest, à partir de la rue Salaberry, jusqu'à un point formant un angle droit, et de là mesurant dix-neuf pieds et à partir de cet angle en allant vers l'est, puis de ce point, mesurant soixante et quatorze pieds du nord au sud et quatre-vingt-seize pieds en profondeur vers le sud, le tout mesure anglaise; borné le dit emplacement au nord, par la rue Salaberry, à l'est par le lot No 142, au sud et à l'ouest par le résidu dudit No 143—avec les bâtisses dessus construites, avec en outre droit de passage dans le chemin actuel à l'ouest de l'emplacement ci-haut désigné, en commun avec ceux y ayant droit.

An emplacement being a north-eastern part of the lot of land known and designated under the number one hundred and forty three of the official plan and book of reference of the Sainte Cécile Parish, measuring

one hundred and eight feet in front on Salaberry Street, two hundred sixty feet and six inches in the eastern line of the said emplacement, one hundred and eighty seven feet in the western line, starting from Salaberry Street to a point forming a right angle, and thence measuring nineteen feet and six inches from the said angle running East, then from this point, measuring seventy four feet from North to South and ninety six feet in depth towards South, English measure for the whole; the said emplacement being bounded on the North by Salaberry Street, on the East by lot No. 142, on the South and on the West by the balance of the said No. 143—with the buildings thereon erected, with in addition the right of way in the actual road on the west of the above designated emplacement, in common with those having a right on the said road.

Noms selon le rôle d'évaluation — Names according to valuation roll	Nos du cadastre — Cadastral Nos.	Taxes scolaires — School taxes	Taxes et redevances municipales — Municipal taxes & dues	Intérêts — Interests	Total
Lauzon, Isale	445 *	$ 8.00	$ 37.95	$ 2.77	$ 48.72
" "	446 *	8.00	32.25	2.77	43.02
Lebœuf, Olier	p.525 *	70.10	236.87	16.80	323.77

Un certain emplacement situé en la cité de Salaberry de Valleyfield, faisant partie du lot de terre connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield sous le numéro cinq cent vingt-cinq, ledit emplacement mesurant cinquante-cinq pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, et borné comme suit: en front par la rue Ellice, en arrière par Mathias Quévillon ou représentants, d'un côté par Adolphe Pitre ou représentants et de l'autre côté par la succession Edmond Quevillon ou représentants—avec les bâtisses dessus construites.

A certain emplacement situated in the city of Salaberry de Valleyfield, being part of the lot of land known and designated on the official plan and in the reference book of the town of Salaberry de Valleyfield, under number five hundred and twenty five, the said emplacement measuring fifty five feet in front by ninety feet in depth, English measure, and bounded as follows: in front by Ellice Street, at the rear by Mathias Quevillon or representatives, on one side by Adolphe Pitre or representatives and on the other side by succession Edmond Quevillon or representatives—with the buildings thereon erected.

Lebœuf, Télesphore	p.112 **	$ 35.40	$ 132.04	$ 8.35	$ 175.79

Toute la partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile, sous le numéro cent douze en face du lot No 113, au nord de la rue Saint-Laurent, maintenant enclavé dans les limites de la cité de Salaberry de Valleyfield, plus partie dudit lot No 113, qui n'a pas été subdivisé, attenant les dits lots de subdivision, contenant quatre-vingt mille pieds en superficie, mesure anglaise. A distraire de cette partie de lot un certain terrain vendu à Antoine Jourdain par ledit Télesphore Lebœuf, et désigné comme suit: Un certain terrain faisant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile, sous le numéro cent douze, mesurant cinquante pieds de largeur, à la rue Saint-Laurent, sur toute la profondeur du dit lot, mesure anglaise, et borné comme suit: en front, par la rue Saint-Laurent, à l'arrière par le fleuve Saint-Laurent, et des deux côtés par le vendeur, la ligne est du terrain vendu se trouvant à une distance de cinquante pieds de la maison du vendeur.

All the part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the Sainte Cécile Parish under number one hundred and twelve, facing lot No. 113, at the north of Saint Lawrence Street, now enclosed in the limits of the city of Salaberry de Valleyfield, and in addition part of said lot No. 113, not yet subdivided, next to the said lots of subdivision, of a superficial area of eighty thousand feet, English measure. To be deducted from this part of lot a certain lot of land sold to Antoine Jourdain by the said Télesphore Lebœuf, and designated as follows: A certain lot of land being part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of Parish Sainte Cécile, under number one hundred and twelve, measuring fifty feet in width, at Saint Lawrence Street, by all the depth of the said lot, English measure, and bounded as follows: in front, by Saint Lawrence Street, at the rear, by the Saint Lawrence River, and on each side by the seller, the eastern line of the said lot being sold, being at a distance of fifty feet from the house of the seller.

Leduc, Alphonse, fils de-son of Théo.	97-p.4 **	$ 45.80	$ 15.94	$ 1.75	$ 63.49

Un emplacement faisant partie du lot No 4 de la subdivision du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile sous le numéro quatre-vingt-dix-sept (No 97-p.4), de la contenance de quarante-cinq pieds de largeur, mesure anglaise, sur la profondeur dudit lot et contenu dans les bornes suivantes: en front au sud par le chemin public, au nord-est par le lot No 97-2 et 97-5 et au nord-ouest par une rue, No 97-8, et au sud-ouest par le reste dudit lot No 97-4. Par acte en date du 23 juin 1914, devant L.-Jos. Boyer, notaire, et enregistré sous le No 43465, lesdits Bellefeuille et Leduc ont déclaré que c'est par erreur que ledit morceau a été décrit comme borné en front au sud par le Chemin Public; que dans l'intention des parties il a été de vendre et acquérir toute la langue de terre de quarante-cinq pieds de largeur sur toute la profondeur bornée par les rives de la Baie de Valleyfield, branche du Fleuve Saint-Laurent.

An emplacement being part of lot number four of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Cécile, under number ninety seven (No. 97-p. 4), containing forty five feet in width, by the depth of the said lot, English measure, and bounded as follows: in front on the South by the public road, on the north-east by lots Nos. 97-2 and 97-5 on the north west by a street, No. 97-8, and on the south-west by the balance of the said lot No. 97-4. By deed dated June 23rd 1914, before L.-Jos. Boyer, N.P., and registered under No. 43465, the said Bellefeuille and Leduc have declared that it is by error that the said was declared as being bounded in front by the public road; that it was the intention of both parties to sell and buy all the strip of land of forty five feet in width by all the depth bounded by the shore of the Valleyfield Bay, being part of Saint Lawrence River.

Maple Leaf Brewery, Ltd	4a *	$1,940.00	$ 3,825.63	$ 470.00	$6,235.63
Montreuil, John	85-10, 11, 14 **	47.48	17.57	2.97	68.02
Plaisance, Edouard	93–43 **	19.30	92.40	4.70	116.40
Tessier, Jos., fils de-son of Moïse	151–28 **	59.00	179.39	7.35	245.74

* Des plan et livre de renvoi officiels de la cité de Salaberry de Valleyfield—Of the plan and reference -book of the city of Salaberry de Valleyfield.

** Des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Sainte-Cécile. Nos maintenant annexés à la cité de Salaberry de Valleyfield.—Of the plan and reference book of the parish of Sainte Cécile, Nos. now annexed to the city of Salaberry de Valleyfield.

Daté à Salaberry de Valleyfield, ce dixième jour d'octobre 1935.

Le Greffier,

5539—41–2–o CHARLES CODEBECQ.

Dated at Salaberry de Valleyfield, this tenth day of October, 1935.

CHARLES CODEBECQ,

5540—41–2–o City Clerk.

PROVINCE DE QUÉBEC.

VILLE D'AMOS.

Avis public est par les présentes donné par Gaston Roberge, greffier de la Ville d'Amos, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau du Conseil, Edifice Municipal, LUNDI, le QUATRIEME jour du mois de NOVEMBRE mil neuf cent trente-cinq, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC.

TOWN OF AMOS.

Public notice is hereby given by Gaston Roberge, Clerk of the Town of Amos, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council, Municipal Building, MONDAY, on the FOURTH day of NOVEMBER, nineteen hundred and thirty-five, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal and school taxes, with interest mentioned in the hereunder statement, and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Noms du Propriétaire — Names of Owners	Nos du Cadastre — Cadastral Nos.	Taxes municipales Intérêts & Frais — Municipal Taxes Interests & Costs	Taxes scolaires Intérêts & Frais — School Taxes Interests & Costs	Total
Désilets, Wilfrid	Lot 1—Bloc 70	$ 10.52	$ 6.22	$16.74
Lacroix, Clément	" 5 " 6	71.93	21.00	92.93
" "	" 15 " 27	362.95	40.74	403.69
Lavoie, Joseph	" 17 " 27	44.67	12.90	57.57
Thibault, Albert	" 6 " 17	8.36	4.90	13.26
" "	" 7 " 17	8.27	4.90	13.17

Les immeubles susdits sont tous du cadastre officiel pour la Ville d'Amos, et seront vendus, à défaut de paiement, à charge des répartitions d'église qui les affectent et les affecteront, ainsi qu'à charge des taxes scolaires pour l'année 1935-36.

Donné en la Ville d'Amos, ce septième jour d'octobre 1935.

Le greffier de la Ville d'Amos,
5537—41-2-o GASTON ROBERGE.

The aforesaid immovables are all of the official cadastre for the Town of Amos, and shall be sold for default of payment subject to the church apportionments affecting or which may affect the same, as well as for school taxes for the year 1935-36.

Given in the Town of Amos, this seventh day of October, 1935.

GOSTON ROBERGE,
5538—41-2-o Clerk of the Town of Amos.

PROVINCE DE QUÉBEC

Comté de Stanstead

VILLE DE MAGOG

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné Alphonse Girard, secrétaire-trésorier de la Ville de Magog, que les propriétés ci-après désignées seront vendues à l'enchère publique, au bureau du Conseil, à l'Hôtel de Ville de la Ville de Magog, LUNDI le VINGT-HUITIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain, mil neuf cent trente-cinq (1935) à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi qu'au paiement des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC

County of Stanstead

TOWN OF MAGOG

Public notice is hereby given by the undersigned, Alphonse Girard, secretary-treasurer of the Town of Magog, that the properties hereinafter described will be sold, by public auction at the office of the Council at the City Hall of the Town of Magog, MONDAY the TWENTY-EIGHTH day of the month of OCTOBER next, nineteen hundred and thirty-five (1935) at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal taxes with interest mentioned in the hereunder statement, and also to the payment of the costs, unles these taxes, interest and costs be paid before the sale.

Noms du propriétaire — Names of Owner.	Nos du cadastre et subdivisions. — Cadastral Nos. and subdivisions.	Montants dûs 1932-35 — Amount due 1932-35	Intérêts — Interest	Montant total dû. — Total amount due.
Benoît, Marcel	Pt. 192	$ 48.30	$ 5.14	$ 53.44
" "	191	44.85	4.85	49.70
Blouin, Georgiana	400-19	12.08	1.29	13.37
" "	Pt.390	54.00	7.28	61.28
" "	Pt.389	12.07	1.29	13.36
Davis, Thomas	Pt.401	31.30	7.38	38.68
Pinard, Aimé	1263	70.73	7.74	78.47

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la Ville de Magog.

Donné en la Ville de Magog, ce deuxième jour du mois d'octobre mil neuf cent trente-cinq.

Le secrétaire-trésorier,
5473—40-2-o A. GIRARD.

The above immoveables are all on the plan and in the book of reference of the Town of Magog.

Given at the Town of Magog, this second day of October, nineteen hundred and thirty-five.

A. GIRARD,
5474—40-2-o Secretary-Treasurer.

LA CITÉ DE SAINT-JEAN, P.Q.

COMTÉ DE SAINT-JEAN, P.Q.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Hormisdas Morais, secrétaire-trésorier de la cité de Saint-Jean, P. Q., que les propriétés ci-après désignées seront vendues à l'enchère publique, au bureau du Conseil, à l'Hôtel de Ville de Saint-Jean, 188 rue Jacques-Cartier, Saint-Jean, P. Q., MARDI, le CINQUIEME jour de NOVEMBRE prochain 1935, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi qu'au paiement des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

THE CITY OF SAINT JEAN, P. Q.

COUNTY OF SAINT JEAN, P.Q.

Public notice is hereby given by the undersigned, Hormisdas Morais, secretary-treasurer of the city of Saint-Jean, P. Q., that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council, at the City-Hall of the City of Saint Jean, P. Q., 188 Jacques-Cartier Street, Saint Jean, P. Q., TUESDAY, the FIFTH day of NOVEMBER next, 1935, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal taxes, school taxes with interest mentioned in the hereunder statement, and also to the payment of the costs, unless these taxes, interest and costs be paid before the sale.

Noms — Names	No du cadastre — Cadastral Nos.	Redevances municipales — Municipal taxes	Redevances scolaires — School taxes	Intérêts — Interests	Total
Fabrique Notre-Dame-Auxiliatrice	P-415 rue DeSalaberry St	$1,450.00	$1,044.00	$ 270.90	$2,764.90
Beauvais, Cyprien	P-1120 rue St-Jacques St	50.80	29.75	7.25	87.80
Knight, Mme-Mrs William	No 557	100.05	90.00	10.05	200.10
Leduc, Léo	Maison seulement - House only, rue St-Georges St	15.00	9.00	2.10	26.10
St. Johns Realty Co	Nos 1000-1001-1002*a*-1002*b* 1002*c*, rue St-Jacques St	5,106.01	4,357.50	650.34	10,113.85

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la cité (ville) de Saint-Jean, P. Q.

Donné à Saint-Jean, P. Q., ce huitième jour du mois d'octobre, mil neuf cent trente-cinq (1935).

Le secrétaire-trésorier,

5583—41-2-o HORMISDAS MORAIS.

The above immovables are all on the plan and in the book of reference of the City of Saint Jean, P. Q.

Given at Saint Jean, P. Q., this 8th. day of October, nineteen hundred and thirty five (1935).

HORMISDAS MORAIS,

5584—41-2-o Secretary-Treasurer.

PROVINCE DE QUÉBEC.

LA CITÉ DE JOLIETTE.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Camille Bonin, secrétaire-trésorier de la cité de Joliette, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues en l'Hôtel de Ville de la cité, le MARDI, le CINQUIEME jour du mois de NOVEMBRE mil neuf cent trente-cinq, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et autres avec intérêts, ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

1.—Comme appartenant à Louis Marion, fils de Sinaïe, un emplacement faisant partie du lot numéro trois cent trente-huit (338) du cadastre de la ville de Joliette, contenant quatre-vingt-quatre pieds de front sur quatre-vingt-douze pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en front par la rue Gaspard, en profondeur par le lot No 340, d'un côté par partie du dit lot No 338 appartenant à Joseph Lavallée ou représentants, et de l'autre côté, par le No 362—avec bâtisses.

Taxes municipales	$ 60.35	
Intérêts	6.80	$ 67.15
Taxes scolaires	66.18	
Intérêts	4.15	70.33
Total		$ 137.48

PROVINCE OF QUEBEC.

THE CITY OF JOLIETTE.

Public notice is hereby given by the undersigned, Camille Bonin, Secretary-Treasurer of the City of Joliette, that the hereinunder mentioned properties shall be sold in the City Hall of the said city, on TUESDAY, the FIFTH day of the month of NOVEMBER, nineteen hundred and thirty five, at TEN o'clock in the forenoon, for the payment of municipal, school and other taxes, with interest and costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

1.—As belonging to Louis Marion son of Sinaïe, an emplacement forming part of lot number three hundred and thirty eight (338) of the cadastre of the town of Joliette, measuring eighty four feet in front by ninety two feet in depth, English measure, bounded in front by Gaspard Street, in depth by lot No. 340, on one side by part of said lot No. 338 belonging to Joseph Lavallée or representatives, and on the other side by No. 362—with buildings.

Municipal taxes	$ 60.35	
Interests	6.80	$67.15
School taxes	66.18	
Interests	4.15	70.33
Total		$ 137.58

2.—Comme appartenant à J.-B. Généreux, succession, un emplacement connu et désigné sous le numéro cinq cent soixante-cinq (565) du cadastre de la ville de Joliette—avec bâtisses.

Remarques:—Depuis l'enregistrement du titre d'acquisition du dit J.-B. Généreux, la corporation du comté de Joliette a vendu à Réné-L. Guilbault: un emplacement situé à Joliette, rue Du Canal, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cinq cent soixante-cinq, (565) du susdit cadastre, consistant dans la moitié indivise d'une maison à deux logis, numéro civique 7 du Canal, Joliette, et autres bâtisses et droit de passage et servitudes actives et passives. Quant au lot No 564 du dit cadastre, il paraît appartenir entièrement à Ludger Dulong et non à la succession J.-B. Généreux.

Taxes municipales...	$60.00	
Intérêts.....	7.50	$ 67.50
Taxes scolaires.....	60.00	
Intérêts.....	7.50	67.50
Total.....		$ 135.00

3*a*.—Comme appartenant à Willie Massicotte, un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro cinquante-huit (58) de la subdivision du lot numéro trente (30), du cadastre de la ville de Joliette, contenant le dit lot quarante-huit pieds de front par cent quarante-neuf pieds de profondeur, plus ou moins.

Taxes municipales...	$ 2.50	
Intérêts.....	.30	$ 2.80
Taxes scolaires.....	2.50	
Intérêts.....	.30	2.80
Total.....		$ 5.60

3*b*.—Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro cinquante-sept (57) de la subdivision du lot numéro trente (30) du cadastre de la ville de Joliette, contenant, ledit lot, quarante-huit pieds de front par cent cinquante-neuf pieds de profondeur, plus ou moins.

Taxes municipales...	$ 2.50	
Intérêts.....	.30	$ 2.80
Taxes scolaires.....	2.50	
Intérêts.....	.30	2.80
Total.....		$ 5.60

3*c*.—Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro cinquante-six (56) de la subdivision du lot numéro trente (30) du cadastre de la ville de Joliette, contenant, ledit lot, quarante-huit pieds de front par cent quarante-neuf pieds de profondeur, plus ou moins.

Taxes municipales...	$ 2.50	
Intérêts.....	.30	$ 2.80
Taxes scolaires.....	2.50	
Intérêts.....	.30	2.80
Total.....		$ 5.60

3*d*.—Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro cinquante-cinq (55) de la subdivision du lot numéro trente (30) du cadastre de la ville de Joliette, contenant, ledit lot, quarante-huit pieds de front par cent quarante-neuf pieds de profondeur, plus ou moins.

Taxes municipales...	$ 2.50	
Intérêts.....	.30	$ 2.80
Taxes scolaires.....	2.50	
Intérêts.....	.30	2.80
Total.....		5.60

2.—As belonging to J. B. Genereux estate, an emplacement known and designated under number five hundred and sixty five (565) of the cadastre of the town of Joliette—with buildings.

Remarks:—Since the registration of the title of acquisition of the said J. B. Genereux, the Corporation of the County of Joliette has sold to René L. Guilbault: An emplacement situate in Joliette, DuCanal Street, known and designated as forming part of lot number five hundred and sixty five (565) of the aforesaid cadastre, consisting in the undivided half of a two-dwelling house, civic number 7 DuCanal, Joliette, and other buildings and right of way, and active and passive servitudes. As to lot No. 564 of said cadastre, it appears to belong entirely to Ludger Dulong and not to the estate of J. B. Généreux.

Municipal taxes.....	$60.00	
Interests.....	7.50	$67.50
School taxes	60.00	
Interests	7.50	67.50
Total.....		$ 135.00

3*a*.—As belonging to Willie Massicotte, a lot of land known and designated as being lot number fifty eight (58) of the subdivision of lot number thirty (30), of the cadastre of the town of Joliette, the said lot measuring forty eight feet in front by one hundred and forty nine feet in depth, more or less.

Municipal taxes.....	$ 2.50	
Interests	.30	$ 2.80
School taxes	$ 2.50	
Interests	.30	2.80
Total.....		$ 5.60

3*b*.—A lot of land known and designated as being lot number fifty seven (57) of the subdivision of lot number thirty (30) of the cadastre of the town of Joliette, measuring, the said lot, forty eight feet in front by one hundred and fifty nine feet in depth, more or less.

Municipal taxes.....	$ 2.50	
Interests.....	.30	$ 2.80
School taxes.....	$ 2.50	
Interests.....	.30	2.80
Total.....		$ 5.60

3*c*.—A lot of land known and designated as being lot number fifty six (56) of the subdivision of lot number thirty (30) of the cadastre of the town of Joliette, measuring, the said lot, forty eight feet in front by one hundred and forty nine feet in depth, more or less.

Municipal taxes.....	$ 2.50	
Interests	.30	$ 2.80
School taxes.....	2.50	
Interests.....	.30	2.80
Total.....		$ 5.60

3*d*.—A lot of land known and designated as being lot number fifty five (55) of the subdivision of lot number thirty (30) of the cadastre of the town of Joliette, measuring, the said lot, forty eight feet in front by one hundred and forty nine feet in depth, more or less.

Municipal taxes.....	$ 2.50	
Interests.....	.30	$ 2.80
School taxes.....	2.50	
Interests.....	.30	2.80
Total.....		$ 5.60

3*e*.—Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro cinquante-quatre (54) de la subdivision du lot numéro trente (30) du cadastre de la ville de Joliette, contenant, ledit lot, quarante-huit pieds de front par cent quarante-neuf pieds de profondeur, plus ou moins.

Taxes municipales	$ 2.50	
Intérêts	.30	$ 2.80
Taxes scolaires	$ 2.50	
Intérêts	.30	2.80
Total		$ 5.60

3*f*.—Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro cinquante-trois (53) de la subdivision du lot numéro trente (30) du cadastre de la ville de Joliette, contenant, ledit lot, quarante-huit pieds de front par cent quarante-neuf pieds de profondeur, plus ou moins.

Taxes municipales	$ 2.50	
Intérêts	.30	$ 2.80
Taxes scolaires	$ 2.50	
Intérêts	.30	2.80
Total		$ 5.60

4.—Comme appartenant à Francis Brousseau, un terrain connu et désigné sous le numéro deux cent soixante-cinq (265) de la subdivision du lot numéro deux (2) du cadastre de la ville de Joliette, contenant, ledit lot, cinquante pieds de front par cent pieds de profondeur, plus ou moins.

Taxes scolaires	$ 1.98	
Intérêts	.05	
Total		$ 2.03

5*a*.—Comme appartenant à Joseph Parent fils d'Edmond, un emplacement situé en la cité de Joliette, connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent quarante-huit, huit (548-8) de la subdivision du lot originaire numéro cinq cent quarante-huit (548) au cadastre de la ville de Joliette, contenant, ledit lot, quarante-cinq pieds de front par cent trente-cinq pieds de profondeur —avec bâtisses.

Taxes scolaires	$15.00	
Intérêts	1.80	
Total		$16.80

5*b*.—Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro quatre (4) de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent quatre-vingt-sept (587) du cadastre de la ville de Joliette—avec bâtisses.

Taxes scolaires	$27.50	
Intérêts	3.50	
Total		$31.00

Les immeubles ci-dessus sont tous situés dans la cité de Joliette.

L'adjudicataire devra payer immédiatement le prix de son adjudication.

Donné à Joliette, ce neuf octobre mil neuf cent trente-cinq.

Le secrétaire-trésorier,
CAMILLE BONIN.

5599—41-2-o

3*e*.—A lot of land known and designated as being lot number fifty four (54) of the subdivision of lot number thirty (30) of the cadastre of the town of Joliette, measuring, the said lot, forty eight feet in front by one hundred and forty nine feet in depth, more or less.

Municipal taxes	$ 2.50	
Interests	.30	$ 2.80
School taxes	2.50	
Interests	.30	2.80
Total		$ 5.60

3*f*.—A lot of land known and designated as being lot number fifty three (53) of the subdivision of lot number thirty (30) of the cadastre of the town of Joliette, measuring, the said lot, forty eight feet in front by one hundred and forty nine feet in depth, more or less.

Municipal taxes	$ 2.50	
Interests	.30	$ 2.80
School taxes	2.50	
Interests	.30	2.80
Total		$ 5.60

4. As belonging to Francis Brousseau, a lot of land known and designated under number two hundred and sixty five (265) of the subdivision of lot number two (2) of the cadastre of the town of Joliette, measuring, the said lot, fifty feet in front by one hundred feet in depth, more or less.

School taxes	$ 1.98	
Interests	.05	
Total		$ 2.03

5*a*.—As belonging to Joseph Parent, son of Edmond, an emplacement situate in the City of Joliette, known and designated as being lot number five hundred and forty eight, eight (548-8) of the subdivision of original lot number five hundred and forty eight (548) of the cadastre of the town of Joliette, measuring, the said lot, forty five feet in front by one hundred and thirty five feet in depth—with buildings.

School taxes	$15.00	
Interests	1.80	
Total		$16.80

5*b*.—An emplacement known and designated as being lot number four (4) of the official subdivision of original lot number five hundred and eighty seven (587) of the cadastre of the town of Joliette—with buildings.

School taxes	$27.50	
Interests	3.50	
Total		$31.00

The immovables hereinabove are all situate in the city of Joliette.

The purchaser shall immediately pay the price of his adjudication.

Given at Joliette, this ninth day of October, one thousand nine hundred and thirty five.

CAMILLE BONIN,
Secretary-treasurer.

5600—41-2

Avis divers

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 90

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi 2 octobre 1935, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G. Davidson et Théo.-J. Lafrenière, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Valleyfield;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Valleyfield.

2. La région de Valleyfield comprend la cité de Salaberry-de-Valleyfield et la municipalité de village du Nouveau-Salaberry.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Valleyfield, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine, huit sous et demi la pinte et trente sous le gallon.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Valleyfield, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à quatre sous la chopine, sept sous et demi la pinte et trente sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle* du 27 avril 1935, et entre en vigueur le 15 octobre 1935.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier ladite ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec.*

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
R.-G. Davidson,
Théo.-J. Lafrenière.
Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 2 octobre 1935. 5595–o

Miscellaneous Notices

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 90

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 2, 1935, held at the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G. Davidson and Théo. J. Lafrenière, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Valleyfield;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Valleyfield.

2. The region of Valleyfield includes the city of Salaberry de Valleyfield and the village municipality of New Salaberry.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis, which he receives from them, $1.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Valleyfield, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four and a half cents a pint, eight and a half cents a quart and thirty cents a gallon.

5. No person shall, within the limits of said region of Valleyfield, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to four cents a pint, seven and a half cents a quart and thirty cents a gallon.

The present order cancels Order No. 56 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* for April 27, 1935, and comes into force on October 15, 1935.

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec.*

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
R. G. Davidson,
Theo. J. Lafreniere.
Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, October 2, 1935. 5596–o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 27 septembre 1935.

M. Hermas Lasnier, de la cité de Montréal,

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, September 27, 1935.

Mr. Hermas Lasnier, of the city of Montreal,

gérant de la Métropolitan Life Insurance Co., 285 Avenue Bernard Ouest: juge de paix avec juridiction sur le district de Montréal, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (S. R. Q., 1925, chapitre 145).

Québec, le 2 octobre 1935.

MM. Charles Fournier, de Québec: juge de paix avec juridiction sur le district de Québec, Clovis Perrault, de Sherbrooke: juge de paix avec juridiction sur le district de Saint-François, Alfred Meloche, de Saint-Hyacinthe: juge de paix avec juridiction sur le district de Saint-Hyacinthe, A.-G. Duchesne, de Rouyn: juge de paix avec juridiction sur les districts d'Abitibi et de Pontiac, L.-R. Viau, de Hull: juge de paix avec juridiction sur le district de Hull, Roméo Goneau, de Trois-Rivières: juge de paix avec juridiction sur le district de Trois-Rivières, C.-H. Robitaille, de Chicoutimi: juge de paix avec juridiction sur le district de Chicoutimi, G. Cloutier, de Rimouski: juge de paix avec juridiction sur le district de Rimouski, J.-A. Audet, de Valley Jonction: juge de paix avec juridiction sur le district de Beauce, Eugène Martin, de Sainte-Anne-de-la-Pocatière: juge de paix avec juridiction sur le dis-district de Kamouraska, tous inspecteurs d'installations électriques, et tous aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S. R. Q., 1925, chapitre 145).

Québec, le 3 octobre 1935.

M. Gérald-B. Edwards, 6 rue Castle, Liverpool, Angleterre, en vertu de l'autorité de l'article vingt-sept du Code de Procédure Civile de la Province de Québec, commissaire pour recevoir en Angleterre les affidavits qui peuvent servir dans une des cours de la province ou qui sont nécessaires à un acte ou document qui doit être mis à exécution ou avoir des effets civils dans la province. 5601-o

manager of the Metropolitan Life Insurance Co., 285 Bernard Avenue West: to be justice of the peace with jurisdiction over the district of Montreal, for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of Article 358 of the Courts of Justice Act, (R. S. Q., 1925, chapter 145).

Quebec, October 2, 1935.

Messrs. Charles Fournier, of Quebec: to be justice of the peace with jurisdiction over the district of Quebec, Clovis Perrault, of Sherbrooke: to be justice of the peace with jurisdiction over the district of Saint-François, Alfred Meloche, of Saint-Hyacinthe: to be justice of the peace with jurisdiction over the district of Saint-Hyacinthe, A. G. Duchesne, of Rouyn: to be justice of the peace with jurisdiction over the districts of Abitibi and Pontiac, L. R. Viau, of Hull: to be justice of the peace with jurisdiction over the district of Hull, Roméo Goneau, of Trois-Rivières: to be justice of the peace with jurisdiction over the district of Trois-Rivières, C. H. Robitaille, of Chicoutimi: to be justice of the peace with jurisdiction over the district of Chicoutimi, G. Cloutier, of Rimouski: to be justice of the peace with jurisdiction over the district of Rimouski, J. A. Audet, of Valley Junction: to be justice of the peace with jurisdiction over the district of Beauce, Eugène Martin, of Sainte-Anne-de-la-Pocatière: to be justice of the peace with jurisdiction over the district of Kamouraska, all inspectors of electrical installations, and all for the purposes of administering the oath only, in conformity with the provisions of Article 358 of the Courts of Justice Act, (R. S. Q. ,1925), chapter 145).

Quebec, October 3, 1935.

Mr. Gerald B. Edwards, 6 Castle Street, Liverpool, England: under the authority of article twenty seven of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec, a commissioner to receive in England, affidavits for use in any Court of the Province, or necessary for any deed or document to be carried into execution or to have its civil effect in the Province. 5602

Ventes—Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, "En faillite", No 49. Dans l'affaire de Antonio-C. Lamarche, dit Fegiani "Lachine Printing", failli et J.-Albert Lejour, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du Régistraire de la Loi de Faillite, district de Montréal, en date du 11 juillet 1935, sera vendu par encan public au bureau du shérif, Palais de Justice, à Montréal, le JEUDI, le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE 1935, à ONZE heures de l'avant-midi, l'immeuble ci-après désigné:

DÉSIGNATION

Un immeuble situé en la cité de Lachine, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la Ville de Lachine, sous le numéro six cent vingt (620)—avec les bâtisses dessus

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, In Bankruptcy, No. 49. In the matter of Antonio C. Lamarche, dit Fegiani, "Lachine Printing", Bankrupt; and J. Albert Lejour, trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of Registrar of the Bankruptcy Act, district of Montreal, under date of July 11th., 1935, will be sold by public auction, at the Sheriff's office, Court House, Montreal, on THURSDAY, the SEVENTEENTH day of OCTOBER, 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immovable hereinafter designated:

DESIGNATION

An immovable situated in the city of Lachine, known and designated on the official plan and book of reference of the city of Lachine, under number six hundred and twenty (620)—with

construites, avec les servitudes actives et passives, attachées audit immeuble.

Chaque enchérisseur sera requis de faire avec son enchère un dépôt de 10% de l'évaluation municipale dudit immeuble en argent ou par chèque accepté à l'ordre du syndic.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Revisés du Canada, 1927, chap. 11 et suivants et aura l'effet du décret.

Pour cahier des charges et autres informations, s'adresser au soussigné:

Le syndic,
J.-ALBERT LEJOUR.

10, rue Saint-Jacques-Est,
Montréal, HA. 0138. 5091—37-2-o

buildings thereon erected, with all servitudes active and passive attached to said immovable.

Each bidder will be requested to deposit with his bid an amount of 10% on the municipal valuation of said immovable, by cash or certified cheque to the order of the Trustee.

The said sale will be made in virtue of Article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs Nos. 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 11 and following, and will have the effects of a Sheriff's sale.

For book of charges and other information, apply to the undersigned.

J. ALBETR LEJOUR,
Trustee.

10 Saint James East,
Montreal, HA. 0138. 5092—37-2-o

Province de Québec, district de Montréal, No 24, Cour Supérieure. (En faillite). Dans l'affaire de Arthur-A Potvin, garagiste rue Principale, Farnham, Qué. cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement situé dans la ville de Farnham, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro quatre-vingt-huit (Pt. 88) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Farnham; mesurant en front sur la rue Principale, environ trente-quatre pieds de largeur par quarante-cinq pieds environ de largeur sur la rivière Yamaska, par la profondeur qui peut exister entre ladite rue et la rivière, soit environ cent dix pieds—le tout avec bâtisses y érigées.

La ligne est du lot présentement décrit est située à soixante-six pieds de la ligne de division des lots numéros quatre-vingt-huit et quatre-vingt-quatre du dit cadastre, à être mesurée sur la rue Principale, et sur la rivière à cinquante pieds à l'ouest de la susdite ligne de division.

Bornée telle partie de lot au nord par la rivière Yamaska, au sud par la rue Principale, à l'est et à l'ouest par le reste dudit lot.

L'emplacement ci-dessus comprenant tout ce qui a été acquis aux termes d'un contrat de vente consenti par M. Frédéric Martel audit M. Arthur-A. Potvin, devant Me D.-H. Noiseux, notaire, le 7 octobre 1930, dont copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Missisquoi, sous le No 64502.

Sera vendu à l'enchère, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, division de faillite, rendu le 17 septembre 1935, suivant les dispositions de la Loi des Faillites, articles 45 et suivants, pour que la dite vente ait l'effet du décret, à la porte de l'église paroissiale de Farnham, Qué., le TRENTE UNIEME jour d'OCTOBRE 1935, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Pour informations et cahier des charges s'adresser aux soussignés.

Les syndics,
ERNEST CHARETTE,
J.-R. LABELLE.

Montréal, le 24 septembre 1935.
Bureau: Edifice "La Sauvegarde",
152-est, rue Notre-Dame,
Montréal. 5281—39-2-o

Province of Quebec, district of Montreal, No. 24, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy), in the matter of Arthur A. Potvin, garage owner, Principale Street, Farnham, Que., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that the immovable designated as follows:

An emplacement situate in the town of Farnham, known and designated as being a part of lot number eighty eight (Pt. 88) of the official cadastral plan and book of reference of the town of Farnham, measuring in front on Principale Street, about thirty four feet in width by about forty five feet in width on the Yamaska river, by whatever depth there may be between the said street and the river, namely about one hundred and ten feet—the whole with the buildings thereon erected.

The East line of the lot presenty described is situate at sixty six feet from the division line of lots numbers eighty eight and eighty four of the said cadastre, to be measured on Principale Street, and on the river at fifty feet West of the aforesaid division line.

The said part of the lot is bounded on the North by the Yamaska river on the South by Principale Street, on the East and West by the residue of the said lot.

The above emplacement comprises all that was acquired under the terms of a contract of sale consented by Mr. Frédéric Martel to the said Mr. Arthur A. Potvin, before Me. D. H. Noiseux, notary, on October 7th., 1930, a copy whereof was registered in the Registry Office of the division of Missisquoi, under No. 64502.

Will be sold at auction, pursuant to a judgment of the Superior Court, Bankruptcy Division, rendered September 17th., 1935, in conformity with the provisions of the Bankruptcy Act, articles 45 and following, in such a manner as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the parochial church door of Farnham, Que., on the THIRTY FIRST day of OCTOBER, 1935 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: Cash.

For information and list of charges, apply to the unde signed.

ERNEST CHARETTE,
J. R. LABELLE,
Trustees.

Montreal, September 24th., 1935.
Office: "La Sauvegarde" Building,
152, Notre Dame Street East,
Montreal. 5282—39-2

Province de Québec, district de Montréal, No 242, Cour Supérieure, (en faillite). Dans l'affaire de Eureka Association, Incorporated, 2066-2068 Plymouth Grove, Montréal, cédante autorisée.

Avis est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement situé sur Plymouth Grove, (autrefois rue Scotland), dans le quartier Saint-André, de la dite cité de Montréal, composé des parties suivantes contiguës l'une à l'autre des lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine de la dite cité de Montréal, comme étant les lots de subdivision numéros vingt-sept et vingt-huit du lot originaire numéro seize cent trente-six, savoir:

1ème, de la partie sud-ouest du dit lot de subdivision numéro vingt-sept (No 1636-ptie S. O. 27) contenant douze pieds en largeur en front et en arrière par quatre-vingt-dix pieds en profondeur, et 2ème, de la partie nord-est du dit lot de subdivision numéro vingt-huit (No 1636-Ptie N. E. 28) contenant six pieds en front et en arrière par quatre-vingt-dix pieds en profondeur.

Le dit emplacement composé tel que susdit contient dix-huit pieds en largeur par quatre-vingt-dix pieds en profondeur et est borné en front par le dit Plymouth Grove, en arrière par une ruelle connue comme étant la subdivision trente-six du dit lot originaire, du côté nord-est par la partie nord-est de la dite subdivision vingt-sept et du côté sud-ouest par la partie sud-ouest de la dite subdivision numéro vingt-huit. Toutes les mesures sont d'après la mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la maison en pierre et en brique portant le numéro quatre-vingt-dix-huit (No 98) du dit Plymouth Grove et le hangar érigés sur le dit emplacement, dont les deux murs de pignon de la maison sont mitoyens avec la maison adjacente sur l'un et l'autre côté et avec l'usage de la dite ruelle en arrière, en commun, avec d'autres y ayant droit et généralement avec tous les droits, membres et appartenances appartenant au dit emplacement sans exception ou réserve.

Sera vendu à l'enchère, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, division de faillite, rendu le 9 octobre 1935, suivant les dispositions de la Loi des Faillites, articles 45 et suivants, pour que la dite vente ait l'effet du décret, au bureau du shérif, Palais de Justice, Montréal, le QUATORZIEME jour de NOVEMBRE 1935, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser aux soussignés.

Les syndics,
CHARETTE & LABELLE.

Montréal, le 9 octobre 1935.
Bureau: Ch. 41,
152-est, rue Notre-Dame,
Montréal. 5591—41-2

Province of Quebec, district of Montreal, No 242, Superior Court, (sitting in bankruptcy). In the matter of Eureka Association, Incorporated, 2066-2068 Plymouth Grove, Montreal, authorized assignor.

Notice is hereby given that the immovable designated as follows:

An emplacement situate on Plymouth Grove (formerly Scotland Street), in the Saint Andrew Ward of said city of Montreal, composed of the following portions contiguous to one another of the lots of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the Saint Antoine Ward of said city of Montreal, as subdivision lots numbers twenty seven and twenty eight of the original lot number sixteen hundred and thirty six, namely:

1st. of South West portion of said subdivision lot number twenty seven (No. 1636 S. W., Pt. 27) containing twelve feet in width in front and in rear by ninety feet in depth, and 2nd. of the North East portion of said subdivision lot number twenty eight (No. 1636 N. E. Pt. 28) containing six feet in front and in rear by ninety feet in depth.

The said emplacement, composed as aforesaid, contains eighteen feet in width by ninety feet in depth and is bounded in front by said Plymouth Grove, in rear by a lane known as a subdivision thirty six of said original lot, on the North Easterly side by the North Easterly part of said subdivision twenty seven and on the South Westerly side by the South Westerly part of said subdivision number twenty eight. All measurements are in English measure and more or less.

With the stone and brick house number ninety eight (No. 98) of said Plymouth Grove and shed erected on the said emplacement, both gable walls of which said house are *mitoyens* with the adjoining house on either side, and with the use of the said lane in rear in common with others having rights therein and generally with all the rights, members and appurtenances belonging to the said emplacement without exception or reserve.

Will be sold at auction, under a judgment of the Superior Court, bankruptcy division, rendered the 9th October, 1935, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, articles 45 and following, so that the said sale shall have the effect of a sheriff's sale, at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, on the FOURTEENTH day of NOVEMBER, 1935, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: Cash.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

CHARETTE & LABELLE,
Trustees.

Montreal, October 9, 1935.
Office: Room 41,
152 Notre Dame Street, East,
Montreal. 5592—41-2

Proclamation

Canada,
Province de Québec. ES.-L. PATENAUDE.
L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

Proclamation

Canada,
Province of Quebec. ES. L. PATENAUDE.
L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions des Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 261, article 2, un plan du cadastre du canton de Bourlamaque, comté de l'Abitibi, compris dans la division d'enregistrement d'Abitibi, lequel plan fait maintenant partie des archives de son bureau;

ATTENDU qu'une copie du dit plan a été déposée au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, avec une copie du livre de renvoi énonçant ce qui suit, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code Civil de Notre Province de Québec, savoir:

1.—Une description générale de chaque lot de terre sur le plan;

2.—Le nom du propriétaire de chaque lot autant qu'il est possible de s'en assurer;

3.—Toutes remarques nécessaires pour faire comprendre le plan;

Chaque lot de terre sur le plan y est indiqué par un numéro d'une seule série, qui est inscrit dans le livre de renvoi pour y désigner le même lot;

Et vu les dispositions des articles 2168 et suivants du Code Civil de Notre Province;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif,

Nous donnons avis du dépôt au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, des plan et livre de renvoi préparés tel que susdit pour le cadastre du canton de Bourlamaque, comté d'Abitibi, et

Nous fixons au trentième jour d'octobre 1935 le jour auquel les dispositions de l'article 2168 C. C., deviendront en force, dans la division d'enregistrement d'Abitibi, relativement au territoire désigné ci-dessus, et

Nous invitons toutes personnes intéressées, à peine de perdre la priorité conférée par le Code Civil de Notre Province, à renouveler, dans les deux ans qui suivent le trentième jour d'octobre 1935, date fixée par la présente proclamation, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans le dit territoire, tel enregistrement devant être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168 C. C., en observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 C. C., pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. ESIOFF-LÉON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS the Honourable the Minister of Colonization, Game and Fisheries, of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 261, article 2, a plan of the cadastre of the Township of Bourlamaque, county of Abitibi, comprised in the Registration Division of Abitibi, which plan now forms part of the archives of his office;

WHEREAS a copy of the said plan has been deposited in the office of the registration division of Abitibi, with a copy of the book of reference setting forth the following, in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec, to wit:

1.—A general description of each lot of land shown upon the plan;

2.—The name of the owner of each lot, so far as it can be ascertained;

3.—All remarks necessary to the right understanding of the plan;

Each lot of land is shown on the plan by a single serial number which is inscribed in the book of reference to designate the same lot;

And considering the provisions of articles 2168 and following of the Civil Code of Our Province;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council,

We give notice of the filing in the office of the registration division of Abitibi, of the plan and book of reference prepared such as aforesaid for the cadastre of the Township of Bourlamaque, County of Abitibi, and

We fix on the thirtieth day of October, 1935, as the day on which the provisions of article 2168 C. C. shall come into force in the registration division of Abitibi, respecting the territory hereabove designated and

We call upon all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province, to renew, within the two years following the thirtieth day of October, 1935, date fixed by the present proclamation, the registration of any real right on any lot of land comprised in the said territory, such a registration to be renewed by transcribing, in a register kept for that purpose, a notice designating the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168 C. C., upon observing the other formalities prescribed in article 2131 C. C., for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ESIOFF-LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council of Canada, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our city of QUEBEC, in Our said Province, this

QUÉBEC, ce NEUVIÈME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent trente-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-sixième année.

Par ordre,

ALEX, DESMEULES,
5603-o Sous-secrétaire de la Province.

NINTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty five and in the twenty sixth year of Our Reign.

By command,

ALEX. DESMEULES,
5604 Assistant Provincial Secretary.

VENTES PAR LE SHÉRIF

BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: No 14962. { AIMÉ BUREAU, demandeur; contre PHILOMON ARGUIN, défendeur.

1. Un emplacement de terrain connu et désigné sous le numéro huit "T" (8t) au cadastre officiel du Rang "A" du canton de Lambton—avec bâtisses et dépendances, moins la partie qui fut autrefois utilisée comme terrain de "tennis" par J.-E. Roberge, ayant environ cent vingt-cinq pieds de profondeur—avec bâtisses et dépendances.

2. Un lopin de terre faisant partie de la partie nord-ouest du dit lot No huit "T" (autrefois utilisé comme terrain de "tennis" par J.-E. Roberge), de la contenance de trente pieds de largeur par vingt-cinq pieds de profondeur, borné au bout sud-est par l'emplacement sus-désigné, du côté sud-ouest par le terrain des représentants de Louis Roy, en arrière et du côté nord-est par le terrain des représentants de J.-E. Roberge.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Vital-de-Lambton, le VINGT-DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain 1935, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, le 18 septembre 1935.
[Première publication, le 21 septembre 1935]
5183—38-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Magistrat.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: No 11-120. { GEDEON ROY, demandeur; contre WILLIAM BELANGER, défendeur.

Une terre à Saint-Victor de Tring, en le troisième rang du township de Tring, de la contenance de quatre arpents et demi de front sur la moitié du dit rang, sans garantie de mesure précise, et connue sous les lots numéros trois cent douze et trois cent treize-A (312 et 313-A) du cadastre pour la paroisse de Saint-Victor de Tring—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Victor de Tring, le VINGT-DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain (1935) à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 18 septembre 1935.
5185—38-2-o
[Première publication, 21 septembre 1935]

SHERIFF'S SALES

BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: No. 14962. { AIMÉ BUREAU, plaintiff; against PHILOMON ARGUIN, defendant.

1. A parcel of land known and designated under number eight "T" (8t) of the official cadastre of Range "A" of the township of Lambton—with buildings and dependencies, less that part which was heretofore used as a tennis court by J. E. Roberge, measuring about one hundred and twenty five feet in depth—with buildings and dependencies.

2. A parcel of land forming part of the Northwest part of said lot number eight "T" (heretofore used as a tennis court by J. E. Roberge), measuring thirty feet in width by twenty five feet in depth, bounded at the Southeast end by the parcel of land hereinabove designated, on the Southwest side by the land of the representatives of Louis Roy, in rear and on the Northeast side by the land of the representatives of J. E. Roberge.

To be sold at the church door of the parish of Saint Vital de Lambton, on the TWENTY SECOND of OCTOBER next, 1935, at ONE o'clock in the afternoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, September 18th., 1935.
[First publication, September 21st., 1935]
5184—38-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: No. 11-120. { GEDEON ROY, plaintiff; against WILLIAM BELANGER, defendant.

A farm at Saint Victor de Tring, in the third range of the township of Tring, measuring four arpents and one half in front by half of the said range, without warranty of exact measurement, and known under lots numbers three hundred and twelve and three hundred and thirteen-A (312 and 313-A) of the cadastre for the parish of Saint Victor de Tring—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Victor de Tring, on the TWENTY SECOND of OCTOBER next, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, September 18, 1935.
5186—38-2
[First publication, September 21st, 1935]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District de Gaspé.

Percé, à savoir: No 130. } JOSEPH-D. COTÉ, marchand, de Saint-Maurice de l'Echourie, comté de Gaspé, demandeur; vs ADAM FRANCOEUR, pêcheur, du même endroit, défendeur.

Une certaine propriété sise et située en le canton de Fox, comté de Gaspé, faisant partie du lot numéro quatre cent vingt et un (421) du dit canton; bornée au nord par la mer, au sud par le deuxième rang, à l'est par Achille Francœur, et à l'ouest par Philippe Francœur—avec bâtisses sus érigées, circonstances et dépendances.

Pour etre vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint Maurice de l'Echourie, MERCREDI, le VINGT-TROISIEME jour d'OCTOBRE, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JAS.-T. TUZO.
Percé, le 17 septembre 1935. 5169—38–2–o
[Première publication, le 21 septembre 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District de Gaspé.

Percé, à savoir: No 339. } JOSEPH-D. COTÉ, marchand, de Saint-Maurice de L'Echourie, Comté de Gaspé, demandeur; vs PHILIPPE FRANCŒUR, pêcheur, de Saint-Maurice de L'Echourie, Comté et district de Gaspé, défendeur.

1. Un lopin de terre comprenant cent pieds ou moins de largeur sur trois cents pieds plus ou moins de profondeur, borné au nord par le fleuve Saint-Laurent, à l'ouest par Alfred Element, Jos. Element (André) et Albert Francœur, au sud par le Boulevard Perron et à l'est par Emile Clavet, et étant partie du lot quatre cent quatorze (414) du premier rang ouest du Canton Fox—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

2. Un lopin de terre de ¾ d'acre de largeur sur la profondeur du lot, étant partie des lots quatre cent vingt, quatre cent vingt et un, (420-421) du premier rang ouest du canton de Fox, borné au nord par le Fleuve Saint-Laurent, à l'ouest par Clément Francœur, au sud par le deuxième rang et à l'est par Adam Francœur—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Maurice de l'Echourie, MARDI le VINGT-DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain 1935, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JAS.-T. TUZO.
Percé, 17 septembre 1935. 5171—38–2–o
[Première publication, 21 septembre, 1935]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Gaspé.

Percé, to wit: No. 130. } JOSEPH D. COTÉ, merchant, of Saint Maurice de l'Echourie, county of Gaspé, plaintiff; vs ADAM FRANCOEUR, fisherman, of the same place, defendant.

A certain property lying and situate in the Township of Fox, county of Gaspé, forming part of lot number four hundred and twenty one (421) of the said Township; bounded on the North by the sea, on the South by the second range, on the East by Achille Francœur and on the West by Philippe Francœur—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Maurice de l'Echourie, WEDNESDAY, the TWENTY THIRD day of OCTOBER, at TEN o'clock in the forenoon.

JAS. T. TUZO,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, September 17, 1935. 5170—38–2
[First publication, September 21, 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Gaspé.

Percé, to wit: No. 339. } JOSEPH D. COTÉ, Merchant, of Saint Maurice de L'Echourie, County of Gaspé, plaintiff; vs PHILIPPE FRANCŒUR, fisherman, of Saint Maurice de L'Echourie, County and District of Gaspé, defendant.

1. A parcel of land measuring one hundred feet or less in width by three hundred feet more or less in depth, bounded on the North by the Saint Lawrence river, on the West by Alfred Element Jos. Element, (André) and Albert Francœur, on the South by the Perron Boulevard and on the East by Emile Clavet, and being part of lot four hundred and fourteen (414) of the first range West of the Township of Fox—with a house and other buildings thereon erected.

2. A parcel of land of ¾ of an acre in width by the depth of the lot, being part of lots four hundred and twenty, four hundred and twenty one (420-421) of the first range West of the Township of Fox, bounded on the North by the Saint Lawrence river, on the West by Clement Francœur, on the South by the second range and on the East by Adam Francœur—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Maurice of l'Echourie, TUESDAY, the TWENTY SECOND day of OCTOBER next 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

JAS. T. TUZO,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, September 17, 1935. 5172—38–2
[First publication, September 21st, 1935]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: 17317. } LES COMMISSAIRES D'ECOLE, pour la municipalité de la cité d'Outremont, dans les comtés de Westmount et Montréal-Laurier; vs CLODIA MAJOR, épouse de Armand Venne et le dit ARMAND VENNE, aux fins d'autoriser sa dite épouse aux présentes.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: 17317. } THE SCHOOL COMMISSIONERS, for the Municipality of the city of Outremont, in the counties of Westmount and Montreal-Laurier; vs CLODIA MAJOR, wife of Armand Venne and the said ARMAND VENNE for the purpose of authorizing his said wife for the purposes hereof.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, tenant en front à la rue Hutchison, mesurant vingt-cinq pieds (25) de largeur, par cent dix pieds et six pouces (110'6) de profondeur, le tout en mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison et autres dépendances dessus construites, portant les Nos civiques 5229-5231-5233 de la dite rue Hutchison, Montréal, avec droit de passage dans la ruelle située à l'arrière, avec tous les droits actifs et passifs qui peuvent y être inhérents, le tout sans réserve. Le dit emplacement étant composé de la moitié (½) sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-huit de la resubdivision du lot numéro huit de la subdivision du lot originaire numéro douze (½ S. E. No 12-8-38) aux plan et livre de renvoi officiels du Village incorporé de la Côte Saint-Louis; cette dite moitié de lot étant bornée comme suit: En front, par la rue Hutchison; en arrière, par une ruelle; d'un côté, par le lot No 12-8-39; et de l'autre côté, par l'autre moitié dudit lot 12-8-38.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 8 octobre 1935. 5565—41-2-o
[Première publication, le 12 octobre 1935]

An emplacement situate in the city of Montreal, fronting on Hutchison Street, measuring twenty five feet (25) in width, by one hundred and ten feet and six inches (110'6) in depth, the whole in English measure and more or less—with a house and other dependancies thereon erected, bearing civic Nos. 5229-5231-5233 of the said Hutchison Street, Montreal, with right of way in the lane situate in rear, with all the active and passive rights that may be attached thereto, the whole without reserve. The said emplacement being composed of the Southeast half (½) of the lot of land known and designated under number thirty eight of the resubdivision of lot number eight of the subdivision of original lot number twelve (S. E. ½ No. 12-8-38), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis; the said half lot being bounded as follows: In front, by Hutchison Street; in rear, by a lane; on one side, by lot No. 12-8-39; and on the other side, by the other half of the said lot 12-8-38.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 8, 1935. 5566—41-2
[First publication, October 12th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LE SECRETAIRE et
A-144082. } les SYNDICS nommés en vertu de la Loi dite "Grand Trunk Railway Debenture Stock Act", de 1874, pour les placements de fonds de la Grand Trunk Railway of Canada Superannuation & Provident Fund Association; vs DAME MARIANA BEAUCHAMP, épouse séparée de biens de Tancrède Jodoin, et le dit TANCREDE JODOIN, aux fins d'autoriser sa dite épouse.

Un emplacement ayant front sur la rue Hutchison, dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, formant partie du lot numéro quarante-quatre, aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, et étant composé de toute la subdivision cent cinquante-sept (44-157) au plan de subdivision dûment fait et enregistré du dit lot officiel, lequel contient vingt-quatre pieds (24') en front par quatre-vingt-deux pieds (82') en profondeur, et de la partie nord-ouest de six pouces (6") en largeur de la subdivision cent cinquante-huit, du dit lot officiel (ptie N. O. 44-158) sur une profondeur de quatre-vingt-deux pieds (82'), la dite partie étant bornée en front par la dite rue Hutchison, en arrière par la ruelle ci-après mentionnée, d'un côté par le lot sus-décrit, et de l'autre côté par le résidu de la dite subdivision cent cinquante-huit (44-158) appartenant à L.-E. Heillig ou ses représentants.

Le dit emplacement contenant en tout vingt-quatre pieds et six pouces (24'6") en largeur, par quatre-vingt-deux pieds (82') en profondeur; les dites mesures étant d'après la mesure anglaise et plus ou moins, et borné en front par la rue Hutchison, en arrière par une ruelle étant la subdivision cent soixante-deux du dit lot officiel numéro quarante-quatre, d'un côté, au sud-est, par la partie sud-est de la subdivision cent cinquante-huit vendue par Octave Drouin à Albert -E. Lewis; et du côté nord-ouest par la subdivision cent cinquante-six du dit lot officiel numéro quarante-quatre. Avec la maison en pierre et en brique portant le numéro cent quarante-six (146) de la rue Hutchison y érigée et dont le mur de pignon

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE SECRETARY and
A-144082. } TRUSTEES appointed under the Grand Trunk Railway Debenture Stock Act of 1874, for the investments of the funds of the Grand Trunk Railway of Canada Superannuation & Provident Fund Association; vs DAME MARIANA BEAUCHAMP, wife separate as to property of Tancrède Jodoin, and the said TANCREDE JODOIN, for the purpose of authorizing his said wife.

An emplacement fronting on Hutchison Street, in the Saint Lawrence ward of the city of Montreal, forming part of lot number forty four on the official plan and book of reference of the said ward, and being composed of the whole of the subdivision one hundred and fifty seven (44-157), on the subdivision plan duly made and filed of the said official lot, which contains twenty four feet (24') in front by eighty two feet (82') in depth, and of the North-West part of six inches (6") in width of subdivision one hundred and fifty eight of the said official lot (N. W. pt. 44-158) by the depth of eighty two feet (82'), said part bounded in front by said Hutchison Street, in rear by the lane hereinafter mentioned, on one side by the lot above described, and on the other side by the remainder of said subdivision one hundred and fifty eight (44-158) belonging to L. E. Heillig or representatives.

The said emplacement containing in all twenty four feet six inches (24'6") in width, by eighty two feet (82') in depth; the said measurements being English measure and more or less, and bounded in front by Hutchison Street, in rear by a lane being subdivision one hundred and sixty two of the said official lot number forty four, on one side, to the South East, by the South Eastern portion of subdivision one hundred and fifty eight sold by Octave Drouin to Albert E. Lewis; and on North-West side by subdivision one hundred and fifty six of the said official lot number forty four. With the stone and brick dwelling bearing number one hundred and forty six (146) in Hutchison Street thereon erected of which the gable wall and

et la clôture sur les côtés sud-est et nord-ouest sont mitoyens. Avec droit de passage dans la dite ruelle en arrière, étant la subdivision cent soixante-deux, et dans une autre ruelle, étant la subdivision cent cinquante et un du dit lot officiel quarante-quatre, conduisant à la dite rue Hutchison, mais sans aucun droit d'obstruer en aucune manière les dites ruelles.

Tel que la dite propriété se trouve présentement avec tous ses droits, membres et appartenances.

Pour être vendu, "en bloc", à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $1,200.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Forest, en date du 7 octobre 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 8 octobre 1935. 5567—41-2
[Première publication, le 12 octobre 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ODILE LORTIE; vs
C-146104. } DAME MARCIA CHARTRAND, épouse séparée de biens de Siméon Emond, et le dit SIMEON EMARD, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse.

Un emplacement situé sur la rue Saint-Pierre, dans la ville Rigaud, dans le comté de Vaudreuil, comme faisant partie du lot numéro quatre-vingt-treize (No 93) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Rigaud, maintenant la ville de Rigaud, de la contenance de quarante-cinq pieds de front par toute la profondeur qu'il y a de la rue Saint-Pierre à la Rivière Lagraisse, tenant devant à la dite rue Saint-Pierre, en arrière par la Rivière Lagraisse, d'un côté par le résidu du dit lot numéro quatre-vingt-treize et de l'autre côté par le lot numéro quatre-vingt-quatorze—avec une maison et autres dépendances dessus érigées, circonstances et dépendances, la dite maison portant le numéro civique 65 de la dite rue Saint-Pierre, sujet à un droit de vue, d'ouverture et de passage à pied en faveur de la propriété voisine érigée sur le résidu du dit lot numéro quatre-vingt-treize tel que décrit dans un acte reçu par le notaire J.-C. Paré le 9 mai 1935 et enregistré à Vaudreuil, sous le No 52154.

Ainsi que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud, le QUINZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 8 octobre 1935. 5569—41-2-o
[Première publication, le 12 octobre 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE CANADA LIFE
E-148117. } ASSURANCE COMPANY; vs DAME BERNADETTE CHOQUETTE, épouse séparée de biens de G.-Emile Lord.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Godin, en la cité de Verdun, connu comme étant la partie sud-est du numéro de subdivision cinquante-sept du lot originaire numéro quatre mille six cent quatre-vingt-un (4681-Ptie S. E. 57), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant vingt

fence on the South-East and North-West sides are *mitoyens*. With right of passage in the said lane in rear, being subdivision one hundred and sixty two, and in another lane, being subdivision one hundred and fifty one of said official lot forty four, leading to the said Hutchison Street, but without any right to encumber the said lanes in any way.

As the said property now subsists with all rights, members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold, "*en bloc*", at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $1,200.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Forest, dated October 7th., 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 8th., 1935. 5568—41-2-o
[First publication, October 12th., 1935]

FIERI FACIAS *ME* TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ODILE LORTIE; vs
C-146104. } DAME MARCIA CHARTRAND, wife separate as to property of Siméon Emard, and the said SIMEON EMARD, both personally and to authorize his said wife.

An emplacement situate on Saint Pierre Street, in the Town of Rigaud, in the county of Vaudreuil, as forming part of lot number ninety three (No. 93) of the official plan and book of reference of the Village of Rigaud, now the Town of Rigaud, measuring forty five feet in front by all the depth that there may be from Saint Pierre Street to the Lagraisse river, bounded in front by the said Saint Pierre Street, in rear by the Lagraisse river, on one side by the residue of said lot number ninety three and on the other side by lot number ninety four —with a house and other dependencies thereon erected, circumstances and dependencies, the said house bearing civic number 65 of said Saint Pierre Street, subject to a right of view, openings and passage on foot in favour of the adjoining property erected on the residue of said lot number ninety three as described in a deed received by Notary J. C. Paré, on May 9, 1935, and registered at Vaudreuil, under No. 52154.

As the whole presently subsists with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold, at the parochial church door of the parish of Sainte Madeleine de Rigaud, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 8, 1935. 5570—41-2
[First publication, October 12th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CANADA LIFE
E-148117. } ASSURANCE COMPANY; vs DAME BERNADETTE CHOQUETTE, wife separate as to property of G. Emile Lord.

An emplacement fronting on Godin Avenue, in the city of Verdun, known as being the Southeast part of subdivision number fifty seven of the original lot number four thousand six hundred and eighty one (4681-S. E. Pt. 57), on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring twenty one

et un pieds de largeur en front et vingt pieds six pouces de largeur en arrière par quatre-vingts pieds soixante-cinq centièmes de pied de profondeur, dans la ligne du côté nord-ouest, et quatre-vingt pieds et quatre-vingt-dix-sept centièmes de pied de profondeur, dans la ligne du côté sud-est, mesure anglaise et plus ou moins, et borné en front par ladite avenue Godin, en arrière par une ruelle No 4681-74, au nord-ouest par le résidu dudit lot No 4681-57, et au sud-est par le lot No 4681-56 dudit plan officiel—avec une maison portant les numéros civiques 734 et 736 de ladite avenue Godin, dont les deux murs de pignon sont mitoyens, et avec le droit de passage en commun avec tous les autres dans la ruelle conduisant audit emplacement.

Avec droit de vue au nord-ouest sur le résidu ou la partie nord-ouest dudit lot No 4681-57, de la porte d'en avant et du balcon de la maison érigée sur ledit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 8 octobre 1935. 5571—41-2
[Première publication, le 12 octobre 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { OSIAS GAUTHIER, vs HENRI PERRON. A-138992.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro neuf de la resubdivision du lot numéro cent quatre-vingt-quatre, qui est lui-même une subdivision du lot numéro un (9-184-1) aux plan et livre de renvoi officiels du Village de la Côte Saint-Louis—avec bâtisses y érigées portant les numéros civiques 7178 et 7180 de la rue De Gaspé, à Montréal, et avec les servitudes qui y sont attachées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 9 octobre 1935. 5593—41-2-o
[Première publication, le 12 octobre 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { MONTREAL LOAN & MORTGAGE COMPANY, demanderesse; vs WILLIE FILION *et al.*, défendeurs, et W. BRODEUR, curateur au délaissement. B-139930.

Ces certains emplacements situés en la cité de Verdun, ayant front sur le Boulevard Lasalle (autrefois le Chemin Lower Lachine) connus comme étant les lots de subdivision numéros sept et huit au plan de subdivision dûment fait et enregistré du lot numéro trois mille quatre cent six (3406-7 et 8) aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Montréal—avec l'édifice sus-érigé.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, ce VINGT-TROISIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $1,435.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Forest, en date du 9ème jour de septembre 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 17 septembre 1935.
[Première publication, 21 septembre 1935]
5191-38-2

feet in width in front and twenty feet six inches in width in rear by eighty feet sixty five hundredths of a foot in depth, in the Northwest side line, and eighty feet and ninety seven hundredths of a foot in depth, in the Southeast side line, English measure and more or less, and bounded in front by said Godin Avenue, in rear by a lane, No. 4681-74, to the Northwest by the remainder of said lot No. 4681-57, and to the Southeast by lot No. 4681-56 of said official plan—with a house bearing the civic numbers 734 and 736 of said Godin Avenue, whereof both gable walls are *mitoyens*, and with the right of passage in common with all others in the lane leading to the said emplacement.

With the right of view to the Northwest over the remainder or Northwest part of said lot No. 4681-57, from the front door and balcony of the house erected upon the said lot.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 8th., 1935. 5572—41-2-o
[First publication, October 12th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { OSIAS GAUTHIER; vs HENRI PERRON. A-138992.

A lot of land known and designated under number nine of the resubdivision of lot number one hundred and eighty four, said last lot being a subdivision of lot number one (9-184-1), on the official plan and book of reference for the Village of Côte Saint-Louis—with buildings thereon erected, bearing civic numbers 7178 and 7180 of de Gaspé Street, at Montreal, and with the servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 9, 1935. 5594—41-2
[First publication, October 12th., 1935]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { MONTREAL LOAN & MORTGAGE COMPANY, plaintiff; vs WILLIE FILION *et al.*, defendants; and W. BRODEUR, curator to the surrender. B-139930.

Those certain emplacements in the City of Verdun, fronting on Lasalle Boulevard (formerly Lower Lachine Road) known as lots subdivision numbers seven and eight on the subdivision plan duly made and filed of lot number three thousand four hundred and six (3406-7 and 8) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the building thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $1,435.00 shall be required from each and every bidder pursuant to a judgment of Hon. Justice Forest, dated the 9th of September 1935.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, September 17th, 1935.
[First publication, September 21st, 1935]
5192—38-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: B-133893. MONGEAU & ROBERT CIE, LTÉE; vs J.-R. WALSH.

Un emplacement situé sur l'Avenue Holyrood, en la cité d'Outremont, composé du lot numéro deux de la re-division du lot numéro cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro douze (12-5-2) et du lot numéro un de la redivision du lot numéro six de la subdivision officielle du dit lot numéro douze (12-6-1) le tout aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal et contenant ensemble cinq mille trois cent deux pieds carrés en superficie—avec tous les édifices sus-érigés et plus particulièrement la résidence portant le numéro civique quatorze (14) de l'Avenue Holyrood, et avec le droit de vue à quatre pieds à compter des lignes de division des lots redivision un de la subdivision six du dit lot numéro douze et redivision deux de la subdivision six du dit lot numéro douze.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour d'OCTOBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 17 septembre 1935.
[Première publication, le 21 septembre 1935]
5189—38-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: B-133893. MONGEAU & ROBERT CIE, LTEE; vs J. R. WALSH.

An emplacement situate on Holyrood Avenue, in the city of Outremont, composed of lot number two of the re-division of lot number five of the official subdivision of original lot number twelve (12-5-2) and lot number one of the redivision of lot number six of the official subdivision of the said lot number twelve (12-6-1), all on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, and containing together five thousand three hundred and two square feet in superficies—with all the buildings thereon erected and more particularly the residence bearing civic number fourteen (14) of Holyrood Avenue, and with the right of view at four feet from the division lines of lots redivision one of subdivision six of the said lot number twelve and re-division two of subdivision six of the said lot number twelve.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of OCTOBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, September 17th., 1935.
[First publication, September 21st., 1935]
5190—38-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski, No 4878. DAME ARTHEMISE THERRIAULT, veuve de George Marquis; vs FORTUNAT MICHAUD, et J.-BTE MICHAUD, tiers-saisi.

Comme appartenant au tiers-saisi:

Partie ouest de 1½ arpent de large du lot trois cent quatre-vingt-six et le lot trois cent quatre-vingt-sept au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Cécile du Bic—avec bâtisses.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église du Bic, le VINGT-DEUXIEME jour d'OCTOBRE 1935, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 17 septembre 1935. 5205—38-2-o
[Première publication, 21 septembre, 1935]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, No. 4878. DAME ARTHEMISE THERRIAULT, widow of George Marquis; vs FORTUNAT MICHAUD, and J. BTE MICHAUD, garnishee.

As belonging to the garnishee:

West part of 1½ arpents in width of lot three hundred and eighty six and lot three hundred and eighty seven of the official cadastre of the parish of Sainte Cécile du Bic—with buildings.

To be sold "*en bloc*", at the church door in Bic, on the TWENTY SECOND day of OCTOBER 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, September 17, 1935. 5206—38-2
[First publication, September 21st., 1935]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Saint-François, No 700. RAOUL AUDET, de Coaticook, district de Saint-François, demandeur; vs PIERRE COUTURIER, de Hereford, dit district, défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

La moitié indivise d'un morceau de terre au canton de Hereford, que le dit P.-J. Couturier a acquise de W.-W. Merrill, par vente devant le notaire Normandin, le 22 juillet 1927, enregistrée à Coaticook, Reg. B, Vol. 42, No 15141, étant

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis, No. 700. RAOUL AUDET, of Coaticook, district of Saint Francis, plaintiff; vs PIERRE COUTURIER, of Hereford, said district, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The undivided half of a piece of land in the township of Hereford, acquired by the said P.J. Couturier, from W. W. Merrill, by deed before the notary Normandin, on July the 22nd., 1927, registered at Coaticook, in the Reg. B, Vol. 42,

partie du lot vingt-trois (Pt. 23) dans le premier rang du canton de Hereford—avec les bâtisses y érigées, étant une propriété de cottage, ainsi décrite, à savoir: au nord par le chemin, à l'est par Louis Charest, au sud par le lac, et à l'ouest par le lot de A.-C. Edwards, mesurant 680 pieds en longueur, plus ou moins, par la profondeur du dit morceau du chemin, à partir du chemin allant au lac, avec l'usage en commun de la source d'eau sur le dit morceau de terre avec ceux qui y ont actuellement droit.

Le quart indivis d'une propriété que le dit Pierre-J. Couturier, a acquis de Cynthia Parrish, par acte devant témoins, le 3 octobre 1927, enregistré à Coaticook, Reg. B, Vol. 42, No 15272, composée comme suit:

(*a*) Le lot vingt et un-B (21-B) dans le premier rang de Hereford, décrit comme suit: commençant au coin sud-ouest du dit lot, allant à l'ouest sur la ligne de concession, un quart de largeur sur le dit lot, et assez loin au nord sur le côté est du dit lot pour faire dix acres de terrain;

(*b*) Les lots Nos: vingt-deux-A (22-A) et vingt-deux-B (22-B) dans le premier rang de Hereford;

(*c*) Le lot vingt-A (20-A) dans le premier rang de Hereford, sauf et excepté une acre et demi pris dans le coin sud-est et la portion qui se trouve au coin du lac Stream, et au sud de la marque de l'eau basse sur le côté nord du Lac Stream;

(*d*) Le lot vingt et un-A (21-A) dans le premier rang de Hereford, contenant soixante acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées, sauf et excepté la portion sud-ouest du lot de cadastre numéro 20-A, et la portion sud des lots 21-A, 22-A et 22-B dans le premier rang, vendues par feu James-Edwin Parrish, à la Connecticut River Conservation Co., le 8 octobre 1917, Reg. B, Vol. 37, numéro 9218;

(*e*) Le tiers indivis d'une autre propriété au canton de Hereford, composée des lots treize-D (13-D) d'environ deux acres, treize-C (13-C) d'environ quinze acres et partie de quatorze-C (Pt. 14-C) tous dans le premier rang du dit canton de Hereford, tel que le tout est décrit dans le titre de Pierre Couturier—avec les bâtisses y érigées; ce dernier morceau de terre ne comprenant pas celui qui fait partie de la propriété connue sous le nom de Half-Way-Hotel, la présente propriété étant connue sous le nom de Line-House-Hotel.

Pour être vendus "en bloc", au Bureau d'Enregistrement à Coaticook, MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures a.m.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 12 septembre 1935.

[Première publication, le 21 septembre 1935]
5173—38-2-o

No. 15141, being part of lot twenty three (Pt. 23), in the first range of the township of Hereford —with the buildings thereon erected, being a property of cottage, described as follows, to wit: Northerly by the road, Easterly by Louis Charest, Southerly, by the lake, and Westerly by the lot of A. C. Edwards, measuring 680 feet in length, more or less, by the depth of the said piece from the road going to the lake; with the use in common of the spring on the said piece of land with all the people having actually a right to.

The undivided fourth of a property acquired by the said Pierre J. Couturier, from Cynthia Parrish by a deed before witnesses, on October the 3rd., 1927, registered at Coaticook, in the Reg. B, Vol. 42, No. 15272, formed as follows:

(*a*) The lot twenty one-B (21-B), in the first range of Hereford, described as follows: beginning at the South-West corner of said lot, going Westerly on the concession line, one fourth in width on the said lot, and far enough at the North on the East side of said lot to make ten acres of land;

(*b*) The lots Nos. Twenty two-A (22-A) and Twenty two-B (22-B) in the first range of Hereford;

(*c*) The lot twenty-A (20-A) in the first range of Hereford, except one acre and a half taken in the South-East corner and the part which is situated at the corner of Lac Stream, and at the South of the line of low-water on the North side of Lac Stream;

(*d*) The lot twenty one-A (21-A) in the first range of Hereford, containing sixty acres of land, more or less—with buildings thereon erected, except the South-West part of the cadastral lot No. 20-A, and the South part of lots 21-A, 22-A and 22-B, in the first range, sold by late James Edwin Parrish to the Connecticut River Conservation Co., on October the 8th., 1917, Reg. B, Vol. 37, No. 9218;

(*e*) The undivided third of another property in the township of Hereford, formed by lots Thirteen-D (13-D) of about two acres, thirteen-C (13-C) of about fifteen acres, and part of fourteen-C (Pt. 14-C) all of them in the first range of the said township of Hereford, as the whole is described in the title of Pierre Couturier—with buildings thereon erected: that last piece of land not designating the one being the property known under the name of Half-Way-Hotel, but being the property known under the name of Line-House-Hotel.

To be sold "*en bloc*", at the Registry Office, at Coaticook, TUESDAY, the TWENTY SECOND day of OCTOBER next, at TEN a.m.

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 12th. of September, 1935.

[First publication, September 21st., 1935]
5174—38-2-o

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District de Saint-Hyacinthe

Saint-Hyacinthe, à savoir: } CORINNE DION,
No 4896. } demanderesse;
contre CAROLINE AUBUT, épouse contractuellement séparée de biens de Walter Gauthier, défenderesse.

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: } CORINNE DION,
No. 4896. } plaintiff; against
CAROLINE AUBUT, wife separate as to property of Walter Gauthier, defendant.

Une terre sise et située en la paroisse de Sainte-Christine, de la contenance de cinq arpents de front sur vingt-huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins, tenant en front au chemin public, en profondeur à Henri Bisaillon, d'un côté à J.-Bte Gauthier, et de l'autre côté au dit Henri Bisaillon—avec les bâtisses y érigées. Ce terrain connu et désigné sous le lot numéro quatre cent trente (430) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-André d'Acton.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Christine, MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain (1935) à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 18 septembre 1935.
[Première publication, 21 septembre, 1935]
5209—38-2-o

A land situate in the parish of Sainte Christine, containing five arpents in width by twenty eight arpents in depth, the whole more or less, bounded in front by the public road, in depth by Henri Bisaillon, on one side J. B. Gauthier, and on the other side by the said Henri Bisaillon —with the buildings thereon erected. The said piece of ground known and designated under lot number four hundred and thirty (430) on the official plan and book of reference of the parish of St. André d'Acton.

To be sold at the parochial church door of Sainte Christine, TUESDAY, on the TWENTY SECOND day of OCTOBER next (1935), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, September 18th., 1935.
[First publication, September 21st., 1935]
5210—38-2-o

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

No B-139955. LA COMPAGNIE MUTUELLE D'IMMEUBLES LIMITEE, demanderesse; vs ARTHUR NORMANDIN, défendeur; et FORTUNAT FOURNIER et LOUIS BERTRAND, mis-en-cause.

Comme appartenant au dit défendeur l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé en la ville de Grand'-Mère, mesurant trente pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, borné en front par la rue Saint-Louis, communément appelée rue du Pont, en profondeur et du côté nord-ouest par Cameric Mélançon et du côté sud-est par un nommé Gélinas et faisant partie du lot numéro cent trente-neuf (Pt. 139) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice—avec les bâtisses dessus érigées portant le numéro 54 de la rue Saint-Louis et les servitudes actives et passives s'y rattachant; à distraire dudit emplacement une lisière de terre d'un pied de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, bornée en front par la dite rue du Pont, en profondeur, par Cameric Mélançon, d'un côté par Ephrem Gélinas et de l'autre côté par le résidu dudit emplacement.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul en la cité de Grand'Mère, le VINGT-TROISIEME jour d'OCTOBRE 1935, à DIX heures de l'avant-midi.

Un dépôt de $160.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Forest, en date du onzième jour de septembre 1935.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, 16 septembre 1935.
[Première publication, 21 septembre, 1935]
5175—38-2-o

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

No. B-139955. LA COMPAGNIE MUTUELLE D'IMMEUBLES LIMITEE, plaintiff; vs ARTHUR NORMANDIN, defendant; and FORTUNAT FOURNIER and LOUIS BERTRAND, *mis-en-cause.*

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

An emplacement situate in the Town of Grand' Mère, measuring thirty feet in width by eighty feet in depth, bounded in front by Saint Louis Street, commonly called Du Pont Street, in depth and on the Northwest side by Cameric Mélançon and on the Southeast side by a party called Gélinas and forming part of lot number one hundred and thirty nine (Pt. 139) of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Flore, county of Saint Maurice—with the buildings thereon erected, bearing number 54 Saint Louis Street and the active and passive servitudes attached thereto; to be deducted from the said emplacement a strip of land of one foot in width by eighty feet in depth, bounded in front by said Du Pont Street, in depth by Cameric Mélançon, on one side by Ephrem Gélinas and on the other side by the residue of the said emplacement.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul, in the city of Grand'Mère, on the TWENTY THIRD day of OCTOBER, 1935, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $160.00 will be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated the eleventh day of September, 1935.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivières, September 16, 1935.
[First publication, September 21st, 1935]
5176—38-2

Index de la Gazette officielle de Québec, No 41

ANNONCEURS:—AVIS AUX—..... 4031

ASSURANCES:—

Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Agathe..... 4076
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Edouard-d'Eastman. 4076
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Irenée..... 4077
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Magloire..... 4077
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Nicolas..... 4077
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Rose du Dégelé..... 4076
Cie d'ass. mutuelle de la municipalité de Sainte-Thérèse-de-Blainville..... 4078

AVIS DIVERS:—

Commission de l'Industrie laitière..... 4080
Commission de l'Industrie laitière..... 4081
Commission de l'Industrie laitière..... 4082
Commission de l'Industrie laitière..... 4083
Commission de l'Industrie laitière..... 4083
Commission de l'Industrie laitière..... 4084
Commission de l'Industrie laitière..... 4085
Commission de l'Industrie laitière..... 4101
L'Association des Employés en Chaussures de Sainte-Marie, Beauce..... 5086
Ville de Port-Alfred..... 4080

BUREAU-CHEF:—

Masse & Gauthier, Inc..... 4086

CHARTES—ABANDON DE:—

Coopérative Catholique des Consommateurs de Combustible, Inc..... 4086
The Beaumur Corporation 4086
The Lake Fortune Mining Co., Ltd..... 4087

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Municipalité scolaire de Bourlamaque... 4087
Municipalité scolaire de Brébeuf..... 4087
Municipalité scolaire du Lac Frontière... 4087
Municipalité scolaire de Shawinigan-Falls..... 4087
Village de Val-d'Or..... 4087

ERRATA:—

Club de Hockey Canadien, Inc..... 4088
Ville de Saint-Laurent..... 4088

LETTRES PATENTES:—

Association of Textile Shrinkers and Refinishers of Montreal..... 4032
Bourassa Lumber Co., Ltd 4033
Canadian Industrial Plating Co., Ltd ... 4035
David Lister, Limited 4035
France-Couture (Canada), Limitée..... 4037
Gilletz Construction, Ltd..... 4039
Laurentian Mountains Cave, Ltd..... 4041

Index of the Quebec Official Gazette, No. 41

ADVERTISERS:—NOTICE TO—..... 4031

INSURANCES:—

Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Agathe..... 4076
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Edouard-d'Eastman. 4076
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Irenée..... 4077
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Magloire..... 4077
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Nicolas..... 4077
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Rose du Dégelé..... 4076
Cie d'ass. mutuelle de la municipalité de Sainte-Thérèse-de-Blainville..... 4078

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Dairy Industry Commission..... 4080
Dairy Industry Commission..... 4081
Dairy Industry Commission..... 4082
Dairy Industry Commission..... 4083
Dairy Industry Commission..... 4083
Dairy Industry Commission..... 4084
Dairy Industry Commission..... 4085
Dairy Industry Commission..... 4101
L'Association des Employés en Chaussures de Sainte-Marie, Beauce..... 5086
Town of Port-Alfred..... 4080

CHIEF-OFFICE:—

Masse & Gauthier, Inc..... 4086

CHARTERS—SURRENDER OF:—

Coopérative Catholique des Consommateurs de Combustible, Inc..... 4086
The Beaumur Corporation 4086
The Lake Fortune Mining Co., Ltd..... 4087

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School municipality of Bourlamaque.... 4087
School Municipality of Brébeuf..... 4087
School municipality of Lac Frontiere.... 4087
School Municipality of Shawinigan-Falls..... 4087
Village of Val d'Or..... 4087

ERRATA:—

Club de Hockey Canadien, Inc..... 4088
Town of Saint Laurent..... 4088

LETTERS PATENT:—

Association of Textile Shrinkers and Refinishers of Montreal..... 4032
Bourassa Lumber Co., Ltd 4033
Canadian Industrial Plating Co., Ltd ... 4035
David Lister, Limited 4035
France-Couture (Canada), Limitée..... 4037
Gilletz Construction, Ltd..... 4039
Laurentian Mountains Cave, Ltd..... 4041

Les Editions du Richelieu, Ltée 4043
Mauricy General Lumber Mills Co., Ltd. 4044
Norcal Realties, Limited. 4046
Preferred Agencies, Limited..... 4050
Provincial Brick Co., Ltd..... 4051
Realty Buildings Securities Corporation 4054
Société d'émissions et de Prêts, Ltée..... 4058
Saint Denis Sporting Club, Inc..... 4060
Style Craft Products, Inc..... 4060
Sun Coal Co., Ltd..... 4072
The Laprairie Company, Inc..... 4063
The Singer Steam-Press Co..... 4068
Weldrick Motors, Limited..... 4070

Les Editions du Richelieu, Ltée 4043
Mauricy General Lumber Mills Co., Ltd. 4044
Norcal Realties, Limited. 4046
Preferred Agencies, Limited..... 4050
Provincial Brick Co., Ltd..... 4051
Realty Buildings Securities Corporation 4054
Société d'émissions et de Prêts, Ltée..... 4058
Saint Denis Sporting Club, Inc..... 4060
Style Craft Products, Inc..... 4060
Sun Coal Co., Ltd..... 4072
The Laprairie Company, Inc..... 4063
The Singer Steam-Press Co..... 4068
Weldrick Motors, Limited..... 4070

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Ferguson Exploration, Limited..... 4075
Georges Vandelac, Limitée..... 4073
Strathyre Investments, Limited..... 4073

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Ferguson Exploration, Limited..... 4075
Georges Vandelac, Limitée..... 4073
Strathyre Investments, Limited..... 4073

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Cercle agricole de la paroisse de Saint-Médard 4078
Syndicat d'Elevage de Chevaux Canadiens de l'Islet..... 4078

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Cercle agricole de la paroisse de Saint-Médard..... 4078
Syndicat d'Elevage de Chevaux Canadiens de l'Islet..... 4078

NOMINATIONS:—

Commissaire d'écoles..... 4088
Diverses..... 4101

APPOINTMENTS:—

School Commissioner..... 4088
Miscellaneous..... 4101

PROCLAMATIONS:—

Cadastre de la municipalité de Havre Saint-Pierre..... 4079
Cadastre du canton de Bourlamaque.... 4104

PROCLAMATIONS:—

Cadastre of the municipality of Havre Saint Pierre..... 4079
Cadastre of the township of Bourlamaque 4104

SOUMISSIONS:—

Ville de Dorval..... 4090
Ville de Drummondville..... 4091
Ville de Nicolet..... 4091

TENDERS:—

Town of Dorval..... 4090
Town of Drummondville. 4091
Town of Nicolet..... 4091

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Eureka Association, Incorporated..... 4104
Lachine Printing..... 4102
Potvin, Arthur-A. 4103

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Eureka Association, Incorporated..... 4104
Lachine Printing..... 4102
Potvin, Arthur. A..... 4103

VENTES PAR LICITATION:—

Landreville *et vir* vs Pelletier *et al*..... 4088
Pontbriand vs Pontbriand..... 4089

SALES BY LICITATION:—

Landreville *et vir* vs Pelletier *et al*..... 4088
Pontbriand vs Pontbriand..... 4089

VENTES POUR TAXES:—

Cité de Joliette..... 4098
Cité de Saint-Jean..... 4098
Cité de Salaberry de Valleyfield..... 4095
Ville d'Amos..... 4097
Ville de Dorion..... 4094
Ville de Lennoxville..... 4092
Ville de Magog..... 4097
Village de Val-Barrette..... 4093

SALES FOR TAXES:—

City of Joliette..... 4098
City of Saint Jean..... 4098
City of Salaberry of Valleyfield..... 4095
Town of Amos..... 4097
Town of Dorion..... 4094
Town of Lennoxville..... 4092
Town of Magog..... 4097
Village of Val-Barrette..... 4093

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

BEAUCE:—

Bureau vs Arguin..... 4106
Roy vs Bélanger..... 4106

SHERIFFS' SALES:—

BEAUCE:—

Bureau vs Arguin..... 4106
Roy vs Bélanger..... 4106

GASPÉ:—

Côté vs Francœur 4107
Côté vs Francœur 4107

MONTRÉAL:—

Commissaires d'écoles de la cité d'Outremont vs Major *et vir* 4107
Gauthier vs Perron 4110
Le secrétaire et les syndics de l'association du fonds de retraite et de prévoyance de la compagnie du Grand Tronc de Chemin de fer du Canada vs Beauchamp *et vir* 4108
Lortie vs Chartrand *et vir* 4109
Mongeau & Robert Cie, Ltée vs Walsh .. 4111
Montreal Loan & Mortgage Co. vs Filion *et al* 4110
The Canada Life Assurance Co. vs Choquette 4109

RIMOUSKI:—

Therriault vs Michaud 4111

SAINT-FRANÇOIS:—

Audet vs Couturier 4111

SAINT-HYACINTHE:—

Dion vs Aubut 4112

TROIS-RIVIÈRES:—

La Cie Mutuelle d'Immeubles, Ltée vs Normandin 4113

GASPÉ:—

Côté vs Francœur 4107
Côté vs Francœur 4107

MONTREAL:—

School Commissioners of the city of Outremont vs Major *et vir* 4107
Gauthier vs Perron 4110
The secretary and Trustees of the Grand Trunk Railway of Canada Superannuation and Provident Fund Association vs Beauchamp *et vir* 4108
Lortie vs Chartrand *et vir* 4109
Mongeau & Robert Cie, Ltée vs Walsh .. 4111
Montreal Loan & Mortgage Co. vs Filion *et al* 4110
The Canada Life Assurance Co. vs Choquette 4109

RIMOUSKI:—

Therriault vs Michaud 4111

SAINT FRANCIS:—

Audet vs Couturier 4111

SAINT HYACINTHE:—

Dion vs Aubut 4112

TROIS-RIVIERES:—

La Cie Mutuelle d'Immeubles, Ltée vs Normandin 4113

QUÉBEC:—Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC:—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.